

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ALCOOLISME

AU POINT DE VUE

DE SA PRÉVENTION ET DE SA RÉPRESSION

SUR LE

TERRAIN DU DROIT PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le
Jeudi 14 Juin 1900, à 1 heure

par

H. LEROY

avocat à la Cour d'appel

Président : M. SALEILLES.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, } *professeurs*
COLIN. }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT & RUE TOULLIER, 13

1900

DE

L'ALCOOLISME

AU POINT DE VUE

DE SA PRÉVENTION ET DE SA RÉPRESSION

SUR LE

TERRAIN DU DROIT PÉNAL

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
L'ALCOOLISME

AU POINT DE VUE

DE SA PRÉVENTION ET DE SA RÉPRESSION

SUR LE

TERRAIN DU DROIT PÉNAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu le
Jeudi 14 Juin 1900, à 1 heure

par

H. LEROY

avocat à la Cour d'appel

Président : M. SALEILLES.

Suffragants : { MM. LE POITTEVIN, } professeurs
COLIN. }

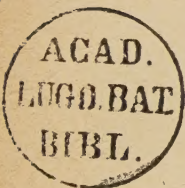
PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT & RUE TOULLIER, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'ALCOOLISME

AU POINT DE VUE DE

sa Prévention et de sa Répression sur le terrain du Droit pénal

INTRODUCTION

La question de l'alcoolisme est très complexe. Il est donc nécessaire au début de cette étude d'en déterminer les limites.

L'alcoolisme et l'ivresse qui est sa manifestation la plus sensible sont-ils des faits punissables ? A quel titre ? Par quels moyens ?

Ne peut-on parvenir par des lois répressives à les atteindre indirectement soit en frappant ceux qui vivant du vice de leurs concitoyens les y poussent, soit en prohibant absolument ou en restreignant par diverses lois l'usage des boissons fermentées ou liqueurs ?

Telles sont les questions qui forment la base de ce travail. Le deuxième groupe se rapproche beaucoup du droit administratif. C'est en effet par un système de lois fiscales que la majorité des auteurs qui ont étudié cette grosse question espère enrayer le fléau. Il y a ici une sorte de pénétration du droit administratif et du droit criminel. Il nous serait impossible de n'en pas tenir compte. Nous aborderons ces questions d'autant plus

volontiers qu'une école criminaliste aujourd'hui fort en faveur, l'École Italienne, tend à faire rentrer dans les attributions de l'Administration sous le nom de « Politique Criminelle » une grande partie des mesures qui avaient toujours été considérées par les « classiques » comme « peines » et relevant du seul Droit Criminel.

Les questions d'hôpitaux où l'on traite les « aliénés criminels » celles des « sentences indéterminées » qui, à notre humble avis peuvent rendre dans l'espèce qui nous occupe de sérieux services nécessitent l'intervention continuelle de l'Administration. Le droit fiscal lui-même joue un grand rôle dans la « prévention » de l'alcoolisme si l'on en croit beaucoup de bons esprits. Il est cependant un système le plus considérable, le plus efficace peut-être, que son étendue et les très remarquables études dont il a été l'objet nous interdisent de traiter. Nous voulons dire le *Monopole*. Sous le patronage d'hommes tels que M. Alglave en France, M. Le Jeune en Belgique, pour ne citer que ces deux noms, le monopole a fait le tour du monde et est appliqué déjà en plusieurs pays. La question est épuisée.

Dans un autre ordre d'idées, il est un point auquel nous ne toucherons point malgré le vif intérêt qu'il présente, c'est « *l'influence de l'ivresse et de l'alcoolisme sur la capacité et la responsabilité* ». C'est là un sujet qui pourrait prêter à des développements importants en tous cas en dehors du cadre que nous nous sommes imposé.

Certaines législations étrangères sont sous ce rapport fort en avance sur la nôtre, celle de l'Allemagne notamment.

Enfin, il nous a été impossible de ne pas faire une place à l'initiative privée.

L'alcoolisme est une maladie sociale qui affecte une série de formes diverses suivant les milieux où elle se développe.

Les remèdes doivent varier avec ces modifications du mal. La loi elle, écrite pour tous, est un peu lourde, elle manque de souplesse et a bien de la peine à se plier à toutes les circonstances : l'initiative individuelle peut lui rendre de signalés services, soit en lui indiquant par de patientes recherches, les moyens d'agir, soit en la suppléant là où elle fait défaut.

Et puis il ne suffit pas d'un bon système de lois ; il faut, pour qu'elles aient quelque efficacité, qu'elles soient en rapport avec les idées courantes, les mœurs actuelles des populations qu'elles régissent. Sans quoi elles tombent en désuétude ou si d'aventure l'énergie des magistrats parvient à les maintenir en vigueur, leur application, loin d'exciter l'approbation du gros public, provoque, ou bien son hostilité, ou bien une indifférence pire encore. La loi cesse d'être exemplaire ; dans certains milieux on s'en gausse, on en rit.

Elles ne sont pas rares les lois qui entrent ainsi toutes vives dans le passé, dans l'oubli. Hier, c'était la législation du duel, aujourd'hui, c'est la répression de l'infan-

ticide qui, n'étant plus en harmonie avec les mœurs du jour, offrent le spectacle attristant de crimes réprouvés par les lois, avérés et laissés impunis.

Or, il est bien certain qu'actuellement une législation un peu sévère sur l'alcoolisme aurait le même sort.

La loi de 1873 qui n'est pourtant qu'un minimum insuffisant, va lentement vers l'abrogation tacite, et tandis que monte sans cesse le flot des délits causés par l'alcoolisme, tandis que des ivrognes titubent à chaque instant dans les rues de nos villes ou sur les chemins de nos communes rurales, les contraventions pour ivresse suivent une courbe décroissante.

Heureusement le public intelligent a compris le péril. Des médecins, des publicistes s'agitent et par tous les moyens, par la parole et par la plume dans les revues scientifiques et dans les journaux populaires prêchent la croisade antialcoolique.

Des sociétés se sont formées marchant vers le même but. Elles ont à leur tête de véritables apôtres. Cela est l'œuvre de l'initiative individuelle d'autant plus féconde qu'elle est le produit de convictions fortes qui n'ont pour aiguillon que le besoin du bien. De tels courants sont invincibles, ils préparent les milieux où bientôt les lois pourront germer et vivre.

PREMIÈRE PARTIE

L'ALCOOLISME. — SES EFFETS ET SES CAUSES

CHAPITRE PREMIER

L'IVRESSE ET L'ALCOOLISME

§ I. — Distinction entre l'ivresse et l'alcoolisme.

L'abus des boissons fermentées peut produire chez l'homme l'ivresse et l'alcoolisme, souvent les deux.

L'ivresse est une crise causée par l'ingestion dans un laps de temps peu considérable d'une quantité importante d'alcool qui varie d'ailleurs beaucoup suivant les individus.

Elle se manifeste par des troubles organiques particulièrement cérébraux qui entraînent naturellement des troubles mentaux. En cet état, l'homme voit sa liberté diminuée, parfois même elle est annihilée. Il subit des entraînements qui deviennent irrésistibles. L'excitation du cerveau croissant en même temps que diminue la

conscience, l'intoxication se manifeste d'abord par une vivacité plus grande de l'esprit, une tendance à voir les choses du meilleur côté « puis la gaieté fait place à un « certain degré d'irritation qu'accompagne presque « toujours un invincible entêtement.

« A partir de ce moment, la scène change complète-
« ment d'aspect, ce n'est plus seulement l'excitation,
« c'est une perversion des idées, un véritable délire
« plus ou moins querelleur, plus ou moins violent, qui
« tantôt aboutit à un vertige incohérent, à un état
« d'agitation extrême et tantôt dégénère en une crise de
« fureur aveugle dans laquelle l'homme devient capa-
« ble de tous les crimes et dont il n'évite d'ordinaire
« les horribles entraînements que parce qu'il tombe
« épuisé par l'excès même de l'agitation à laquelle il
« est en proie, dans un état de prostration qui en fait
« une masse inerte. » (1)

L'ivresse peut être habituelle ou accidentelle. *Accidentelle* elle n'offre de dangers que pendant la durée très courte relativement de l'excitation (2). *Habituelle* elle joint aux dangers de l'ivresse ceux bien plus grands de l'alcoolisme auquel elle conduit.

L'alcoolisme lui est un empoisonnement lent plus

(1) Avis sur les dangers qu'entraîne l'abus des boissons alcooliques. (Adopté à l'unanimité par l'Académie de médecine (séance du 3 octobre 1871).

(2) Certains auteurs pensent qu'il est à craindre que les enfants conçus en état d'ivresse ne subissent quelque tare.

terrible que tout autre parce que le poison exerce un attrait qui devient irrésistible sur celui qui en est la victime et qu'il est bien plus que d'autres poisons agréables, tels que la morphine ou le haschich à la portée de tous par sa diffusion et son prix modique.

Si l'alcoolisme est le résultat fatal d'ivresses fréquentes, il peut aussi provenir, et c'est le cas le plus fréquent de l'ingestion de n'importe quelle boisson fermentée (vin, bière, cidre, par exemple), si la quantité est notable et l'usage répété. « Un adulte consommant « régulièrement un demi litre de vin à chacun de ses « repas absorbe déjà de ce fait environ 100 grammes « d'alcool. Si l'on ajoute un apéritif avant le dîner, un « petit verre après le repas, plus un ou deux verres de « bière dans la journée, consommation qui, d'après les « idées généralement admises, n'aurait rien d'exagéré, « on arrive à une dose quotidienne d'environ 100 gram- « mes d'alcool, quantité que la moindre occasion peut « faire monter à 200 ou 300 gr. D'après Lancereaux, une « ration journalière de 2 à 3 litres de vin, soit 200 à « 300 gr. d'alcool, ne serait pas rare chez les ouvriers « parisiens... C'est là une fausse modération que l'on « pourrait peut-être qualifier d'alcoolisme latent. » (1)

(1) A Jacquet, privat docent à l'Université de Bâle, *l'Alcoolisme*, p. 7. Paris, Masson, 1897.

« Pour les vins additionnés d'alcools du Nord qui sont très « toxiques, une dose quotidienne de 2 à 3 litres par jour pendant « un certain temps suffit pour faire naître tous les symptômes « habituels de l'alcoolisme ». Dr Magnan. Extrait, d'un rapport

On ne saurait trop s'exagérer les dangers de l'alcoolisme. L'ivresse est répugnante, elle porte en elle-même déjà une punition, les honnêtes gens s'en détournent avec horreur. Si dans les classes ouvrières on montre pour l'ivrogne une sorte d'indulgence narquoise (car on s'habitue aux pires spectacles) il n'en est pas moins vrai que tous ceux qui ont le respect d'eux-mêmes professent une profonde répulsion à l'égard de ce vice dégradant.

L'alcoolisme lui s'infiltré doucement dans les veines. Pour rien au monde on ne consentirait à s'enivrer. Mais bien peu dans les grandes villes résistent aux charmes du café, bien peu dans les campagnes refusent « une politesse ». On accepte un « apéritif », on offre une « tournée » qui ne reste jamais solitaire, on cause agréablement, ressentant le bien-être factice que produit toute liqueur : on fait cela par habitude, par métier ou par goût et l'on devient alcoolique.

Les femmes elles-mêmes ne sont point à l'abri de cette contagion et nous ne visons point ici celles qui dans nos campagnes normandes tiennent tête à leurs maris (1), ou qui dans les cités fréquentent les tavernes.

fait par M. Guillemet au nom de la commission du monopole de la rectification de l'alcool. *Bulletin de la société française de tempérance*, 1897, p. 153.

(1) Le président d'un tribunal du Calvados nous citait le cas d'une poissarde citée comme témoin et qui avouait avoir bu dans la matinée avant l'audience 10 « petits pots », environ 1 litre d'eau-de-vie. Elle n'était pas ivre. Cf. Brunon, *l'Alcoolisme en Normandie*.

Nous voulons parler des dames du meilleur monde qui s'alcoolisent dans les diners et les *five o'clock* avec du Madère ou du Malaga comme les hommes avec l'absinthe, sans parler des cas tout spéciaux d'absorption d'eau de Cologne ou de préparations pharmaceutiques qui semblent réservés à l'Angleterre ou aux États-Unis.

L'alcool joue vraiment dans nos civilisations modernes un rôle social très important. Tout événement heureux, toute réunion sont prétexte à beuveries. Les affaires mêmes se traitent au café (1). On aime à avoir « la tête forte » et on tire vanité de pouvoir sans trébucher boire plus que ses compagnons de table (2).

La nature elle-même est complice et celui qui s'alcoolise lentement n'éprouve pas comme l'homme ivre les avertissements suprêmes de son estomac pas plus qu'il n'encourt la réprobation de ses semblables.

L'ivresse est plutôt populaire ; l'alcoolisme très répandu dans la masse, est aussi de bonne compagnie, il fréquente les salons.

(1) Cela est de vérité absolue en province. Dans les foires on ne vend pas un cheval ou une vache sans aller au café. C'est quand les parties sont à peu près d'accord qu'on s'y rend. C'est là que se fait le paiement et le dernier sacrifice que l'on fait à sa partie pour conclure est de payer les consommations.

(2) Cette admiration et cette vanité ne datent pas d'hier et l'histoire nous a légué le nom de ce Tricongius, qui par sa « capacité » conquiert l'admiration de Claude et obtient de lui la pourpre consulaire.

§ II. — Effets de l'alcoolisme sur l'individu.

Suivant l'avis unanime des maîtres de la médecine moderne, l'alcoolisme est pour l'individu la cause de graves affections et surtout il prépare aux plus dangereuses maladies un terrain où elles se développent avec rapidité.

Si cette passion n'avait pour victime que l'individu qui s'y livre, sans répercussion sensible sur le corps social tout entier, si par exemple l'excès de boisson n'avait pas de résultats plus redoutables que l'excès de nourriture, on pourrait se contenter de le déplorer comme on doit le faire pour le développement exagéré de toute passion. Mais le danger social n'existerait pas.

Il n'en est pas ainsi. Par son influence sur l'état intellectuel et moral des individus et par sa transmission héréditaire, l'alcoolisme est plus encore un mal social qu'un mal individuel.

Nous ne parlerons que pour mémoire des déchéances physiques qui frappent la personne de l'acoolique. Sans doute, il n'est pas indifférent pour la société de voir ses membres plus facilement atteints par les maladies s'en aller en pleine maturité alors qu'on en pouvait encore attendre des services nombreux. Cette plus faible résistance au mal, cette moindre longévité ont été constatées surtout en Angleterre et les assurances (1) de

(1) « De 1884-1889 les 3 caisses de malades M. U. Exp. » Rural Towns and City dist, Mutuel Experience Rural distri et

ce pays ont établi des statistiques qui semblent d'accord avec la médecine, démontrer la moindre longévité des buveurs d'habitude (1).

C'est là un danger certain, mais qui pâlit étrangement quand on étudie les effets de l'alcool sur l'intelligence.

Il nous faut cependant faire une réserve au sujet des statistiques que nous allons citer. Elles prouvent que l'augmentation des cas d'aliénation mentale a suivi en France les progrès de l'alcoolisme, c'est-à-dire s'est toujours développé depuis 1840 jusqu'à nos jours. Ce sont là deux séries de faits concomitants : chez les mêmes individus on a constaté la folie et l'alcoolisme pour un grand nombre de cas. Mais c'est quand il faut réunir ces faits par un rapport de cause à effet, que commence l'hypothèse, et s'il est vrai que l'alcoolisme cause l'aliénation mentale, il est des cas où, comme le fait excellemment remarquer un auteur, « l'intempérance peut être considérée comme le résultat des troubles primaires de l'équilibre mental. »

» Foresters ont eu en l'espace de 5 ans 26,2, 24,7 et 27,6 en
» moyenne 26,6 semaines de maladie par assuré, tandis que la
» caisse Les Sons-of Tempérance qui ne reçoit que des absti-
» nents n'a eu dans le même laps de temps que 7,48 semaines
» de maladie par tête. »

(1) Ogle cité par Jacquet, *op. cit.*, p. 8, prétend que la moyenne des morts de la tuberculose chez les cafetiers, restaurateurs, garçons de café ou de brasserie, est annuellement de 220, tandis que pour un nombre égal de jardiniers ou d'agriculteurs, elle n'est guère que de 100. Il nous semble qu'en dehors de

A cette difficulté dans la connaissance de la cause de l'aliénation mentale, s'ajoute pour les statistiques une nouvelle source d'erreurs. C'est ce que nous appelons, empruntant ce mot à l'astronomie, « l'équation personnelle », c'est-à-dire, l'erreur commune à tous les observateurs mais variable avec chacun d'eux. Un alcoolique en trouve toujours un plus alcoolique que lui, mais il n'existe pas de critérium qui permette de dire celui-ci est alcoolique, celui-là ne l'est pas, ou du moins il n'en existe qu'un qui serait à peu près ainsi conçu : « N'est pas alcoolique celui qui n'a jamais, non « plus que ses ancêtres, fait usage de liqueurs. » En dehors de cela c'est affaire d'appréciation personnelle. Si le médecin qui fait la statistique est un buveur d'eau, il sera tenté de trouver autour de lui beaucoup d'alcooliques et de rapporter à cette cause la plupart des affections qu'il observe, tandis que la moyenne baissera considérablement avec son collègue qui considérera comme usage modéré ce que le premier aura qualifié excès. Et puis, il est très humain de trouver une cause

l'alcool, le genre de vie sédentaire des premiers peut expliquer une partie de l'écart remarqué. Le surmenage, la vie au milieu des poussières et de la fumée d'un café ne peuvent se comparer à l'existence saine de la campagne. Les sociétés d'assurances établissent une distinction entre leur abstinents et les autres. Sur 100 cas de morts prévus dans sa section de tempérance, la United Kingdom Temperance and general Provident Institution n'en a eu en 25 années que 68,7, tandis que l'autre section donnait 96,6 %.

à tous les phénomènes qui nous entourent et de montrer le principe unique auquel on peut rapporter toutes nos misères, toutes nos déchéances. Aujourd'hui ce principe presque unique d'après les médecins, c'est l'alcoolisme. Nous nous en réjouissons parce que cette persuasion peut servir puissamment à combattre le mal. Mais, est-ce scientifiquement vrai, nous nous garderons bien de l'affirmer.

Sous ces réserves voici succinctement les résultats statistiques : « Vers 1888, écrit le Dr Legrain, parlant des malades de Sainte-Anne, la folie alcoolique fournit près du tiers des cas d'aliénation mentale »... « De « 1872 à 1888... le chiffre des entrées à l'Infirmierie du « Dépôt à Paris passe de 3.084 à 4.449, c'est-à-dire qu'en « 15 ans il augmente d'un tiers... L'accroissement des « cas dus à l'alcoolisme est effrayant surtout de- « puis 1885. De 300 cas en 1872 nous atteignons près « de 850 en 1888. En deux ans on a vu le nombre aug- « menter de 25 0/0... Pour les hommes on atteint « régulièrement 27, 30 et 32 0/0, pour les femmes 9, « 10 et 11 0/0 (1) ». Dans sa leçon d'ouverture au cours de pathologie interne, année 1898-1899, M. le professeur Debove estime pour le département de la Seine à 38 0/0 chez les hommes et 12 0/0 chez les femmes la proportion des aliénés alcooliques (2).

(1) Legrain, *Dégénérescence sociale et alcoolisme*. Paris, 1895.

(2) Debove, *Le Monde Médical*, février 1899.

Le rapport de Claude au Sénat qui embrasse la période de 1861 à 1885 estime la proportion de 21 % pour les hommes et de 5 % pour les femmes. Les chiffres d'ensemble sont formidables, ils sont établis sur un total de 80.593 hommes et 66.772 femmes (1). A Sainte-Anne, d'après Magnan, les proportions sont respectivement pour les 2 sexes 38,12 % et 12,81 (2).

Les mêmes recherches accusent pour l'Angleterre de 15 à 20 %, pour la Prusse 11 % et à Berlin seulement, 47 %. En Suisse 21 % (3) des hommes.

Ce qu'on peut seulement, croyons-nous, déduire de bien certain de ces statistiques, c'est que l'abus des liqueurs et boissons fermentées joue un rôle important dans l'alinéation mentale et que ce rôle va en augmentant à mesure qu'augmente la consommation des alcools ; quant à fixer la proportion, cela nous paraît impossible, d'autant plus qu'aux cas d'aliénation mentale qui ont entraîné l'internement des malades, il faudrait ajouter ceux très nombreux des hommes qui sont atteints sans que leur folie soit apparente et sont devenus, sous l'influence des boissons néfastes, ce qu'on est convenu d'appeler des déséquilibrés, êtres presque irresponsables ou semi responsables, que le moindre

(1) Claude, *Rapport au Sénat sur la consommation de l'alcool en France*, Annexe VIII.

(2) Magnan, *Bulletin de l'Académie de Médecine*, t. XXXIV, 1895, p. 122, cité par Jacquet, *op. cit.*, p. 10.

(3) V. Jacquet, *op. cit.*, p. 10.

choc, le plus petit événement, peut transformer en fous furieux. Ceux-là, au point de vue social, sont les plus dangereux, car la première manifestation de leur état est souvent un crime.

L'alcool n'épuise pas son action funeste sur l'individu coupable d'intempérance. Il empoisonne également ses descendants, cause la mort d'un grand nombre et est pour ceux qui résistent la cause d'une foule de déchéances physiques, intellectuelles et morales (1). Cette découverte n'est pas nouvelle. Plutarque le dit (v. Debove, op. cit.) et les statistiques semblent probantes. Elles portent sur plusieurs générations, c'est-à-dire sur un temps considérable pendant lesquelles les conditions de vie pour chacun des membres de la famille étudiée, ont varié à l'infini. Les résultats étant les mêmes, on peut les rapporter au seul élément per-

(1) « Legrain a pu suivre en tout 215 familles de buveurs et » rechercher les stigmates de déchéance alcoolique jusque dans » la 2^e et la 3^e génération. Les effets de l'alcoolisme dans ces » 215 familles se traduisent à la 1^{re} génération par 508 individus » affectés de tares héréditaires. Ces tares se présentent soit » sous forme de stigmates physiques, soit par de la dégénéres- » cence intellectuelle ou morale... Dans 196 cas, Legrain a » constaté de la dégénérescence psychique se manifestant sous » forme de déséquilibre simple, nervosisme, de débilité » mentale (88 cas), de folie morale (32 cas), d'impulsions dan- » gereuses (13 cas)... le nombre des idiots et des imbéciles est » généralement restreint. Le nombre des cas d'aliénation men- » tale est par contre considérable, 106 cas dans 215 familles... » Dans 98 observations d'hérédo-alcoolisme à la 2^e génération » on trouve 294 unités atteintes par le mal. La dégradation

manent au milieu de tant d'autres, l'ivrognerie de l'ancêtre.

Cette certitude de la permanence du mal au-delà de l'individu, dans ceux qui naîtront de lui, éclaire d'un jour tout nouveau le mal social et moral dont l'intempérant est la cause quasi volontaire.

S'il est mal à ces deux points de vue de ruiner sa santé, de s'exposer à entrer tout vif dans le tombeau par la porte de la folie, quel crime n'est-ce pas de causer le malheur de ses descendants. Ce n'est plus seulement le suicide, c'est l'empoisonnement des êtres qui nous doivent être le plus chers. Et c'est aussi la destruction lente de la race (1), car si l'alcoolique n'est pas lui-même stérile, ses descendants dégénérés s'éteignent presque fatalement à la troisième génération après avoir étalé aux yeux des contemporains attristés, le

» mentale est ici notablement avancée; le nombre des arriérés,
 » des faibles d'esprit, des imbéciles et des idiots a considéra-
 » blement augmenté et 54 familles fournissent des sujets appar-
 » tenant à cette catégorie. Dans 23 familles on trouve de la
 » folie morale et sur 33 familles dans lesquelles la seconde
 » génération est parvenue à l'âge adulte, 23 possèdent des
 » membres atteints d'aliénation mentale... Un caractère parti-
 » culier de l'hérédité-alcoolisme est le goût prononcé pour les
 » liqueurs fortes que manifestent les descendants des buveurs.
 » Fréquente déjà à la première génération l'ivrognerie hérédi-
 » taire est presque fatale chez les représentants de la seconde
 » génération ayant atteint l'adolescence ». Dr Legrain, *Dégéné-
 rescence et alcoolisme*, Paris 1895, cité par Jacquet, *op. cit.*,
 p. 11.

(1) Dans 215 familles d'alcooliques, le Dr Legrain relève 174 cas de mortalité infantile.

spectacle de toutes les tares, de tous les maux qui peuvent affliger l'humanité.

C'est plus qu'un péril social, c'est un danger national, car bien que notre France soit un des pays les plus récemment atteints par le fléau, ou peut-être à cause de cela même, c'est chez nous que l'accroissement de la population est le moins rapide. Tandis qu'il nous faudrait avec l'augmentation actuelle trois siècles pour doubler notre population, il suffit de moins d'un siècle à l'Allemagne. Quant à l'Angleterre elle double en 63 ans. Et si l'alcoolisme n'est pas la seule cause de cet arrêt inquiétant, il suffit qu'il y concoure pour mériter nos malédictions.

Un autre fait, dû à l'héredo-alcoolisme, qui mérite d'attirer notre attention est le suivant : les descendants d'alcooliques apportent en naissant des tares. Si donc nous supposons que l'alcoolisme cesse absolument tout à coup, l'amélioration ne se ferait pas sentir immédiatement, la moralité ne renaîtrait pas partout. Il faudrait que le temps éliminât tous les éléments viciés.

Nous en concluons qu'on a tort de dire : telle loi ne vaut rien, depuis dix ans qu'elle fonctionne les progrès sont à peine appréciables. L'étonnant serait qu'ils fussent sensibles en si peu de temps. Si les ivrognes sont alcooliques, leurs enfants sont souvent dipsomanes et pour ceux-ci il est bien inutile de tenter de les arrêter sur la pente. Une force invincible les pousse à l'ivresse ; ce sont des victimes plus que des délinquants.

Il y a là des phénomènes dont il faut tenir compte avant de se décourager et de conclure à l'inutilité des efforts.

§ III. — Résultats sociaux. — Le crime. — La misère.

Comment l'alcoolique et sa descendance vont-ils se comporter dans la Société ?

A cette foule de maladies, de faibles d'esprit, d'indisponibles dans l'armée sociale, combien ne va-t-il pas falloir ajouter de rebelles, de révoltés, en un mot de criminels ?

Avant la crise finale qui les conduira dans une maison de fous, combien d'individus errent privés, sinon entièrement, du moins en grande partie, de leur libre arbitre ?

Combien, qui ne seront jamais enfermés, étonneront leurs concitoyens par une conduite incohérente ? Combien enfin, chez qui l'alcool produira un effet impossible à constater, réel cependant !

A côté des crimes ou délits, commis sous l'action de l'ivresse ou du *delirium tremens*, il convient de noter la foule innombrable des délits, petits en eux-mêmes, mais énormes par leurs conséquences et leur multiplicité, qu'on peut rapporter à ce vice.

Il faut noter enfin les tendances plus fortes au mal, la résistance moins grande à la tentation, la moindre intelligence ou la plus faible moralité qui constituent,

on l'a vu plus haut, une des tares et non des moins dangereuses de l'hérédo-alcoolisme.

Cette influence de l'abus de l'alcool sur la criminalité nous paraît hors de doute. Elle est non seulement la conséquence rationnelle des tares que nous énumérons plus haut, mais elle semble de plus démontrée, d'une manière irréfutable, par les statistiques qui cadrent admirablement avec nos conclusions et qui sans cela sembleraient incompréhensibles.

Une des surprises les plus décevantes qu'offre l'étude de notre état social c'est de voir qu'en dépit d'une civilisation constamment en progrès, malgré l'augmentation de bien-être dans les masses, malgré une instruction plus complète à la fois et plus générale, malgré enfin la perfection croissante des moyens de répression, l'armée du crime grossit sans cesse en même temps que ses cadres se rajeunissent. L'alcoolisme est un des phénomènes qui nous permettent de résoudre ces apparentes antinomies.

Grâce à la statistique nous savons, qu'en général, une augmentation dans la quantité des alcools ingérés entraîne, dans les pays où elle se produit, une recrudescence des délits et des crimes et qu'au contraire à une sobriété constante correspond un progrès de la moralité publique. En France, par exemple, de 1830 à nos jours la consommation de l'alcool pur (abstraction faite de celui contenu dans les boissons dites hygiéniques) est passée de 1 lit. 47 par tête d'habitant à 4 lit. 54

environ et l'alcool total consommé dans notre patrie en ajoutant aux évaluations officielles la fraude probable dépasse notablement deux millions d'hectolitres (1).

Pendant la même période, la criminalité générale a triplé, tandis que la population n'augmentait que de $\frac{1}{10}$.

En 1886, M. Tarde (2) constatait (et le mouvement continue) une augmentation anormale du nombre des crimes au sens vulgaire du mot, c'est-à-dire des crimes contre les personnes (3).

On ne saurait rendre l'alcoolisme responsable absolument de cette augmentation car d'après le même auteur on remarque en Belgique pays qui est aussi empoisonné que le nôtre « un décroissement constant des crimes (4) ». On peut cependant lui attribuer

(1) Legrain.

(2) Voici les chiffres du ministère des finances pour l'année 1892 qui semble avoir été la plus élevée de toutes dans la consommation alcoolique du siècle. M. Guillemet, dans son rapport présenté à la Chambre sur la réforme de l'impôt des boissons en 1893, établit comme suit la consommation annuelle sur l'année 1892 :

Production officielle en 1892.	2.263.079 hectol.
Importation.	155.138 —
Fraude.	700.000 —

(3) Tarde, *Criminalité comparée*, Paris, Alcan 1886, chap. II.

(4) Tarde, *op. cit.*, p. 87. M. Tarde explique la décroissance de la criminalité en Belgique par l'excellence du régime pénitencier. Chez nous il admet avec l'alcoolisme comme grande cause de la démoralisation progressive, l'inefficacité de la répression du vagabondage et la mauvaise législation touchant les mineurs criminels.

d'abord les crimes très nombreux, particulièrement dans les meurtres, commis par des buveurs d'habitude soudain atteints d'un accès de folie furieuse et sanguinaire ; une forte proportion des viols, attentats à la pudeur.

Tous les faits de sévices et de mauvais traitements que des parents dénaturés font subir à leurs enfants ont leur origine dans la passion alcoolique et ce genre de crimes a pris une telle extension depuis quelques années qu'il a nécessité une intervention législative (1). On voit quelle influence néfaste joue l'alcool dans les grands crimes, on peut estimer à 50 o/o en moyenne la proportion des alcooliques dans les assassinats, viols et incendies.

La preuve de cette influence peut être encore faite d'une autre manière. Même en tenant compte des grandes agglomérations plus propices aux crimes et qui se trouvent particulièrement dans le Nord, on peut constater que la proportion des délits pour un nombre donné d'habitants, est en rapport direct avec le degré d'alcoolisation du département étudié. Le rapport Claude au Sénat en 1887, donne 809 condamnés pour 100.000 dans la Seine-Inférieure. Si on était tenté d'incriminer les deux grands ports Rouen et le Havre il suffirait de jeter les yeux sur le Finistère. Là pas de grandes villes et pourtant le chiffre des condamnés

(1) Loi du 19 avril 1898, votée à la suite de l'affaire Grégoire.

atteint 645 pour 100.000 tandis qu'il n'est que de 463 dans le Rhône absorbé presque entièrement par l'agglomération Lyonnaise et placé, à cause des fortes colonies italiennes de La Guillotière, dans une situation très défavorable. Dans certains départements du Midi, le chiffre n'est plus que de 50 sur 100.000.

Des constatations analogues ont été faites pour la nature des délits.

M. Tarde estimait qu'il y avait en 1886 comparé à 1830 :

- 3 fois plus de rébellions contre l'autorité ;
- 5 — d'outrages à fonctionnaires ;
- 7 — de délits contre les mœurs ;
- 6 — de bris de clôture ;
- 8 — de mendicité ;

alors qu'il n'y avait que deux fois et demie plus de vols et trois fois plus d'escroqueries, malgré le développement immense pris par la propriété mobilière.

Cette différence de progression est tout à fait en harmonie avec l'idée que beaucoup de délits sont fils de l'alcoolisme. Dabord dans 9.267 affaires, la contravention d'ivresse a été relevée contre le délinquant en même temps que le délit principal qui avait motivé la poursuite et, on peut le dire hautement, les parquets ne sont point sévères à ce sujet.

De plus, les outrages, les rébellions, les bris de clôture sont presque uniquement le fait d'ivrognes. Pour

les coups et blessures (1) un greffier d'une prison de Paris donnait une proportion de 90 %. Dans les délits contre les mœurs, la proportion, pour être un peu moindre est encore fort élevée.

Une autre constatation qui jette une lumière nouvelle sur la question, c'est celle des lieux et des moments où ont été commises les infractions. Ce travail a été fait en Suisse. « D'après Lang, sur 141 affaires pour coups et « blessures portées en 1891 devant le tribunal de Zurich, « 18 avaient été commises un samedi, 60 un dimanche, « 22 un lundi, tandis que pour le reste de la semaine, « 12 seulement se rapportaient à des actes commis pendant la journée et 25 pendant la nuit et à l'auberge. »

A côté des influences directes de l'alcoolisme sur la criminalité, il faut noter son action détournée. Malgré une augmentation assez sensible des salaires et une diminution des objets de première nécessité, le paupérisme s'accroît sans cesse. Or si la misère peut, jusqu'à un certain point, être rendue responsable du progrès de l'alcoolisme, la réciproque est vraie, les excès de boisson amènent la misère et à sa suite les délits.

C'est surtout dans le peuple que cette influence de l'alcoolisme est désastreuse. L'intempérance du père de

(1) Les coups et blessures ne sont que deux fois plus nombreux qu'en 1830, cela tient au degré de culture sociale selon Tarde.

(2) Lang, *Alkoholgenuss. und Verbrechen Bremerhaven*, 1891, cité par Jacquet, p. 14.

famille devient une cause de pauvreté, de destruction du foyer, de démoralisation, de crimes.

Chez les prolétaires, le salaire du père constitue souvent, surtout quand il y a plusieurs enfants, l'unique ressource du ménage. Or, bien que la situation, surtout dans les villes, soit quelque peu améliorée par une augmentation du prix de la main-d'œuvre, il n'en est pas moins vrai que les besoins de la famille absorbent en presque totalité les gains du père et de la mère quand elle peut travailler. La position d'un ouvrier, même de celui dont la conduite est exemplaire est donc assez précaire ; elle est à la merci d'une maladie, d'un chômage. Pour celui-là du moins, l'économie, la grande vertu française, viendra contrebalancer en partie les coups du sort.

Mais, si l'ouvrier est un buveur, non seulement il est perdu personnellement mais il entraînera sa famille entière dans sa chute.

Je veux bien qu'il soit bon pour sa femme, tendre pour ses enfants, il commencera suivant l'usage des camarades par prélever sur sa paie du samedi une certaine somme pour satisfaire son penchant. La gêne entrera du coup dans le ménage ; les reproches ne lui seront pas ménagés quand il rentrera ivre. Il s'aigrira, se trouvera bien sot d'apporter à la maison cet argent qu'après tout il doit à son labeur. La passion croissante absorbera une somme plus considérable. Son travail et partant ses salaires diminueront. Il chômera le lundi,

peut-être même le mardi. La femme après avoir tenté de l'arracher du cabaret et essayé de disputer à la sortie de l'usine, quelques sous sur la paie de son mari tombera à la charge de la société (1).

Chaque fois que l'ivrogne rentrera dans son logement démeublé, ce seront des scènes, des cris, des coups. Combien de meurtres, de suicides, de malheurs de toute nature ont leur origine dans l'intempérance du père de famille ! Il suffit de jeter un coup d'œil sur les faits divers des journaux pour en être frappé.

Si le dénouement n'est pas aussi brutal, c'est tout au moins au lieu d'un foyer prospère cinq ou six malheureux qui vivent au jour le jour demandant leur pain aux pires expédients.

Plus le buveur boit, plus il veut boire, c'est scientifiquement vrai, plus par conséquent il lui faut d'argent pour satisfaire sa passion. Mais cet argent où le trouver ? L'atelier se ferme souvent devant lui. Il est telle industrie ou le travail intermittent ne peut être admis, tel métier dangereux ou les patrons ne pourront supporter un ivrogne sans s'exposer à de terribles accidents. D'autre part les forces du buveur s'affaiblissent bien vite, son intelligence baisse. Tant qu'il peut gagner la somme suffisante pour s'enivrer il rognera sur tous ses autres

(1) Les Anglais estiment à 60 o/o des nécessaires la proportion de ceux qui sont réduits à la misère par l'alcoolisme. En Allemagne on estime qu'il n'y en a que 3 o/o environ. En Suisse 10 o/o.

besoins, il ira couvert de haillons, mangeant à peine quelques grammes de mauvaise nourriture et réservant tout pour son alcool. Mais bientôt l'habitude du travail a disparu chez lui, ses forces souvent l'ont abandonné. Dans les longues séances au cabaret il a lié connaissance avec les habitués de ces bouges, gens sans aveu, souteneurs, voleurs ou escrocs, voire mendiants dont les poches sont garnies d'un argent facilement gagné.

Ses sentiments de moralité disparaissent graduellement. D'abord révolté par le récit de leurs exploits, il finit par accepter un verre et peut-être la soif le pressant par voler aussi. Le vol est d'ailleurs avec la mendicité son seul moyen d'existence. Il vole donc ou fait les métiers les plus bizarres et les moins rétribués, ceux où l'on erre à la recherche d'une aubaine qui permettra de gagner les quelques sous nécessaires à l'ivresse quotidienne. Il ramasse les bouts de cigares, ouvre les portières, retrouve les chiens par lui perdus, vend des journaux. C'est un parasite, membre inutile de la société, quand il ne lui est pas nuisible.

Mais c'est surtout dans sa descendance que nous allons voir se développer ces germes mauvais, et ici nous trouvons l'explication de ce fait inouï que de nos jours malgré les progrès de l'instruction qui se répand chaque jour plus avant dans les masses, le nombre des délits commis par des jeunes gens, on pourrait presque dire par des enfants, suit une progression constante et d'une rapidité inouïe.

« Les délinquants mineurs de 21 ans ont passé du
« nombre moyen 9.732 pour les années 1831-1835 à
« 43.505 en 1895. Nous ne tenons point compte des
« affaires criminelles ni des poursuites de simple police :
« les simples contraventions sont des faits trop peu
« graves pour indiquer une réelle démoralisation et
« quant aux infractions qualifiées crimes, l'habitude de
« plus en plus fréquente de la correctionnalisation nous
« enlève tout moyen de comparaison (1). » Le nombre
des délinquants mineurs a donc quintuplé. Nous ne
croyons pas pouvoir être taxés d'exagération en affir-
mant que l'hérédo-alcoolisme joue un rôle prépondérant
dans ce déplorable résultat.

Aux tares morales héréditaires qui prédisposent les
enfants des buveurs au vice (2), il faudrait opposer la
sévère tenue du foyer, le bon exemple, les bons con-
seils. Chez l'alcoolique au contraire tout les pousse où

(1) Jean Hélie *Le Vagabondage des mineurs*, 1899. Mayenne,
p. 10.

(2) Jean Hélie, *op. cit.* « Entre ces 2 types exceptionnels on
rencontre un grand nombre d'enfants issus d'alcooliques ou de
débauchés... l'inconstance des uns, la paresse des autres, les
conduisent à la vie irrégulière et en font dans les grandes villes
des victimes de la rue. Chez certaines petites filles on trouve
également dès l'âge le plus tendre, des prédispositions inouïes
à la débauche, ces pauvres enfants qui ne sont pourtant point
responsables de leur tare héréditaire, sont vouées fatalement à
la prostitution, à moins que par une vigilance de tous les ins-
tants on ne parvienne à les préserver non seulement contre les
séductions du dehors mais encore contre leurs propres instincts.

les entraîne déjà leur constitution viciée par l'atavisme.

L'habitude viendra s'ajouter au goût inné pour les liqueurs fortes que l'on retrouve chez eux. Le père ou la mère parfois les deux, pour qui boire est le suprême bonheur, lui feront prendre une « bonne goutte » pour le réjouir, ils mettront dans son panier d'écolier un flacon de café fortement « consolé » ou l'enverront chez l'épicier acheter la précieuse liqueur, heureux encore lorsque l'enfant trop précoce n'aura pas entamé la bouteille avant de rentrer au logis. Ils nous souvient d'avoir vu dans un village de Basse Normandie une petite fille d'environ 7 à 8 ans, retourner la bouteille et sucer le bouchon après l'avoir redressée.

Si c'est à la campagne, le mal sera relativement moindre. Le fils sera alcoolique un peu plus que son père, mais il y a des chances pour qu'il travaille, peut-être ne sera-t-il qu'un ouvrier médiocre et peu intelligent, peut-être mourra-t-il jeune ? il ne sera pas absolument une non-valeur.

Dans les grandes villes, au contraire, et ici, nous visons spécialement Paris, il est perdu presque certainement.

Les parents, après l'avoir empoisonné des pires exemples, le laisseront courir dans la rue, ou même, incapables de le nourrir, l'abandonneront. Ce sera alors le vagabond, non pas le vieux chemineau simple paresseux, assez peu dangereux en somme, mais l'adolescent mauvais, profondément vicieux, hardi, adroit, souvent

intelligent mais d'une intelligence dépravée, sans idées morales d'aucune sorte, ennemi de la société sur laquelle il vit, vrai brigand, fier de ses crimes comme les brigands classiques et par dessus tout souteneur dangereux et ivrogne fieffé.

Voilà pour les garçons ; quant aux filles elles vont grossir la foule des prostituées qui augmente ainsi de jour en jour.

Tels sont les faits. Quelle est la part exacte de l'alcoolisme dans ce débordement d'immoralité ? Il nous paraît bien malaisé de répondre, en présence des causes diverses que chacun juge prépondérantes suivant les besoins de sa théorie. L'un vous dira : l'absence d'éducation religieuse a fait tout le mal ; tel autre : « L'instruction seule peut relever la moralité des enfants. » D'autres accuseront une législation retardataire et maladroite.

Encore une fois, chacune de ces théories a ses raisons qui sont excellentes et chacune peut tourner les statistiques à son profit.

Sous la réserve de ces observations nous croyons que l'importance du facteur alcoolisme est prépondérante dans l'accroissement de la criminalité et comme le fait remarquer M. Tarde (1). « L'accroissement numérique
« des gens frappés par une condamnation est plus
« effrayant qu'il n'en a l'air : car plus leur nombre s'ac-

(1) Tarde, *op. cit.*, p. 68.

« croit, plus il tend à s'accroître... et plus ils sont nom-
« breux (les criminels), plus si on le laisse se rassembler,
« ils sont portés à se copier les uns sur les autres au
« lieu de subir l'exemple des honnêtes gens, comme le
« prouve la proportion grandissante des récidivistes. »

Parlerons-nous des résultats économiques de l'alcoolisme ?

Il est certain que la somme énorme dépensée chaque année pour l'acquisition des liqueurs est doublement mal employée.

D'abord, utilisée pour l'achat des denrées nécessaires à la vie, elle préserverait beaucoup de malheureux de la misère, ensuite par les nombreuses pertes de temps et incapacités de travail qu'elle occasionne, la consommation de l'alcool diminue d'autant la puissance productrice de ceux qui en font usage et par suite leurs gains.

A ce déficit déjà énorme, il faut ajouter le prix des maladies auxquels les alcooliques sont plus sujets que les tempérants. Les sommes se chiffrent par centaines de millions que les particuliers déboursent chaque année pour le soulagement des malheureuses victimes directes ou indirectes du fléau, pour les asiles, les hôpitaux, les prisons.

D'ingénieuses statistiques (1) ont été faites pour établir ces pertes sèches, cette dîme prélevée par

(1) Rochard. *L'alcool, son rôle dans les sociétés modernes*, *Revue des Deux-Mondes*, avril 1886. Cet auteur calcule d'abord

l'alcool sur la société moderne, les chiffres sont effrayants. Pour la France seule le coût annuel de l'alcoolisme dépasse le chiffre écrasant de quinze cents millions.

Tant que cette hideuse plaie sera béante, tous les efforts faits pour l'amélioration du sort des ouvriers, et du peuple en général, seront inutiles. Les augmentations de salaire, les diminutions du prix des denrées de première nécessité, les réductions d'impôts, tout cela ira grossir les bénéfices du cabaretier et servira à empoisonner davantage le peuple, à activer sa déchéance, à rendre plus noire sa misère.

Au physique donc : maladies, morts prématurées, déchéance physique et dégénérescence.

Au moral : abrutissement, folie et crime. Au point de vue économique et social : abâtardissement et destruction de la race, diminution de la puissance productive et augmentation du vagabondage et du paupérisme, voilà, en quelques mots, le bilan de l'alcoolisme.

Après de pareilles constatations il est inutile de s'é-

le prix de l'alcool consommé (l'alcool d'industrie seul) et l'évalue à 90 millions.

Puis il évalue le coût des journées de travail perdu qu'il estime à environ un milliard.

Il y ajoute ensuite le frais de traitement de maladie, les chômages à la suite des accidents, les accidents et les suicides, les crimes et ce que coûte leur répression. Son total atteint un milliard 355 millions et est encore au-dessous de la vérité puisqu'il n'y tient compte que des alcools d'industrie.

tendre sur l'opportunité qu'il y a à lutter contre ce vice. Il faut frapper fort, il faut surtout, car le temps presse et le mal empire chaque jour, frapper juste et pour cela attaquer le mal dans ses causes. Ce sont ces causes que nous allons nous efforcer de rechercher.

CHAPITRE II

CAUSES DE L'IVROGNERIE

§ I. — Passion universelle de l'homme pour l'ivresse.

A toute époque, l'homme a cherché dans une surexcitation ou un engourdissement artificiels un remède à ses maux. Il semble qu'il ait tenté par tous les moyens en son pouvoir de s'évader de la triste réalité, d'accord en cela avec ce dogme d'une religion orientale qui fait consister le bonheur suprême dans l'anéantissement.

Est-ce le désir de l'excitation du début, ou de l'inconscience de la fin qui a poussé l'homme à l'usage de tant de poisons ? La question est difficile à résoudre. Ce qu'il est impossible de nier, c'est l'effort considérable fait dans ce sens par l'humanité entière.

Peut-être serait-on tenté de voir dans la gourmandise seule l'aiguillon de tant de recherches ?

Nous ne le croyons pas. Sans doute les boissons alcooliques semblent agréables à presque tous les hommes dès le début. On ne voit guère de sauvages refuser du vin et certains ont pour l'alcool un goût à ce point effréné qu'on en a vu absorber le contenu des bocal de préparations anatomiques (1). Sans doute encore l'in-

(1) Cet excès n'est pas spécial aux sauvages et un médecin de Rouen nous a affirmé avoir à l'Hôtel-Dieu de cette ville surpris

industrie des liqueurs est répandue dans le monde entier et dès la plus haute antiquité. L'alcool semble le poison de prédilection des peuples à quelque degré de civilisation qu'ils se trouvent et quelle que soit leur race. Qu'il s'appelle cognac ou vin, cidre ou bière, absinthe ou vermouth, voire même hydromel, il est partout. On le tire de tout, des grains et des fruits, de la sève des arbres ou de la tige des herbes, du bois ou des pommes de terre, du riz ou du miel. Il n'est pas jusqu'aux peuples pasteurs, ceux qui n'ont guère pour breuvage, dans les steppes infertiles de l'Asie Occidentale, que le lait de leurs troupeaux, qui n'aient trouvé leur boisson alcoolique dans ce concours universel de l'industrie humaine, ils s'enivrent de koumyss. Il n'est pas jusqu'aux Océaniens qui n'aient leurs liqueurs. Cook nous parle d'une certaine boisson alcoolique renforcé de poivre et Dumont d'Urville nous a laissé le récit d'une orgie dont il fut témoin aux Iles de la Société.

Mais il y a plus et ceci est le point décisif qui prouve le besoin pour l'homme d'une excitation factice, les peuples qui pour une raison ou une autre insuffisance d'industrie ou le plus souvent dogme religieux ne font pas usage de l'alcool ont cherché ailleurs le moyen de contenter leur passion. Les Hindous ont le haschisch qui

un garçon de laboratoire en train de boire de l'alcool dans lequel macéraient des cerveaux, le même individu se coucher un jour en état d'ivresse sur une table à dissection et se faire des blessures graves. On arriva à temps pour l'empêcher de se tuer, il se croyait mort et voulait se disséquer.

procure de si beaux rêves, les Chinois se plongent dans les fumées de l'opium et restent de longues heures couchés sur des nattes dans une sorte de volupté voisine de l'abrutissement, l'oriental s'assoupit à la vapeur parfumée qui s'échappe de son narguileh. Dans nos civilisations européennes, les femmes que leur situation dans le monde empêche de céder ouvertement à l'amour des liqueurs, s'enivrent d'eau de Cologne à moins qu'elles ne fassent usage de morphine, de chloral ou d'éther (1).

L'alcoolisme n'est donc pour nous qu'une forme de ce penchant qui porte l'homme à rechercher un état anormal qui est l'ivresse (2).

Il est d'autant plus dangereux, qu'il consiste dans un acte naturel et légitime, celui de boire, et que cet acte est un des plus fréquents de la vie.

Il semble donc que ce vice ait dû toujours exister depuis le temps où les hommes ont appris l'art néfaste de préparer les boissons fermentées.

Or, il faut faire une distinction : si l'ivresse remonte

(1) De tous les corps enivrants... l'alcool est celui qui laisse le moins de compensation soit à l'âme, soit au corps. Dans le haschich par exemple, le système musculaire conserve toute son intégrité, l'intelligence est émoussée mais non abolie... le cœur perçoit des sensations sans nombre... » Dr Taguet. *Documents pour servir à l'histoire de l'alcoolisme*. — Lire dans Maupassant, *Sur l'eau*, p. 143, la merveilleuse description de l'ivresse par l'éther.

(2) Chose étrange, on apprend la tempérance aux chiens
Et l'on ne peut l'apprendre aux hommes.

La Fontaine, livre VIII, fable 7.

au déluge et si l'histoire est remplie d'exemples retentissants qui nous édifient sur les excès des peuples anciens ou modernes, l'alcoolisme en tant que maladie sociale appartient à l'histoire contemporaine.

Que si l'on objectait que la médecine de jadis était dans l'enfance et hors d'état de démêler la cause des maladies, nous répondrions que les symptômes de l'alcoolisme ou des maladies nées de lui ont été décrits par quelques médecins Grecs et Romains qui avaient fort bien désigné la cause du mal (1). Mais ce ne fut que pour des cas isolés et assez rares.

D'ailleurs, avec les effets que l'on attribue à l'alcoolisme, il est permis de se demander ce que serait devenue la race humaine si l'empoisonnement durait depuis l'antiquité. Il est certain, d'ailleurs, que les affections que l'on considère le plus généralement comme filles de l'alcoolisme, la folie par exemple, ont subi, à notre époque, une progression effrayante et que, pour la France notamment, le danger nul en 1830, est devenu apparent en 1870, pressant 20 ans après.

(1) Voir à ce sujet dans la *Presse Médicale*, 3 décembre 1898, l'article du Dr A. Delpeuch, médecin de l'hôpital Cochin : « L'alcoolisme avant l'alcool » où il cite des passages d'Hippocrate, des Asclepiades de Cnide et de Galien qui parlent de l'action de l'abus du vin sur les organes.

§ 2. — Pourquoi l'alcoolisme ne fait son apparition
que de nos jours.

Depuis six mille ans qu'on s'enivre, comment le XIX^e siècle a-t-il le triste privilège d'avoir vu naître l'alcoolisme ?

C'est que, seul depuis les temps historiques, il a réuni les conditions nécessaires à l'éclosion de ce mal nouveau.

Ces conditions sont le climat, l'état social, l'état économique et dans les causes dues à cet état le changement de nature des boissons ingérées.

« Le climat, a dit Montesquieu (1) semble forcer à une
« certaine ivrognerie de nature bien différente de celle
« de la personne. L'ivrognerie se trouve établie par
« toute la terre, dans la proportion de la froideur et de
« l'humidité du climat. Passez de l'équateur jusqu'à
« notre pôle, vous y verrez l'ivrognerie augmenter avec
« les degrés de latitude... Un Allemand boit par cou-
« tume, un Espagnol par choix. »

Certains auteurs ont contesté cette affirmation et ont voulu voir dans la lutte couronnée de succès entreprise par la Suède, la Norvège, la Hollande même, la preuve du contraire. Montesquieu n'a jamais prétendu que la lutte contre l'alcoolisme dont, d'ailleurs, on ne se

(1) *Esprit des lois*, livre XIV, chapitre X.

préoccupait guère à son époque fût impossible. Ce qu'il a constaté, ce qui était vrai à son époque, l'a toujours été, et le serait encore sans l'intervention des législations ou d'autres causes, c'est que toutes choses égales d'ailleurs, l'habitant des pays froids et humides est porté plus que celui des contrées méridionales à rechercher les boissons fermentées, Est-ce qu'au commencement de notre siècle le pays le plus alcoolisé n'était pas la Norvège (1) dont le territoire, coupé par le cercle polaire est en même temps imprégné d'humidité par ses fiords, ses lacs et les innombrables cours d'eau qui le sillonnent. Est-ce que la Suède, malgré un sol infertile rendant difficile la production de l'alcool ne tenait pas le second rang suivie de près par l'Irlande, l'Ecosse, l'Angleterre, la Russie, la Hollande, et, comme pour donner, par une apparente exception plus de poids à cette loi, est-ce que la Suisse, pays relativement méridional, mais froid parce qu'élevé, n'était pas une des contrées où l'intempérance était le plus répandue ?

Il y a plus, même pour une seule nation, l'influence climatologique est sensible. Laissons la parole à M. Tarde : « La carte d'Yvernès (2) sur l'ivresse est très « nette à cet égard, les teintes s'y assombrissent par « degrés à mesure qu'on s'élève aux départements du « Nord, sauf des exceptions qui confirment la règle « comme le Puy-de-Dôme, le Cantal, le Lozère, les

(1) Norvège, 23 lit. en 1835, Suède, quantité égale en 1850.

(2) V. Statistique, *Justice criminelle*, 1888.

« Alpes-Maritimes et autres pays froids quoique méridionaux (1) ».

Un fait certain, que ce soit une loi comme l'ont pensé de bons esprits, ou simplement l'effet du hasard, la civilisation depuis les temps historiques du moins, a toujours progressé du Sud-Est au Nord-Ouest. Partie de la Chine et de l'Hindoustan elle est venue jusqu'à nos régions septentrionales.

Déjà dans les temps anciens, le goût pour les liqueurs ou boissons alcooliques était fort répandu chez les Européens du Nord. Tacite, à la fin du premier siècle de notre ère, époque qui ne fut pas pour ses contemporains remarquable par sa sobriété, notait cependant comme un trait de mœurs typique chez les Germains, cet abus de boissons et l'impunité devant l'opinion dont jouissaient ces excès (2), et chacun sait que l'ivresse faisait partie des jouissances réservées aux bons guerriers dans le paradis d'Odin.

Il est donc naturel qu'avec la civilisation qui à la fois augmente les besoins et en facilite l'assouvissement, l'alcool ait joué de jour en jour un rôle plus important à mesure que la barbarie disparaissait dans le Nord.

Les peuples des pays froids n'ont pas d'ailleurs cette foule de satisfactions qui semblent s'offrir à ceux du midi. A ceux-ci la lumière et la douce chaleur du soleil,

(1) Tarde, *op. cit.*, p. 158.

(2) *Diem noctemque continare potendo nulli probrum. Crebræ ut viter innoxios rixæ.* — Tacite, *De morib. German.*, XXII.

un ciel pur, une nature exubérante qui semble toujours en fête. Aux autres un ciel gris, le froid, la neige, la pluie, et les longues nuits d'un long hiver.

Que l'Espagnol vive d'une orange et d'un verre d'eau, que le lazzarone de Naples se contente d'une poignée de polenta soit, mais aux hommes du Nord il faut une forte nourriture qui entretienne en eux une combustion active propre à maintenir la chaleur vitale. L'alcool semble la donner, cette chaleur. Elle n'est, paraît-il, que factice ; on ne saurait cependant reprocher à la masse de penser encore aujourd'hui ce que chacun croyait il n'y a pas cinquante ans.

Et puis, l'alcool en quantité modérée produit le bien-être intérieur, la gaieté : il facilite les relations sociales, quoi d'étonnant si, dans les longues soirées d'hiver, les septentrionaux en font usage. C'est presque une nécessité : l'exemple de Nansen en est une preuve. Le grand explorateur suédois est un abstinant ; tandis qu'il faisait ses explorations, sa femme prêchait la croisade antialcoolique dans une série de conférences.

Il avait donc proscrit tout alcool de son bord. Tout alla bien tant que dura le jour ; mais quand la nuit polaire fut venue, Nansen se rendit compte en voyant la torpeur de son équipage, de quel secours pouvait être le plaisir causé par les liqueurs, et la seconde année de son hivernage, il offrit à ses hommes un punch fabriqué avec de l'alcool rectifié. L'alcoolisme a donc son point de départ dans un besoin légitime, tant il est vrai que

dans la pire des erreurs humaines il est toujours une part de vérité.

Pour grande que puisse être l'influence des climats, elle ne pourrait rendre compte de l'extension du fléau, elle ne pourrait surtout pas expliquer sa soudaine floraison à notre époque sans les changements qui se sont produits dans la société, amenant à la liberté et au bien-être une foule toujours croissante, jadis souvent misérable et même opprimée.

Dans l'antiquité, à Rome, par exemple, la richesse était concentrée aux mains de quelques patriciens ou chevaliers. Ceux-là s'enivraient et le bruit de leurs excès est parvenu jusqu'à nous ; beaucoup d'entre eux devaient être alcooliques. Mais quelle pouvait être l'influence sur la race de ces quelques débauchés ? Leur nombre était infime si leurs excès étaient inouïs, et leur intempérance se trouvait rachetée par l'abstention forcée de bien d'autres.

Les esclaves étaient dans les sociétés antiques en proportion considérable : or, on peut se faire une idée d'après les recettes de Caton l'Ancien, combien peu enivrante était leur boisson (1). D'autre part, la plèbe qui attendait son pain de la munificence impériale formait l'immense majorité et ses ressources étaient bien

(1) « Mettez dans une futaile dix amphores de vin doux, deux de « vinaigre bien mordant, autant de vin cuit, et cinquante amphores « d'eau douce ; remuez le tout 3 fois par jour avec un bâton pendant 5 jours de suite ; après quoi vous y ajouterez 64 setiers de « vieille eau de mer. »

faibles. Enfin, l'absence de culture intensive qui forçait de conserver au blé la prépondérance dans les assolements, arrêta la trop grande expansion des vignes en même temps que la difficulté des transports s'ajoutait aux variations de la récolte pour empêcher le mal de s'étendre et de devenir permanent. (Ajouter à cela la sobriété innée des peuples méridionaux).

Or, la médecine enseigne unanimement que l'ivresse intermittente à d'assez longs intervalles n'est nullement dangereuse pour la santé générale, d'accord en cela avec l'Ecole fameuse de Salente (*inebriari semel in mense*).

Il y eut donc en Grèce et à Rome des alcooliques ; il y en eut beaucoup dans les classes élevées, mais la grande masse de la population semble en être demeurée à peu près indemne et le mal resta presque individuel.

Ce ne sont pas les colons du Bas-Empire attachés à la glèbe, pillés et rançonnés, mourant souvent de faim, qui durent faire grande consommation de vin ni se livrer aux plaisirs de la table.

Les invasions des peuples germaniques devaient fatalement amener une recrudescence de l'ivrognerie. Outre que les grandes époques de troubles, les guerres, ne sont pas propices à la tempérance, l'arrivée des barbares dans des régions couvertes de vignes comme l'étaient la Gaule et l'Italie ne pouvait que donner l'essor à leur penchant naturel.

Le mal fut grand à cette époque et dura longtemps. Nous en avons la preuve pour notre pays dans les monuments historiques qui nous restent de cette sombre période.

Dans Grégoire de Tours notamment, on la trouve à chaque page. Non seulement le vice était commun chez les barbares et généralisé jusque chez les esclaves (1), mais dans la population romaine, l'élément le plus sain, l'Eglise, n'avait pas échappé à la contagion. Les évêques eux-mêmes s'adonnaient à l'ivresse (2) et l'usage du vin était devenu si commun et si répandu que Grégoire de Tours mentionne comme le fait d'une austérité remar-

(1) « On avait bu tellement de vin que les serviteurs des concives dormaient ivres dans tous les coins de la maison suivant l'endroit où chacun était tombé. »

Grég. de Tours. *Hist. Ecclésiast. des Francs*, liv. X, chap. XXVII. Trad. Bordier, Paris, Didot 1862.

(2) Grég. de Tours, *op. cit.*, liv. X, chap. XXXI. « Le 17^e évêque de Tours fut Gunthaire... s'étant adonné au vin une fois qu'il fut devenu évêque il semblait être devenu imbécile ; le vin l'abrutissait tellement qu'il ne pouvait reconnaître les convives qui lui étaient le plus familiers et souvent il les accablait d'injures. »

Liv. IX, chap. XXXVII. « La ville de Soissons avait alors pour évêque Droctigisil qui, par excès de boissons à ce qu'on dit, avait perdu le sens depuis près de quatre ans... Il était buveur de vin au-delà de toute mesure et beaucoup plus que ne le permet la prudence d'un prêtre ».

Liv. IV, chap. XII. « Du reste, Cautinus, entré en possession de l'épiscopat, devint un homme tel que tout le monde l'exécrait. Il s'adonnait au vin outre mesure... »

quable l'abstinence de ce breuvage (1). Dans ces conditions l'alcoolisme, tel que nous l'entendons devait se développer et se développa en effet.

Nous n'en finirions pas s'il fallait citer tous les hommes : guerriers, nobles, prêtres même, qui dans le vieux chroniqueur nous apparaissent vraiment saisis du *delirium tremens* (2).

Mais le mal ne pouvait prendre le caractère de permanence qu'il a de nos jours, il était fatalement localisé. Outre la difficulté des transports qui faisaient qu'une contrée se gorgeait tandis qu'une très voisine était dans la disette, le vin constituait presque l'unique boisson enivrante. Une guerre (Grég. T. *op. cit.*, liv. II,

(1) Grég. de Tours, liv. X, chap. VIII. « Ce garçon se soumit à une telle austérité qu'au lieu de froment il mangeait de l'orge, il buvait de l'eau au lieu de vin ».

(2) En voici un cas entre mille. « Le breton Winnoch doué des honneurs de la prêtrise et dont nous avons parlé dans un autre livre s'était consacré à une telle austérité qu'il n'usait que de peaux de bêtes pour vêtement, ne prenait pour nourriture que des herbes sauvages toutes crues et ne faisait guère que porter à sa bouche le vase contenant le vin en sorte qu'il avait plutôt l'air de le baiser que d'y boire. Mais comme la libéralité des dévots lui offrait souvent des vases remplis de cette liqueur il apprit par malheur à en prendre outre mesure et à tellement se perdre de boisson qu'on le voyait presque toujours ivre. Bientôt il arriva que son ivrognerie croissant avec le temps il fut saisi du démon et tourmenté d'une telle violence que prenant un couteau, une arme quelconque, une pierre, un bâton il courait après les gens avec une fureur insensée ; il fallut l'enchaîner et l'emprisonner dans sa cellule. Sous le poids de ce châtiment il se débattit dans sa fureur l'espace de deux années et rendit l'esprit. » — Grég. Tours, *op. cit.*, liv. X, chap. VIII.

cap. XXXII (1)), une mauvaise récolte, des impôts trop lourds (id. liv. V, cap. XXIX (2)) suffisaient à mettre la population entière au régime de l'eau claire. Sans compter la foule de petites gens constituant la majorité de la population qui suivaient malgré eux ce régime toute leur vie. Cet état social, d'inquiétude, d'inégalité, de guerres et de rapines qui empêchaient tout grand progrès, toute prospérité sérieuse fut en somme favorable à la tempérance. Or il dura tout le Moyen-Age. Sans doute on s'enivrait dans les châteaux ou à la Cour (peut être même dans les riches abbayes) (3), mais les serfs ou les manants de ces sombres époques avaient trop de peine à se procurer les chétifs aliments nécessaires à la vie pour pouvoir se livrer à des bombances nuisibles à la santé publique. Pour notre France, les périodes qui vont du iv^e siècle à Charlemagne et du viii^e au xiii^e siècles furent remplies de guerres d'invasions, de pillages de toutes sortes qui ne laissaient à la masse du peuple qu'un repos bien précaire. Quant au

(1) Aridius dit à Clovis. « Tu saccages les campagnes, tu dévores les prés, tu coupes les vignes. »

(2) « Il dépeupla le pays de Limousins en imposant chaque propriétaire d'une amphore de vin par arpent ».

(3) V. Léon Gauthier. La Chevalerie. L'auteur y traite ce sujet avec de grands détails. Voici une anecdote racontée par Etienne de Bourbon (éd. Lecoy de la Marche, p. 243) et citée dans cet ouvrage. « Febricitans (Philippe-Auguste) sitiēbat vinum, quia « nolebat sibi ministrare physicus sine aqua. Tunc ait « Saltem « velitis quod primum bibam vinum, post aquam. » Et concessit, « quo hausto noluit aquam bibere dicens : « Non sitio ! »

xiii^e siècle il fut consacré tout entier à la lutte contre l'Anglais.

Cependant dès que quelque sécurité revenait au pays, lorsqu'un bon prince tenait ses vassaux dans l'ordre ou qu'une paix bienfaisante s'étendait sur notre territoire on voit, symptôme d'alcoolisme autant que de bonne administration et de vigilance, le législateur intervenir pour attaquer les abus de boisson, tandis que l'Eglise dont l'influence était si grande au Moyen-Age lançait l'anathème contre l'ivrognerie « *quæ omnium vitiorum fomes ac nutrix est.* »

Avec les temps modernes un grand changement social va s'accomplir : l'ascension des masses populaires, leur progrès constant qui va enfin, à la Révolution, recevoir son couronnement par la proclamation de l'égalité entre tous les citoyens. En même temps, malgré bien des calamités les temps sont meilleurs, les guerres deviennent plus rares et tendent à s'éloigner : les champs de batailles sont souvent hors des frontières ; une administration plus régulière, la formation de l'unité nationale, vont améliorer dans des proportions inespérées la condition du peuple. De grands progrès économiques sont réalisés, la richesse augmente avec le luxe qui en est la conséquence.

Allons-nous voir naître l'alcoolisme ? Pas encore. Et pourtant les documents ne nous font plus défaut non seulement sur les faits et gestes des nobles ou des sei-

gneurs, mais encore des petits. Avec la langue vulgaire est née la littérature populaire.

Nous y voyons qu'on n'était pourtant guère tempérant. A chaque instant les fabliaux, les moralités nous montrent le manant, les bourgeois dans leur vie quotidienne. Le vin, le cabaret jouent un grand rôle dans cette littérature. On buvait ferme dans le peuple on en trouve la preuve dans Villon qui lance ses anathèmes :

« Aux taverniers qui brouillent notre vin »

Et qui nous a tracé de main de maître la silhouette zigzagante de son procureur en Cour d'Église M^e Jehan Cotard.

Comme homme beu qui chancelle et trépigne.
L'ay vu souvent quand il s'allait coucher.
Et une fois il se fit une bigne.
Bien m'en souvient à l'étal d'un boucher (1).

Faut-il citer le témoignage de Marot ? de Rabelais, de Régnier et de tant d'autres qui prouvent à quel point l'amour du vin était répandu ? A cette époque, la Normandie, qu'on regarde comme la terre classique, le bourg pourri de l'alcoolisme avait déjà ce renom peu enviable. Une géographie du xvi^e siècle parlant de ses habitants constate que « Ils sont grans beuveurs en leurs festoiments et grand chières se font par boyre » (2).

(1) Villon, *Grand Testament*.

(2) V. Baudrillart, *op. cit.*, p. 23.

Une poésie écrite sous le règne de Henri II nous a laissé le nom de 91 tavernes de Rouen (1).

Voilà pour la Haute Normandie. La Basse Normandie n'était pas en retard, il suffit de lire les *Vaux de Vire* qui ont illustré Olivier Basselin et de voir de quel air goguenard il rend compte de certains usages propres à ses concitoyens (2). Le mal devint si grand en France que les rois durent intervenir (3). On fit dans certaines villes des règlements de police. Mais l'efficacité ne paraît pas en avoir été bien grande. Au XVII^e siècle, l'ivrognerie était encore fort répandue et chose étrange elle paraît avoir été surtout l'apanage de la bourgeoisie et des gens de lettres. On s'étonne de voir des écrivains de génie ou de talent comme Chapelle, La Fontaine, Boileau (4) lui-même, sans compter la foule des rimailleurs se livrer à ce

(1) Anciennes poésies franç. des XV^e et XVI^e siècle recueillies par A. de Montaiglon. Biblioth. Elzévirienne, Paris 1876, t. XI, p. 71. Une pièce de même recueil nous apprend les falsifications qu'un tavernier malhonnête faisait subir à son vin, t. XI, p. 59.

(2) On plante des pommiers ès bords
Des cimetières près des morts
Pour nous remettre en la mémoire
Que ceux dont là gisent les corps
Ont aimé comme nous à boire.

O. Basselin, *Vaux de Vire*, édition P. Lacroix, Paris, Delahays, 1858, p. 28.

(3) La poésie qui contient le dénombrement de ces tavernes de Rouen fait allusion à l'un de ces règlements particuliers.

(4) Boileau, Chanson à boire :
On est savant quand on boit bien
Qui ne sait boire ne sait rien.

triste penchant. On est surpris de voir par exemple qu'on est obligé dans les règles d'un chapitre de prévoir le cas où les chanoines auraient été boire dans les tavernes et et que le règlement porte des peines différentes pour chaque récidive (1). L'ivresse était alors de bon ton. Elle le devint encore davantage quand après la mort de Louis XIV, toute retenue semble avoir disparu. Les soupers des petits maîtres à l'instar de ceux du Régent étaient de véritables orgies, et des palais l'ivrognerie descendait dans la bourgeoisie, puis dans le peuple. Dans les campagnes ce vice se répandait (2). A la ville, dans l'armée surtout, il n'y avait plus de frein. Les gardes françaises particulièrement avaient sur ce chapitre un renom bien mérité (3). Il suffit de lire « *Les Porcherons* » pour voir quelles étaient les fêtes du petit peuple les dimanches : on serait tenté de croire qu'il y a de nos jours une grande amélioration.

Ce n'est pas la Révolution qui pouvait apporter le remède à cette situation : ses troubles étaient au contraire trop favorables à ce qui était déjà la passion populaire.

Ce furent trop souvent des bandes avinées qui portèrent la terreur, le massacre et l'incendie dans la capi-

(1) Charles Leroy. *Essai sur la collégiale de la Saussaye*. Louviers Isambert, 1900.

(2) V. Taine. *Origines de la France contemporaine*. — L'Ancien Régime p. 491.

(3) Taine, *op. cit.*, p. 513. Cpr. l'abbé Prévost. *Manon Lescaut*.

tale comme dans les districts les plus éloignés. En même temps les levées en masse lançaient aux frontières des armées innombrables dont l'intempérance était telle qu'on voit Bonaparte à l'armée d'Italie louer ses soldats d'avoir bivouaqué *sans pain et sans eau-de-vie*. Cette assimilation de l'alcool avec le pain, aliment de première nécessité en dit long sur les habitudes des soldats.

Pourtant, malgré les guerres incessantes de l'Empire, malgré les orgies du Directoire et les excès de la Révolution, nous n'occupons qu'une place très modeste dans l'alcoolisation de l'Europe. Tous les peuples du Nord nous dépassaient et de beaucoup.

Il nous reste encore à examiner un des facteurs de l'alcoolisme actuel, la nature des boissons alcooliques. La variété qui règne aujourd'hui dans ces produits malsains ne date que d'hier. Dans l'antiquité comme au moyen âge, comme dans les temps modernes même, la seule boisson alcoolique était presque le vin. Ces vins d'ailleurs étaient très forts en degré : l'ivresse devait vite résulter de l'ingestion du Falerne ou du Chio et l'épithète de « lourd » appliqué au Massique prouve bien de quel poids il devait assommer son homme. Sans doute les Egyptiens connaissaient la bière, les Israélites

On trouve dans la Bible le nom de plusieurs liqueurs de ce genre. On y parle de vin parfumé, ou de vin dans lequel on fait infuser des aromates. Les prophètes s'élèvent à chaque instant contre les abus alcooliques des israélites, Isaïe maltraite particulièrement la tribu d'Ephraïm.

la cervoise. Sans doute encore on peut trouver chez ces peuples des mixtures meurtrières analogues à nos modernes vermouths, mais c'était l'exception.

Les Barbares avant la conquête s'enivraient d'hydromel, mais ils cessèrent vite d'user de cette boisson quand ils furent maîtres des vignobles de France. Nous ne pouvons résister au désir de citer la première apparition à notre connaissance, d'un poison qui, depuis, a fait son chemin, nous voulons dire l'absinthe. Nous lisons, en effet, dans Grégoire de Tours (liv. VIII, cap. XXXI...) « Il reçut la coupe et but de l'absinthe mêlée avec du vin « à la mode des barbares. » Faut-il voir dans la passion de nos concitoyens une survivance du goût des ancêtres pour la liqueur maudite, cela serait peut-être hasardeux.

Le moyen âge aussi suivit ces errements. On trouve dans les Chansons de Gestes (1) nombre de vins parfumés, renforcés par des épices et même de véritables liqueurs, depuis la cervoise dont l'usage se perpétua en Normandie jusqu'au xvii^e siècle, jusqu'à la *godale*, sorte

(1) Il y avait le *piment*, le *claré*; pour le piment on faisait infuser des épices (muscades girofles, gingembre) dans le vin préalablement sucré, pour le *claré* on se contentait de mettre les épices dans un sac qui trempait dans le fût. Léon Gautier, *La Chevalerie*. Paris, p. 643 et 644.

Les liqueurs étaient le *bougleraistre* sorte d'hydromel ou vin, l'*hysope*, le *moret*, liqueurs de mûres, le *roseiz* liqueur parfumée à la rose, etc., etc...

Léon Gauthier, *op. cit.*, p. 644 et suiv.

de bière forte et trouble qui, selon un de nos vieux poèmes, montait « el chief. » (1)

Quoiqu'il en soit, malgré ces exceptions peu nombreuses, le vin régnait en maître, même au nord de la Loire, même dans notre Normandie si brumeuse. Jusqu'à l'embouchure de la Seine il y avait des vignes ; le crû de Conihout, situé près Jumièges, entre Rouen et le Havre, était très célèbre au moyen âge. Ce n'est qu'au xv^e siècle qu'on voit apparaître le cidre en Basse Normandie, et encore est-il peu apprécié des buveurs si on en croit le témoignage d'Olivier Bosselin. Plus tard cependant, ses concitoyens prisaien fort ce « pommé » qu'ils craignaient presque à l'égal de l'eau. Nous lisons dans la Thèse de Bernier (2) sur le Tiers Etat rural en Basse Normandie :
« Le paysan garde son cidre dans sa cave, il charme
« avec cette liqueur les ennuis de son oisiveté. Il boit à
« 8 heures, à 10 heures, à midi, à 4 heures, à 7 ou
« 8 heures, c'est-à-dire à ses cinq repas réglementaires,
« ce qui ne l'empêche pas de « supper » un verre au
« bout du sillon afin de chasser la chaleur. »

La Haute Normandie n'a connu le cidre que bien plus tard. Dans les inventaires nombreux que nous avons dépouillés, ce n'est qu'au xviii^e siècle qu'on rencontre cette boisson (3) et encore en fort petite quan-

(1) *Berte aux grans piés*, vers 743.

(2) Mayenne 1891, thèse pour le doctorat ès lettres.

(3) En ce sens, Baudrillart, *op. cit.*, p. 35 et suiv. « La cervoise domine encore au xvii^e et xviii^e siècles. » « L'impôt jusqu'à la fin du xvi^e siècle néglige le cidre et frappe la bière et la cervoise ».

tité. Le poiré est plus répandu, la cervoise domine ainsi que la bière ; quelques vignes subsistent d'ailleurs en Normandie, sur les coteaux crayeux qui bordent la vallée de la Seine.

C'est au milieu du ^{xvii}^e siècle que se place un événement dont l'importance est énorme à notre point de vue ; l'apparition de l'alcool sous forme d'eau-de-vie ou brandevin.

Cette apparition est d'ailleurs saluée comme elle le mérite par les moralistes. « Celui-là, chez eux, écrit La Bruyère, en parlant des jeunes gens de la Cour, est « sobre et modéré, qui ne s'enivre que de vin, l'usage « trop fréquent qu'ils en ont fait le leur a rendu insi- « pide ; ils cherchent à réveiller leur goût déjà éteint « par des eaux-de-vie et par toutes les liqueurs les plus « violentes. Il ne manque plus à leur débauche que de « boire de l'eau forte. » (1)

L'eau-de-vie, connue dit-on, des Arabes, retrouvée au début du ^{xiv}^e siècle, ne fut d'abord qu'un produit que nous appellerions de nos jours pharmaceutique et ne servit guère que de médicament. S'il y eut, dès François I^{er}, une corporation des distillateurs (2), il semble qu'ils aient dû importer leurs produits dans les pays du Nord. Ce n'est que sous le règne de Louis XIV que l'on voit apparaître le chétif ancêtre de nos modernes liquo-

(1) La Bruyère, édit. originale, Paris, 1688, p. 147, chap. .
De la cour.

(2) Fochier, Thèse 1900, *L'alcoolisme et la loi pénale*, p. 7.

ristes, le marchand d'eau-de-vie qui, dès le matin, aux carrefours fréquentés, dresse sa petite table entourée d'un paravent et chargée de tous ses attirails : la fontaine et les flacons d'étain, la lanterne qui l'éclaire, car cet industriel est matineux et, dès le chant du coq, on entend son cri retentir. « Eau-de-vie, brandevin et la dragée au bout ; « la vie, la vie, à un sou le petit verre. « A mon petit cabaret, à mon petit bouchon ! » (1)

On le voit par l'extérieur de l'industriel et le prix de sa marchandise, l'eau-de-vie était déjà populaire et n'était pas seulement l'apanage des grands seigneurs. Ses progrès ne firent que croître quand le marchand d'eau-de-vie eut été officiellement reconnu par l'arrêté du mois de janvier 1678. Cet acte donnant force de loi à la coutume autorisa les « pauvres marchands d'eau-de-vie » à s'établir dans les rues. Le premier juillet de la même année, un arrêt leur défendit de mêler du sucre et d'autres liqueurs que l'eau-de-vie à leurs cerises et noix confites. (2)

Au XVIII^e siècle surgit une foule d'autres liqueurs. La découverte des colonies et l'extension qu'elles prirent amenèrent sous forme de rhum ou sous d'autres noms : talia, eau des Barbares, etc., les produits de la distillation de la canne à sucre. L'industrie des alcools de grains était

(1) Victor Fournel, *Les Cris de Paris*, p. 8. — Paris, Didot, 1889.

(2) Vict. Fouruel, *op. cit.*

déjà répandue dans les pays du Nord (1) et l'ivrognerie était commune jusqu'à l'extrême Septentrion. Le *Voyage en Laponie* de Regnard prouve qu'au moment où les marchands d'eau-de-vie acquéraient droit de cité à Paris, l'alcool était extrêmement usité en Laponie (2).

Le bas peuple commença à faire usage de cette liqueur en France dans presque toutes ses réjouissances (3). L'usage s'en accrut lentement chez nous malgré les troubles si propices à cette maladie et vers 1830, alors que tous les pays septentrionaux étaient la proie de l'alcoolisme, que des campagnes énergiques tâchaient d'enrayer le fléau en Irlande, notre pays ne consommait encore que 1 lit. 47 d'alcool par tête. Nous en absorbons actuellement 4 lit. 54 et nous sommes en tête de la consommation totale de l'alcool si on tient compte de celui contenu dans les boissons dites hygiéniques. Peut-on expliquer à la fois ce retard sur les pays que nous égalions en civilisation, comme l'Angleterre par exemple, et la rapidité avec laquelle nous nous sommes mis à l'unisson pour prendre ensuite le premier rang ? Essayons de le faire.

(1) Cette découverte est due à Libavius de Hallée, en Saxe, qui la fit à la fin du xvi^e siècle.

(3) Regnard, *Voyage en Laponie*, Jouaust. 1875, p. 45 « Il nous dit qu'un jour après avoir bu quelque verres d'eau-de-vie avec un Lapon... » 439 « Lorsque l'amant a jeté les yeux sur quelque fille qu'il veut avoir en mariage, il faut qu'il fasse état d'apporter quantité d'eau-de-vie. » ... « Plus un homme est amoureux plus il apporte de brocs de vin » etc., etc.

(1) Vadé *Les Porcherons*, 1749, édition Jouaust, 1882.

CHAPITRE III

LE DÉVELOPPEMENT DE L'ALCOOLISME EN FRANCE AU XIX^e SIÈCLE. CONDITIONS QUI ONT AMENÉ CE RÉSULTAT

De 1830 à nos jours notre pays a subi une transformation considérable. Nation tout particulièrement agricole, la France a vu se développer son activité industrielle. De tous côtés, usines, manufactures, entreprises de transports, se créent, les routes sont tracées, les chemins de fer établis. Par suite de la division du travail, chaque branche de l'industrie, en se développant, entraîne le progrès de la branche d'à-côté. Les machines se substituent de plus en plus à la main-d'œuvre humaine, il faut pour utiliser leur force, grouper les ouvriers qui la mettront en œuvre. Autrefois l'industrie était familiale, aujourd'hui elle a lieu dans d'immenses usines qui réunissent des centaines, voire des milliers de travailleurs.

Prenons deux exemples que nous avons sous les yeux dans notre Normandie, l'industrie du drap à Elbœuf ou des épingles dans la vallée de la Rille. Jadis les tisserands travaillaient dans leur maison, aidés de leur femme et de leurs enfants. Aujourd'hui ils sont réunis dans quelques immenses manufactures, la campagne environnante s'est dépeuplée, le foyer est malheureusement déserté.

Même chose pour la confection des épingles. Jadis le

fabricant achetait du fil de laiton, il le livrait à l'ouvrier qui était le plus souvent un petit propriétaire rural, celui-ci fabriquait un stock d'épingles et le revendait au fabricant.

Presque toutes les industries étaient semblables à celles-là, partant point de ces grandes agglomérations si favorables à la démoralisation, pas de cafés sous la main, pas de cette camaraderie si néfaste dans les grandes agglomérations d'hommes : villes, ateliers et même casernes (1).

Le commerce suivait naturellement le développement de l'industrie enlevant à l'agriculture une foule de

(1) Nous trouvons dans Baudrillart (*La Normandie*, passé et présent, enquête faite au nom de l'Académie des Sciences morales et politiques, Paris, Hachette 1880, p. 14), une confirmation d'autant plus éclatante des bons effets de l'industrie familiale sur la morale publique et spécialement sur le mal qui nous occupe qu'il s'agit d'une contrée où la plaie est particulièrement épouvantable. « Nous avons eu d'autres occasions de remarquer « les bons effets de l'union de la tâche agricole et de la tâche « industrielle. On la rencontre dans plus d'une région de l'Orne « ou du Calvados... Ces dentellières des campagnes se recon- « naissent par leur bonne tenue et leur excellent fond moral « entretenu par les habitudes religieuses... Ces familles des « environs de Caen, de Bayeux et de Cherbourg ont le bonheur « d'échapper le plus souvent à la contagion des habitudes d'in- « tempérance... Nous pourrions citer d'autres types de cette « combinaison de travaux agricoles et industriels. Il en est un « qui nous a frappé près de Couches, dans l'Eure. Ce pays n'est « pas en général de ceux dont les mœurs offrent à l'observateur « un sujet de consolation... Presque tous les hommes possèdent « un petit faire valoir, où ils sont tempérants.... ne font pas le « lundi.... leurs femmes leur servent d'auxiliaires aux travaux « de la forge ».

jeunes gens pour les transformer en employés. Il subit la même évolution que l'industriel. Plus de petits banquiers, de petits marchands : d'immenses magasins, des sociétés de crédit, plus d'armateurs, de grandes Compagnies de navigation.

Aidées par les moyens de transport, faisant miroiter aux yeux du paysan l'attrait de leurs richesses et l'espoir d'une vie plus facile, les villes prennent un développement des plus en plus considérable. Paris au commencement du siècle ne compte pas 700,000 habitants (1) ; aujourd'hui il en a près de deux millions et demi et l'accroissement continue. Toutes les villes suivent cette progression, les plus grandes du moins. La région du Nord avec Lille, Tourcoing, Roubaix, l'agglomération Lyonnaise et Saint-Etienne, et ailleurs : Marseille au Midi, Le Havre, Rouen, Le Mans au Nord-Ouest, Nantes, Angers, Bordeaux à l'Ouest, Nancy à l'Est voient leurs agglomérations grossir chaque jour aux dépens des départements voisins. L'agriculture manque de bras et le nombre des ouvriers urbains augmente sans trêve. Or c'est chez eux justement que sévit l'alcoolisme avec le plus de virulence.

Cette grande prospérité de l'industrie et du commerce a fait dans le même laps de temps hausser considérablement les salaires, tandis que le prix du pain s'abaissait notablement. Les terres mieux cultivées rendent plus de blé et dans le dernier quart de ce siècle,

(1) A. Babeau, *Paris en 1789*. Paris, Didot, 1889, p. 30 et 31.

les importations de cette denrée des contrées productrices d'Amérique ou des Indes déterminent un avilissement de prix qui devient une triple cause d'alcoolisme :

1^o Le prix du pain baisse, laissant au travailleur une somme plus élevée pour ses plaisirs et l'alcool est le premier de tous (1).

2^o La culture du blé n'est plus rémunératrice, l'agriculteur cherche un autre emploi de sa terre. En Normandie, par exemple, il transforme ses champs en herbages et plante ces herbages de pommiers. Ce mouvement s'est accentué dans les dix dernières années. Il résultera lors des fortes récoltes une surproduction de pommes et comme le cidre, loin comme le vin de s'améliorer, se détériore en vieillissant, il en tirera parti en le transformant en alcool. La conduite des herbages, étant moins dure que celle des labours, lui laissera des loisirs qui l'incitent à la paresse et à la boisson.

3^o Enfin le bas prix des grains, le développement des méthodes scientifiques, la culture intensive des pommes de terre et des betteraves vont faciliter l'introduction dans la consommation des alcools méthyliques et amyliques bien plus toxiques que l'alcool de vin à cause des

(1) Des études suivies faites pour l'Angleterre et la Belgique ont prouvé que la totalité des augmentations du salaire des ouvriers dans la période de 1873-1876 avait été consacrée à l'acquisition d'alcools.

éthers dangereux qu'ils renferment (1). Ces alcools tirés d'une foule de substances parfois avariées sont produits à très bas prix. Les distillateurs peuvent livrer de l'alcool entre 30 fr. et 45 fr. l'hectolitre (1), si bien qu'en dépit des droits les plus élevés, le cabaretier pourra maintenir immobiles ses prix de débit. Il achètera des alcools de plus en plus basse qualité. Seulement comme ils ont un goût vraiment trop désagréable et que le consommateur pourrait en avoir la nausée, on a masqué leur odeur par trop empyreumatique par une foule d'essences, d'extraits végétaux, véritables poisons dont une goutte suffirait parfois à foudroyer un homme comme l'acide prussique qui sert à transformer un alcool quelconque en kirsch, comme la strychnine qui donne à nos bières l'amertume que procurait jadis la fleur du houblon. De cette nécessité de masquer une odeur ou un goût est né l'apéritif.

L'apéritif : c'est le mal du jour universellement répandu dans toute la société contemporaine. Ses manifestations sont innombrables : c'est, à tout seigneur tout honneur, l'absinthe, le poison français et spécialement parisien dont les relents viennent jusque sur la chaussée des rues emposter le promeneur dans les beaux soirs d'été, l'absinthe convulsivante et abrutissante, qui mène les plus intelligents à l'asile d'aliénés, ou les pousse au crime.

(1) Voir sur ce sujet Desjardins-Baumetz et Audigé. *Recherches sur la puissance tonique des alcools*, Paris, 1879, Seriem et Mathieu.

Puis viennent les interminables listes d'amers et de vermouths de toutes couleurs, de toutes saveurs, aussi dangereuses presque que l'absinthe.

Enfin, depuis que le public a commencé à ouvrir les yeux sur les dangers de l'alcool et de l'absinthe, la foule hypocrite des quinquinas qui empoisonne également sous leur masque innocemment pharmaceutique.

Un autre événement vient encore précipiter l'empoisonnement de nos concitoyens par les alcools d'industrie. En 1851, l'oïdium et surtout de nos jours, de 1875 à 1890 particulièrement, le phylloxéra, ont amené non seulement la disparition de l'alcool du vin mais presque du vin lui-même dont les prix trop élevés, majorés encore par les octrois, sont devenus inabordables pour le peuple. Alors apparurent sous le nom de vin une foule de mixtures plus ou moins meurtrières. La pratique du vinage ou addition d'alcool au vin, permit l'introduction dans une boisson relativement inoffensive de véritables poisons sous le nom d'alcools, sans compter que les colorants les plus toxiques intervinrent pour donner à ces breuvages dignes de Locuste, un semblant d'aspect de vin. Cette falsification éhontée s'étendit à toutes les boissons... On ne fait plus la bière avec de l'orge et du houblon, on emploie des résidus de distillation de la betterave et l'on donne l'amertume demandée jadis au houblon aux produits les plus variés, aux plus énergiques poisons. Nous avons parlé plus haut de la strychnine, on y pourrait ajouter la sciure de bois, la

germandrée et jusqu'à des explosifs comme l'acide picrique.

L'influence de la diminution des vins naturels sur l'alcoolisation de notre pays est si réelle que les 2 grands sauts faits par les statistiques correspondent à l'oïdium et au phylloxéra et que depuis quelques années, il y a une légère diminution de la consommation de l'eau-de-vie grâce aux vignobles d'Algérie et à ceux de France partiellement reconstitués, qui permettent d'offrir au consommateur des vins naturels défiant la falsification par leur prix modéré.

On pourrait donc espérer une diminution, si l'habitude de boire n'était plus que toute autre invétérée et si cette cause était unique, ce qui n'est malheureusement pas le cas.

Des changements économiques tels que ceux que nous décrivions ne se produisent pas dans un peuple sans avoir une forte répercussion sur ses mœurs. Plus que tous les autres êtres, l'homme subit les influences du milieu où il vit : on ne peut donc l'étudier en dehors des groupements dont il fait partie et qui réagissent fortement sur lui,

L'industrie moderne a créé dans notre ordre social une nouvelle classe de citoyens, l'ouvrier des villes, qui constitue plus particulièrement ce qu'on nomme l'ouvrier. Or, ce qui caractérise cet individu, c'est la spécialisation à laquelle il a été réduit par la grande industrie.

L'ouvrier de la campagne que nous appellerons manouvrier saura labourer et herser, il fauchera un pré ou sèmera une avoine, il cultiverait à la rigueur un jardin. Le filateur lui, n'est que filateur. Les machines qu'il doit manœuvrer sont fort compliquées, il a appris dès l'enfance, à les faire mouvoir, il les connaît mieux que personne et nul ne les manie comme lui. Mais donnez-lui à conduire un métier à clous, il en sera incapable sans apprentissage, cela se conçoit.

Or, tandis que le manouvrier est toujours assuré, à part quelques chômages assez rares, de trouver du travail, celui de l'ouvrier dépend de la prospérité de l'industrie à laquelle il est attaché comme jadis le serf à la glèbe. Que l'usine soit incendiée, que surtout un traité de commerce, un événement économique quelconque ou politique favorise à l'étranger l'introduction de ses produits sur nos marchés, voilà l'ouvrier sans pain. Il devient alors l'ouvrier sans travail et qui n'a guère espoir d'en trouver. Il vit de ce qu'il trouve ou de ce qu'on lui donne et finit fatalement, vagabond involontaire, sur les bancs de la police correctionnelle.

Après cela, c'est un mendiant qui s'enivre les jours où la recette a été bonne et qui, les autres jours, se serre le ventre.

L'ouvrier n'a plus de famille ou pour mieux dire pas de foyer.

S'il est célibataire, avec son insouciance habituelle, il vivra assez largement, étant donné le salaire qu'il

gagne. Il ne fera pas de frais pour son logement, ce sera le plus souvent un garni infect où il vient dormir. Son travail le retient toute la journée. Ses loisirs sont les repas et la soirée. Il a autour de lui toutes les tentations.

La nourriture est généralement mauvaise dans les gargotes qu'il fréquente. Pour la faire passer, ou pour suppléer à son insuffisance, il aura recours à l'alcool. C'est d'abord le vin blanc (1), le matin, avant les deux repas, l'absinthe ; après, le café. Le soir, c'est encore au cabaret qu'il trouvera les seules jouissances qui lui soient accessibles.

Il vit ainsi au jour le jour sans idées morales supérieures, sans ambition, trouvant dans son salaire quotidien assez pour manger, dormir et s'enivrer.

S'il est marié, il n'aura guère plus d'intérieur. Le travail des femmes dans les manufactures a désorganisé le foyer. L'homme et la femme sont toute la journée à l'atelier, les enfants sont à la crèche ou à l'école. Chacun d'eux mange à la cantine la plus voisine. Le soir on se retrouve, mais la mère de famille harassée du travail du jour, prépare vaille que vaille un repas insuf-

(1) L'ouvrier parisien surtout fait usage de ce vin qui est la cause d'une maladie spéciale : la cyrrhose du foie. L'usage en est fort ancien d'ailleurs, car on nous a conservé le cri des haren-gères du xv^e siècle qui atteste cette coutume :

Harengs saurets appetissants
Ce sont petits morceaux friands,
Pour déjeuner au matinet
Avec vin blanc clair, pur et net.

V. Fournel, *op. cit.*

fisant. Le logis est inconfortable, parfois sordide, les enfants piaillent, l'hiver il fait froid. L'homme fait comme les camarades, il cherche un endroit gai, chaud, où l'on puisse causer, rire et chanter, cet endroit, c'est le café. Mais il y faut payer son entrée en buvant, on rencontre des amis plus fortunés qui paient une « tournée », on leur rend la « politesse » et l'on sort en se soutenant mutuellement.

Pour ceux qui sont restés aux champs, l'accroissement de l'alcoolisme est venu d'une augmentation de bien-être en même temps que d'une diminution de moralité, coïncidant avec des occasions plus multipliées.

Notre siècle pris en bloc a été une période de tranquillité et de bonheur pour le peuple. Nous avons eu une terrible guerre, mais pas de ces pestes ou de ces famines, ni de ces luttes longues et meurtrières si fréquentes dans les siècles passés. Les salaires, disions-nous, ont augmenté, les choses indispensables à la vie plutôt diminué ; dans l'ordre moral, l'instruction s'est diffusée dans les masses et le suffrage universel a donné à chaque individu avec une part du gouvernement, la conscience d'une dignité plus haute.

Mais les progrès de certaines idées philosophiques ont affaibli le sentiment religieux dont le frein est si utile. A la place de l'église désertée s'est élevé le café, les communications plus faciles les rapports avec les parents ou les enfants partis à la ville ou en revenant ont donné au paysan le goût du luxe. Or, son luxe à lui

c'est d'aller souvent au marché ou à la foire et d'y boire avec tous ses amis.

En même temps, la conscription enlève chaque année des milliers de jeunes paysans, les transporte dans les villes et les livre dans les loisirs de la cantine à la camaraderie des plus mauvais qui leur apprennent l'usage des pires poisons, usage qu'ils rapporteront au village s'ils y retournent.

Enfin, la dernière influence qui cause le développement inouï de l'alcoolisme de nos jours est celle du milieu où vit l'individu, des conditions physiques dans lesquelles il se trouve. Elles agissent, nous l'avons constaté, sur la quantité absorbée, témoin l'action du climat, mais surtout sur l'effet nocif produit. C'est cet effet nuisible qui est intéressant. Il serait en effet indifférent que j'absorbe un litre d'alcool par jour si je n'en devais éprouver aucune déchéance physique intellectuelle ou morale dans ma personne ou dans celle de mes descendants.

Or l'influence du milieu est très grande. « Que le vigneron de Bourgogne, disait le D^r Peter, (1) médecin des hôpitaux de Paris, boive beaucoup, se grise « même assez volontiers de son excellent vin, il ne « deviendra pas pour cela tuberculeux parce qu'il vit « en plein air et d'une existence active. Mais pour l'ouvrier des villes qui reste tout le jour enfermé et

(1) Tourdot, *op. cit.*, p. 38.

« s'enivre de breuvages détestables dans d'infectes tabagies, il n'en est plus ainsi. »

Magnus Huss, le grand apôtre de la lutte antialcoolique dans les pays scandinaves a « prétendu que bien loin de causer la phtisie, l'alcool peut entraver la dyscrasie pulmonaire, mais il observait surtout des pêcheurs, hommes généralement robustes, actifs et vivant en plein air. »

La médecine place cependant au premier rang des conséquences de l'abus des liqueurs fortes la phtisie. Les statistiques de Ogle (1) en Angleterre sont saisissantes à ce sujet, et cela rend bien compte d'une difficulté qui vient à l'esprit quand on réfléchit sur les dangers de l'alcool. Les maladies résultant de l'alcoolisme ne semblent pas avoir été jadis les mêmes que celles que de nos jours on rapporte à cette cause. Autrefois on disait aux intempérants. « Si vous faites trop bonne chère, si vous buvez trop de vin vous deviendrez gouteux. » Aujourd'hui la goutte n'est plus l'apanage que d'un petit nombre d'aristocrates (ceux qui, notons le bien, ont le moins changé leurs habitudes de vie et la

(1) Tandis qu'en Angleterre la mortalité par phtisie pulmonaire chez les fermiers, agriculteurs, jardiniers, pêcheurs ne dépasse pas 100 à 120 cas par an, elle atteint pour les brasseurs et les marchands de vin le taux énorme de 334 et 295. Seul les tailleurs de limes, les mineurs, les cochers et les marchands des 4 saisons placés par leur profession dans des conditions défavorables accusent une mortalité par phtisie aussi forte. — Cité par Jaquet, *op. cit.*, p. 9.

nature de leurs boissons) tandis que le commun des alcooliques est en proie à une foule de maladies sinon nouvelles, du moins mille fois plus fréquentes à notre époque que dans les siècles précédents.

Cette apparition de maladies nouvelles est due à l'augmentation des alcools consommés, à leur changement de nature, aux progrès incontestables de la médecine et aussi et surtout au grand changement que nous constatons dans les conditions de la vie populaire (1).

Quelles conclusions tirer de tous ces faits ?

Le vigneron du midi, actif, laborieux, travaillant au grand air, ayant à sa disposition du vin naturel, jouissant d'un climat qui naturellement porte peu aux excès de boisson, artiste d'ailleurs et gai, sans contact avec les grandes agglomérations industrielles s'enivrera peut-être souvent mais ne s'alcoolisera pas.

Le paysan du nord, le paysan normand surtout, toucheur de bœufs ou propriétaire d'herbages, oisif, habitant un pays brumeux et froid, sans occupation, peu artiste de sa nature, en contact perpétuel avec les

(1) Le Dr Peter que nous citions plus haut, racontait le fait suivant qui semble en faveur de notre thèse : il aurait soigné dans une même maison le propriétaire et le concierge. Le propriétaire se grisait constamment, le concierge en fidèle domestique suivait l'exemple de son maître. Mais tandis que ce dernier buvait de bons vins, se nourrissait largement, chassait et se livrait à tous les sports, le concierge buvait de mauvais alcools et restait immobilisé dans sa loge. Le concierge, conclut Peter, s'anéantit le premier parce qu'il se grisait à meilleur marché et ne prenait aucun exercice. Cf. Tourdot, *op. cit.*

milieux industriels, boira beaucoup de ses alcools de cidre ou de ceux d'industrie, mais la vie au grand air, la nourriture abondante atténueront chez lui beaucoup des terribles effets d'un vice qu'il possède malheureusement à un degré éminent.

Quant à l'ouvrier des villes, mal logé, mal nourri, travaillant dans un atelier poussiéreux, au milieu des machines, il n'a ni chez soi ni famille ; il n'est pas retenu comme le paysan par l'amour de l'épargne et est incapable de goûter les quelques jouissances intellectuelles bien petites d'ailleurs, qui sont à sa portée. Tout semble conspirer à sa perte : la contagion de l'exemple, les encouragements ou tentations de commerçants sans scrupule, la mauvaise qualité des alcools mal rectifiés rendus plus nocifs, par les éthers toxiques des plantes qu'on y fait infuser, l'absence complète d'une seule boisson qui ne soit ni alcoolisée outre mesure, ni adultérée ou sophistiquée. Il est donc fatalement voué à l'alcoolisme et à son cortège de maux : la folie, la tuberculose ou l'abrutissement, car chez lui rien ne vient contrebalancer les effets nuisibles du poison.

Voilà pour le peuple. Nous ne parlerons pas des autres classes de la société. Chez elles cependant l'alcoolisme a fait aussi des progrès et elles n'ont pas comme le prolétaire l'excuse de l'ignorance ou de la misère. Là, les habitudes de cercle ou de café, les relations fréquentes, les réunions qu'on ne saurait faire sans que l'alcool soit présent sous toutes les formes, vin ou eau-

de-vie, apéritif ou liqueur fine ont fait le même mal que dans le peuple le cassé poitrine ou le fil en quatre. Les eaux-de-vie chères sont pour le moins aussi falsifiées que celles de basse qualité, et le prix de l'eau-de-vie de vin est devenu prohibitif pour presque toutes les bourses. On peut donc, en atténuant un peu, étendre à la bourgeoisie ce que nous disions pour le peuple. Mais cette classe étant mieux éclairée et moins nombreuse que le peuple les résultats sont moins dangereux. D'ailleurs le cri d'alarme des hygiénistes a été entendu et nombreux sont ceux qui en France commencent à se défier de l'alcool et en modérer l'usage.

CHAPITRE IV

SYSTÈME A EMPLOYER DANS LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME, INSPIRÉ PAR L'ÉTUDE DES CAUSES DE CE MAL

Le grand reproche qu'on peut, croyons-nous, adresser à la plupart de ceux qui ont cherché à s'attaquer au mal que nous étudions est de s'attacher à une mesure unique ou à un groupe de mesures et d'en attendre sinon la destruction totale de l'alcoolisme du moins une notable diminution. C'est là une erreur.

Nous avons vu combien de causes diverses concourent à l'état que nous déplorons. C'est en s'adressant à chacune d'elles, en agissant de tous côtés, qu'on peut espérer établir une barrière suffisante à enrayer le fléau.

Le goût pour les boissons alcooliques semble naturel et jusqu'à un certain point légitime. Leur absorption est la source d'un plaisir : « *Bonum vinum lætificat cor hominis* », dit l'Écriture, on ne voit pas pourquoi l'homme s'en priverait. L'excès en est nuisible, soit : il en est de même de l'excès en toute chose. Les sports

si en honneur à notre époque sont excellents pour la santé et pourtant l'abus qu'on en fait entraîne de graves désordres. Nous ne suivrons donc pas l'opinion des tempérants fanatiques qui voudraient réduire à l'eau claire l'universalité du genre humain et nous dirons même que si ce résultat était acquis, ce serait pour notre pays une ruine économique. Nombre de paysans non seulement ne boiraient pas de vin, mais seraient fort exposés à manquer de pain.

Mais si l'alcool est la source d'un plaisir, grossier il est vrai, il est dangereux parce que ce plaisir étant le plus à portée, presque le seul accessible à la masse populaire dont l'intelligence est peu développée et les ressources minimes, il est naturel qu'il prenne la grande extension dont nous nous effrayons. Il faut tâcher de faire diversion.

Tout homme a droit à une certaine somme de repos et de jouissances. Le paysan, l'ouvrier surtout n'ont guère que le cabaret. Sortant d'ateliers malsains pour tomber dans leur taudis ils périraient sous le faix de leur quotidien labeur sans le grossier bien-être qu'ils goûtent au café.

L'ignorance, la faiblesse de leurs ressources, le manque de direction intellectuelle les empêchent souvent de jouir d'autres plaisirs moins malsains.

C'est de ce côté qu'il faut agir par la création de bibliothèques populaires, de restaurants et cafés de tempérance bien aménagés, bien éclairés et chauffés, par

l'œuvre des jardins ouvriers qui permet au travailleur urbain de goûter les joies réelles et saines du propriétaire et de retremper sa santé au bon air et au soleil.

Contre l'abandon du foyer, les sociétés des logements à bon marché peuvent faire plus que toutes les lois. Si l'ouvrier avait un intérieur agréable, il ne boirait pas plus que le petit bourgeois, moins peut-être, le travail lui enlevant les loisirs si fatals aux esprits peu meublés.

Dans la discussion sur la loi du 23 janvier 1873, un orateur, M. Testelin, qui attaquait la proposition, disait : « Soyez bien convaincus d'une chose, c'est que « l'homme a besoin d'un idéal. Quand il n'a pas « d'idéal élevé, quand il est dans une situation infime « il cherche à sortir pour un instant de sa situation et « alors il a recours aux boissons enivrantes (1). »

C'est cet idéal qu'il importe d'entretenir ou de créer. Sous ce rapport les idées religieuses ont une grande influence. L'instruction aussi a un rôle à jouer.

Le prêtre et l'instituteur sont au village deux puissances d'autant plus grandes que rien ne peut leur faire échec. (2) Dans la plus petite commune de France ils représentent l'un les aspirations les plus nobles de

(1) *Journal officiel* du 24 avril 1872.

(2) Les évêques commencent à se rendre compte du rôle que pourrait jouer le clergé dans la lutte contre l'alcoolisme. Voir les travaux de M^{sr} Turinaz dans le *Correspondant* et le *Mandement* pour le Carême de 1900 de l'Evêque de Châlons, M^{sr} Latty sur la *Tempérance et l'Alcoolisme*. — Sur ce mouvement dans le clergé et dans l'armée, v. le *Temps*, 5 mai 1900.

l'âme humaine, la religion dont les préceptes moraux sont si simples et ont tant de force, l'autre la science, les idées sociales. Tous deux par les enfants auxquels ils s'adressent particulièrement, voient leur enseignement épandu, insinué dans tous les foyers. Si leur influence n'était souvent contradictoire, parfois hostile, rien ne pourrait résister à leur commune action.

C'est encore à ces autorités du village qu'il appartenait de rendre aux communautés rurales un peu de leur vie d'autrefois. Jadis, (1) et ceci n'est pas un paradoxe mais une réalité pénible à constater, les paysans avaient entre eux de fréquentes réunions, des fêtes joyeuses, en un mot une vie commune active : ils avaient les veillées, les jeux bruyants mais sains. Ce n'est pas un petit étonnement pour nous de voir avec une somme plus grande de bien-être et de liberté diminuer cette cohésion pour faire place à un isolement malsain.

Cette constatation que chacun peut faire dans sa sphère respective a été exposée en termes fort éloquents par M. Baudrillart dans son enquête sur la Normandie. (2)

Quelles raisons peut-on donner de cet isolement de plus en plus grand ?

(1) Voir A. Babeau. *La vie rurale dans l'ancienne France*, Paris, Didier et C^{ie}, p. 203 et suiv.

(2) Baudrillart, *La Normandie* (passé et présent). Enquête faite au nom de l'Académie des Sciences morales, Paris, Hachette 1880. Chapitre V. (Voir notamment p. 159 et suiv.).

Peut-être faut-il y voir, du moins dans nos campagnes normandes où la méfiance est la vertu nationale, la résultante des grands troubles politiques qui ont agité le siècle qui finit. La politique grâce au suffrage universel a fait irruption au village, on s'y passionne plus peut-être que partout ailleurs et plus que partout les querelles y prennent un caractère personnel. La crainte de tracasseries ou de délations, la peur d'être coté blanc ou noir, ont fait que le paysan matois et rusé a voulu garder pour lui le bénéfice de l'équivoque. Ajoutez à cela l'impossibilité des relations entre gens grossiers d'opinions différentes. Chez eux la trêve tacite qui permet les relations mondaines est impossible, elle n'existe pas.

Il faudrait donc faire des réunions de personnes d'opinions communes, mais ce serait s'embrigader dans un parti, la prudence interdit de le faire. D'où l'isolement.

Il existe cependant au village un terrain neutre : le cabaret. Le maître de céans est accueillant pour tous les gosiers desséchés et quelque soit son opinion intime il n'a garde de contrarier « une pratique ». Aller au café ne compromet personne, tout le monde y va, et c'est pourquoi le dimanche et les jours de repos tous les cabarets sont pleins.

Il y avait trêve jadis le dimanche matin pour la messe. Aujourd'hui dans certains pays des instituteurs dévoués ont imaginé, soutenus par l'autorité, de donner

dans l'après-midi de dimanche des conférences souvent fort intéressantes et toujours très suivies. On ne peut qu'applaudir à de semblables mesures.

La création de bibliothèques rurales est malheureusement bien difficile, étant données les faibles ressources des budgets municipaux. Cela est profondément regrettable. Du moins les villes devraient-elles faire de grands efforts en ce sens.

Nous avons dit quelle est à notre avis la néfaste influence du travail commun en manufactures, du travail des femmes spécialement sur la moralité du foyer et en particulier sur l'alcoolisme dans la famille. Toute mesure qui tendrait à rétablir la femme dans son intérieur serait un moyen de lutte très efficace contre le mal.

Si l'alcool est la cause d'un plaisir, il est en même un aliment ; aliment détestable peut-être, assurément dangereux. Soit, il n'en est pas moins vrai qu'il fait illusion et semble donner des forces à qui l'emploie.

Certains ont vu là la raison principale du développement de l'alcoolisme « Liebig a prétendu avec raison « que c'était une exception quand un homme bien « nourri se met à boire de l'eau-de-vie (1). » Et le même auteur à l'appui de cette théorie décrivait le repas d'un ouvrier filateur par exemple de la région Rouennaise : « Le repas de midi est généralement ici de tous ceux

(1) Tourdot, *op. cit.*

« de la journée le plus confortable et pourtant il est
 « souvent insuffisant. C'est ainsi que beaucoup d'ou-
 « vriers et d'ouvrières se contentent de pain avec un
 « hareng saur ou bien une ou deux atignolles (prix 0 fr. 05
 « 50 gr. de mie de pain autant de viande hachée et
 « 10 gr. de graisse de porc). A cela on ajoute le café et
 « toujours une quantité variable d'au-de-vie. Nous pou-
 « vons affirmer qu'une grande quantité de travailleurs
 « des deux sexes et de tout âge dépensent par repas
 « 0 fr. 25 d'aliments véritables et 0 fr. 50 d'eau-de-
 « vie (1). »

Il faut donc tâcher de faire équilibre à l'alcool comme aliment encourager les cantines que certains industriels philanthropes ou simplement bien avisés (2) ont installées dans leurs établissements, favoriser aussi soit par une réduction de patente, soit autrement les petits restaurants à bon marché qui ne vendent pas d'alcool, créer dans les quartiers ouvriers des restaurants de tempérance et les subventionner, ouvrir les portes des villes sans octroi aux aliments de première nécessité, aux boissons dont l'usage modéré n'est pas nuisible, comme le vin, la bière, le cidre ; et au besoin faire supporter à l'alcool les pertes que ferait ainsi le budget.

Jusqu'ici nous n'avons vu que des moyens indirects

(1) Tourdot, Thèse 1886, *L'Alcoolisme dans la Seine-Inférieure*, p. 86.

(2) Tourdot, *op. cit.*, p. 81.

de philanthropie ou d'administration ; nous voici au point où la loi peut et doit intervenir.

Les alcools non rectifiés sont plus toxiques que les autres, la loi n'admettra dans la consommation que des produits suffisamment rectifiés.

Certaines boissons tels que les vins, les bières, etc., sont adultérées soit par des mélanges soit par l'incorporation nuisible d'alcools de basse qualité ou de substances malsaines, on proscrira ces usages. Le vin est un produit parfaitement défini, pourquoi le législateur tolérerait-il sous le nom de vin un liquide coloré plus ou moins alcoolique ? On ne permettra plus de faire de la bière avec de l'acide picrique ou de la strychnine pas plus qu'il n'est permis de faire du beurre avec de la margarine bien que cela soit tout à fait inoffensif. On appliquera les lois sur les falsifications ; au besoin on en fera d'autres.

A côté de la qualité importante, il est vrai, il y a la quantité plus importante encore.

On a constaté un rapport constant et direct entre le nombre des cabarets et celui des buveurs, la réduction des cabarets s'impose. Il faut séparer le plus possible les autres professions de celles de marchand d'alcools ou de liqueurs, tâcher de les isoler afin que chez l'épicier ou au bureau de tabac, chez le restaurateur comme chez le mercier, les clients n'aient pas comme une tentation perpétuelle un comptoir sous les yeux.

Il faudrait éloigner les cabarets des lieux de réunion,

des édifices publics, ne pas tolérer la vente d'alcools dans les chemins de fer, les théâtres, etc.

Là où le gouvernement a un contrôle absolu, où toutes les mesures peuvent être appliquées avec rigueur, proscrire efficacement l'absinthe et même tous les alcools.

Contre le cabaretier la loi de 1873 est insuffisante, nous verrons comment on pourrait la modifier.

Venons à la personne de l'alcoolique.

Appliquer avec rigueur la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse publique, l'appliquer non pas seulement dans les bouges infâmes mais aussi bien sur les clients des plus luxueux restaurants de nuit de la capitale, ne faire aucune acception de personnel, en un mot, appliquer la loi avec fermeté.

Changer les peines pour les cas de récidive, les transformer en des internements à longue durée, dans des établissements spéciaux, user, en ce cas, des peines indéterminées.

Pour les dipsomanes, créer des hôpitaux d'ivrognes ou user de ceux établis par l'initiative privée. Enfin pour les autres, pour ceux que ne peuvent atteindre les lois et qui sont cependant en danger, admettre qu'un engagement signé par eux, pour une maison de traitement, soit obligatoire sous certaines conditions destinées à sauvegarder la liberté individuelle.

Enlever à l'ivrogne d'habitude ses droits politiques, le déchoir de son pouvoir paternel, permettre à la

femme de jouir au moins du fruit de son travail personnel et même de prélever une somme sur le salaire de son mari lorsqu'il y a des enfants.

Enfin, favoriser par tous les moyens, les sociétés qui ont engagé la lutte contre l'alcoolisme, surtout celles dont les œuvres se manifestent autrement que par des discours, soutenir leurs œuvres sans chercher à les réglementer ; leur laisser la plus grande latitude dans l'emploi des moyens,

Tel est, selon nous, l'ensemble des mesures qui pourraient parvenir autant que le permet l'état social actuel à diminuer le danger. Pour nous soutenir dans cette voie et nous prouver que notre espoir n'est pas une chimère, nous avons l'exemple de la Suède, de la Hollande, de l'Angleterre même.

A ceux qui seraient tentés de nous dire que la part de la loi est si petite qu'à peine on peut en parler, nous répondrons avec le président de la commission chargée d'étudier la loi de 1873 : « Toutes les fois qu'on attaque
« un vice social, le jeu, la débauche, l'ivrognerie, il est
« évident qu'il n'y a pas un moyen unique, une panacée pour se débarrasser de ce vice. La religion dit :
« Je modérerai l'homme ; je lui apprendrai la sagesse. »
« Elle a raison. L'éducation dit : « Je lui donnerai des
« goûts plus élevés. » Elle a raison. Les économistes
« disent : « Nous organiserons des associations de tempérance. » Ils ont raison. L'hygiène dit : Il faut donc
« ner de meilleurs aliments, donner de bons vins, sup-

« primer les octrois. » Elle a raison. Mais la loi vient à son tour et dit : « Je mettrai mon poids dans la balance et je saurai bien imposer ma volonté ! » Elle a raison..... « Nous travaillerons dans la mesure du possible, sans nous faire illusion sur ce que nous pouvons obtenir, c'est-à-dire en législateurs et dans la mesure de la puissance législative. »

DEUXIÈME PARTIE

SECTION A

LÉGITIMITÉ DE LA RÉPRESSION

Lorsque le 12 mars 1861 (1) au Sénat, M. Larabit se fit l'interprète du Conseil municipal de Versailles et réclama une loi répressive de l'ivresse publique, un orateur du gouvernement répondit : « L'ivrognerie n'est pas » un délit en soi, elle n'est qu'un état inconvenant, » fâcheux, où l'homme se rapproche de la bête, ce n'est » qu'un mauvais usage qu'il fait de sa liberté comme on » en voit bien d'autres, et ce mauvais usage n'est pas » dans les choses qu'on peut réglementer ».

Ce raisonnement semble inattaquable à première vue. Qu'est-ce que l'ivresse ? (2). Le résultat d'une série

(1) *Officiel* du 14 mars 1861.

(2) Carnignani. *Teoria delle leggi della sicures, ja sociale*, liv. II, chap. .

Chap. XI, § 6 (Tome II, p. 286). « L'ivresse n'est pas un acte, mais le résultat de plusieurs actes de boisson et chacun de ces actes considéré isolément est par lui-même licite ou indifférent. »

d'actes bons en soi ou tout au moins indifférents. Un individu boit à plusieurs reprises une liqueur alcoolique, c'est son droit absolu. Il advient qu'après des rasades trop nombreuses, il perd la raison, il s'enivre. C'est là s'il a été voulu un résultat immoral. Toutes les religions toutes les morales sont unanimes sur ce point comme elles sont unanimes à condamner les excès de nourriture.

Mais il semble que la loi ne doive intervenir que dans les cas relativement rares où l'ivresse bruyante ou tapageuse menace de troubler la tranquillité publique. Cela rentre alors dans les cas prévus par l'article 479 du Code pénal.

La loi en effet n'est pas la morale, et comme le disait l'orateur que nous citions tout à l'heure, il y a beaucoup de mauvais usages de la liberté que la loi ne punit pas et ne peut pas punir.

On conçoit parfaitement que le Droit canonique qui cherchait à sanctionner la morale religieuse, que les législateurs tels que Charlemagne dont les Capitulaires ont subi la forte empreinte de l'Eglise Romaine, on comprend encore que les rois très chrétiens comme François I^{er} aient fulminé et sévi contre de tels excès. Celà se conciliait à merveille avec l'idée que tous les pouvoirs religieux ou séculiers devaient tendre à réaliser cet idéal : sanctionner de tout leur pouvoir la morale chrétienne.

D'où les peines contre les hérétiques et les sacrilèges, les blasphémateurs et les ivrognes.

Mais de nos jours la loi s'est laïcisée; le pouvoir séculier ne vient plus prêter aux Saints-Canons la puissance de son bras, les deux pouvoirs religieux et civil ont chacun leur domaine propre.

Comment va-t-on empêcher un citoyen de ruiner sa santé en s'enivrant, quand il peut sans encourir de répression attenter à sa vie.

Sur quoi va-t-on pouvoir fonder la punition de l'ivresse? sur quoi surtout la répression de l'alcoolisme, ce mal souvent inconscient, latent dans la majorité des cas.

Il semble que la loi du 23 janvier 1873 sur l'ivresse ait été aussi loin qu'il est possible sans empiéter sur le terrain de la morale, qu'elle a même été trop loin. N'a-t-elle pas créé une contravention spéciale pour l'ivresse publique? N'a-t-elle pas édicté des peines qui après récidive peuvent devenir considérables?

C'est là une anomalie.

Elle a son pendant dans un autre délit qui, à l'inverse de celui qui nous occupe, n'a aucun fondement moral : le vagabondage. Rien de plus moral ou du moins de plus indifférent que d'errer à son gré, même lorsqu'on est dénué de toutes ressources. C'est en effet un des droits les plus sacrés de l'homme, la base même de la liberté, que celui de circuler à sa guise.

Au nom de quel principe veut-on empêcher un homme de boire même avec excès ou de se promener par voies et par chemins?

C'est, répond la sociologie, au nom du principe de défense sociale. La société comme l'individu a son existence, elle doit avoir le droit de la défendre. Dans cette lutte pour la vie, on conçoit qu'elle réprime les actes qui troublent son bon fonctionnement même s'ils sont indifférents, c'est le cas du vagabondage, et laisse de côté des actes peut-être fort immoraux mais dont l'accomplissement ne la menace nullement.

La société est un organisme, dit-on de nos jours, et comme tout organisme, elle lutte contre tous les éléments de dissolution qui se trouvent en elle. La moralité de l'acte incriminé qui est le fondement *in abstracto* du droit de punir fait place ici à la notion utilitaire dans toute sa férocité (1) et les lois sanctionnent parfois de grandes injustices. Je n'en veux pour preuve que la *prescription*. Comment, moralement parlant, expliquer l'impunité du crime ou du délit parce que le coupable s'est soustrait pendant un temps plus ou moins long à la vindicte publique ?

M. Garraud pose pour le droit de punir les bases suivantes :

« 1^o La loi pénale essentiellement déclaratrice de la
« moralité des actes humains ne peut incriminer ceux
« que la morale honore ; elle ne peut frapper que ceux
« qu'elle réprouve.

« 2^o Tout ce qui est commandé ou défendu par la

(1) V. Garraud. *Précis de Droit Criminel*, 6^e édit., p. 15.

« la loi morale ne doit pas être commandé ou défendu
« par la loi pénale. Celle-ci, en effet, ne peut incrimi-
« ner les actes immoraux que s'ils troublent l'ordre
« public qu'elle a pour unique raison de garantir, par
« les effets préventifs et répressifs de la peine.

« 3° La pénalité doit être renfermée dans deux
« limites, la justice et l'utilité. Pas plus qu'il n'est
« juste, pas plus qu'il n'est utile, telle doit être la for-
« mule de tout système pénal.

« 4° Enfin, la loi sociale ne peut punir qu'un cou-
« pable, c'est-à-dire un individu socialement et morale-
« ment responsable. »

Pas plus qu'il n'est juste, pas plus qu'il n'est utile !

Si nous commençons par le principe d'utilité, aucun doute. Il y a un intérêt capital pour la société à réprimer l'alcoolisme et l'ivresse sa manifestation aiguë. Les ruines accumulées par le terrible poison, nous les avons vues dans la première partie de ce travail. Il y a pour la société intérêt de vie ou de mort à empêcher les parents d'empoisonner leur descendance, à veiller à la conservation de la famille. Il y a intérêt pour la société à voir ses membres sains et non rachitiques à avoir des hommes intelligents et moraux et non des idiots, des criminels ou des monstres. Si une loi peut être bien qualifiée, loi de défense sociale, c'est bien celle qui réprime ce vice. Et comme l'alcoolisme plus que l'ivresse, si elle n'est pas compliquée du premier, est le grand danger, c'est l'alcoolisme qu'on doit sur-

tout frapper. L'ivresse n'est qu'une faute légère socialement, elle est surtout grave à cause des habitudes qu'elle décèle et de la contagion qu'elle peut amener, mais quand elle est accidentelle, sa portée sociale est faible.

Au point de vue moral la question change du tout au tout. L'homme qui sciemment, pour le plaisir de boire aliène sa liberté, se rend semblable à la brute et, comme elle, devient prêt à subir n'importe quelle impulsion mauvaise, est un grand coupable et s'il est vrai que la raison est une faculté inestimable, combien n'est pas grande la faute de celui qui y renonce pour une jouissance grossière !

Quant à l'alcoolisme, c'est autre chose, surtout si l'on songe à cette forme particulièrement répandue qu'on a nommée *alcoolisme latent*, celui qu'on contracte sans s'en douter en suivant seulement les usages du groupe auquel on appartient sans avoir conscience du danger.

Le plus souvent, en effet, celui qui s'alcoolise le fait inconsciemment. C'est un ouvrier pour qui le vin blanc du matin « donne des forces », qui prend un « apéritif » pour faire passer un repas détestable qu'il oublie avec la « goutte ». C'est un bourgeois qui fait innocemment sa manille en buvant des bocks avec ses amis. C'est un soldat, qui, trouvant dans la cantine le seul endroit de la caserne où l'on soit à l'abri des corvées et des punitions, y consomme pour y rester.

Ce sont enfin des femmes du monde qui prennent du bout des lèvres en revenant du Bois un verre de Madère

chez le pâtissier à la mode et courent ensuite de *five o'clock* en *five o'clock*, de diners en diners, de soupers en soupers.

A côté de ces inconscients chez qui la responsabilité n'existe pas, il y a ceux qui boivent, sachant vaguement que l'alcool est un poison : le médecin (le cas n'est pas rare) qui conseille à ses clients la modération la plus grande, mais prend son absinthe avec volupté, en pleine conscience de ce qu'il fait « parce qu'il en a l'habitude » ; la masse de ceux qui disent : « Oui l'alcool est un poison mais je suis fort, robuste, j'en ai bu d'autre que cela et jamais je n'en ai souffert, j'ai la tête forte ».

Il y a enfin la classe des malheureux victimes de leurs professions portés invinciblement à l'alcoolisme sans une résistance héroïque excessivement rare : les marchands de vin, restaurateurs, aubergistes, cafetiers, garçons de café, commis-voyageurs, brasseurs, etc.

Quelle est la part d'immoralité dans tous ces actes ? Elle est bien faible. Les uns sont devenus dipsomanes avant de s'apercevoir du danger. Les autres trouvent dans nos mœurs un encouragement à leur vice où à leur défaut. Notre époque, notre société sont en effet pleines de mansuétude pour l'alcoolique, on le plaint on déplore les égarements où le vice l'entraîne, les malheurs qu'il sème autour de lui. C'est tout.

Peut-on le considérer vraiment comme moralement et socialement responsable ?

Nous ne le croyons pas.

D'ailleurs en admettant la culpabilité et la responsabilité de tous les alcooliques, la répression en resterait toujours sinon impossible absolument, du moins trop difficile pour qu'une loi pût la réaliser.

La loi répressive doit, sous peine de revenir tyrannique, être restrictive et par conséquent le délit doit être parfaitement défini, facile à constater. Nous verrons que lors de la discussion de la loi du 23 janvier 1873 une des objections sérieuses fut celle tirée de l'ambiguïté des mots *ivresse manifeste*. Pourtant l'ivresse est facile à constater. Si de tels scrupules qui honorent le législateur ont pu se faire jour, combien n'en rencontrera-t-on pas dans la punition de l'alcoolisme.

Comment le définir ?

Dira-t-on que quiconque absorbe une quantité donnée d'alcool peut-être réputé alcoolique et puni comme tel ? Cela est impossible. Comment faire la preuve ? De plus, nous l'avons vu, la quantité nocive varie avec l'habitant, la profession, l'âge, la constitution, les habitudes du buveur ; et aussi avec la nature de la boisson absorbée.

Il y a là impossibilité absolue.

Fera-t-on subir à tout citoyen une sorte de conseil de révision souvent renouvelé et punira-t-on comme alcooliques ceux que la Faculté aura désignés ?

Le danger serait grand. L'impéritie ou la malveillance d'un médecin pourrait entraîner pour l'homme le plus sobre une condamnation infamante, sinon dans la loi, du moins dans les mœurs, car les opinions des savants

varient beaucoup. Et puis comment reconnaître entre les autres les héréditaires alcooliques ceux qui doivent leurs tares aux fautes de leurs aïeux !

L'opinion presque unanime des juristes, est que la législation est impuissante à atteindre l'alcoolisme dans la personne de l'alcoolique directement.

Lors de la discussion du rapport de M. Vidal sur l'alcoolisme (*Revue pénitentiaire*, 1897), M. Tarde disait : « Il serait peut-être illusoire de compter l'action pénale « parmi les remèdes vraiment efficaces contre l'alcoolisme » et M. H. Joly ajoutait : « Il ne faut pas trop « compter sur les mesures pénales pour réprimer le « fléau de l'alcoolisme..... Je suis parfaitement d'avis « que l'ivresse proprement dite visée par la loi de 1873 « soit poursuivie et réprimée plus qu'elle ne l'est : mais « cette maladie qu'on appelle l'alcoolisme est très distincte de l'ivresse. » Et l'orateur rappelant un mot légèrement paradoxal du Dr Lassègre disait : « L'alcoolique est un homme qui ne s'énivre pas. »

C'est cette forme insidieuse, latente, sourde, qui ne se manifeste que lorsqu'elle produit des effets irréparables qu'il est difficile de poursuivre... « Il y a par conséquent « là quelque chose qui est insaisissable qu'aucune poursuite et qu'aucune loi pénale ne peuvent atteindre « efficacement. »

Le législateur se trouve donc en présence des catégories suivantes :

1° Celui qui s'est enivré par hasard.

2° L'ivrogne d'habitude.

Pour ces deux catégories la répression directe est possible et peut même, croyons-nous, être efficace nous verrons à quelles conditions.

3° Les alcooliques devenus fous à la suite d'excès. Pour ceux-là la législation des aliénés intervient et déjà des asiles spéciaux tels que celui de Ville-Evrard ont été créés.

4° Les dipsomanes malheureux, plus malades que coupables, chez qui la responsabilité est atténuée. Pour eux une législation spéciale s'impose.

5° Enfin les alcooliques latents contre lesquels aucune loi répressive n'est possible bien que ce soient les plus dangereux.

Nous allons dans un premier chapitre étudier la répression directe sur la personne même de l'ivrogne, analyser notre législation actuelle et chercher si dans les lois anciennes ou modernes de notre France ou de l'étranger il n'est pas quelques mesures qu'on pourrait avantageusement introduire chez nous sans qu'elles heurtent nos habitudes, nos mœurs, nos idées modernes. C'est là en effet le grand danger de ces sortes de transplantations d'une loi d'un pays à l'autre. L'acclimatation est parfois impossible et la loi nouvelle comme un arbre transporté subitement d'un terrain dans un autre, végète et meurt au lieu de porter les fruits qu'on en espérait.

CHAPITRE I

LA LOI CONTRE L'IVRESSE

La loi de 1873 est, depuis la Révolution, la première qui se soit donné pour tâche de réprimer l'ivresse et même l'alcoolisme.

Des tentatives avaient été faites en ce sens en 1861 sur la pétition du Conseil municipal de Versailles, mais le Sénat saisi avait décidé « que la question d'ivresse étant éminemment du ressort de la police, la pétition ne devait pas être renvoyée au ministère de la justice mais bien au ministère de l'intérieur » (1).

L'ivrogne qui faisait du scandale ou du tapage était naturellement passible, comme tout individu, des articles du Code pénale qui règle spécialement ces matières, mais aucune disposition spéciale ne lui pouvait être appliquée.

Si l'ivrogne sans y avoir été provoqué profère des injures autres que celles prévues par l'art. 367 jusques

(1) *Journal officiel* 14 mars 1861. Proposition Larabit.

et compris l'art. 378 (art. 71, § 11, C. p.). S'il avait jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos et aussi s'il avait volontairement jeté des corps durs ou des immondices sur quelqu'un (art. 474, § 8 C. p.). Si enfin il était auteur ou complice de bruit ou tapage injurieux ou nocturne troublant la tranquillité des habitants, il était passible d'une amende qui variait de 1 à 15 fr.

Certains maires ou préfets émus par les progrès de l'ivresse publique avaient tenté d'atteindre l'ivrogne en dehors de ces cas normaux, en lui appliquant la disposition du § 4 de l'art. 471 C. p. qui punit également d'un amende de 1 à 5 fr. « ceux qui auront embar-
« rassé la voie publique en y déposant ou y laissant
« sans nécessité des matériaux ou des choses quel-
« conques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la
« sûreté du passage... »

Certes la présence d'un homme ivre incapable de se diriger ou tombé comme une masse, embarrasse la voie publique et diminue à la fois la liberté et la sécurité du passage. Mais l'ivrogne peut-il être assimilé à des matériaux ou à des *choses quelconques*? Bien qu'une masse inerte, comme un homme absolument ivre, semble se rapprocher davantage d'une *chose quelconque* que d'une créature humaine, la Cour de cassation n'avait pas admis l'assimilation et sa jurisprudence constante avait coupé dans la racine toute tentative de législation.

Quoi qu'il en soit l'usage général fut d'établir un local spécial où l'on transportait l'ivrogne et qui est connu sous le nom vulgaire de « violon ». L'ivresse dissipée, on relaxait l'individu. C'était déjà quelque chose puisqu'on le mettait dans l'impossibilité de nuire à lui-même et à autrui pendant la durée de la crise.

Les malheurs de 1870-1871, les excès d'ivrognerie qui se manifestèrent pendant la guerre dans les armées et surtout à Paris pendant le siège et la Commune firent ouvrir les yeux aux moins clairvoyants (1). A cette époque d'ailleurs un grand effort fut fait pour relever la France et l'activité de l'Assemblée nationale fut admirable. Cette idée de relèvement se fit jour sous le rapport de M. Desjardins sur les propositions de loi Roussel et Vilfeu et Desjardins : « Il est un point, dit-
« il, sur lequel tous les membres de cette Assemblée
« pensent et sentent de même. Ils savent tous que pour
« rétablir la France à son rang, il faut rendre à la popu-
« lation sa force physique et morale. Ils ont l'ambition de
« relever le pays, ils doivent avoir l'intention de la régéné-
« rer. Combattre un penchant qui a été longtemps regardé
« comme inoffensif parce qu'il semblait n'abaisser et ne
« corrompre que l'individu, mais dont le prodigieux déve-
« loppement a fini par menacer la société tout entière et

(1) Lettre de M. H. S^{te} Claire-Deville au général Trochu sur *La Consommation effrénée de liqueurs alcooliques pendant le siège* : Lettre du 18 déc. 1870, *In tempérance*, p. 124, année 1873.

« a contribué à l'abaissement passager du pays. C'est un
« devoir pour les hommes auxquels ce pays a confié le
« vœu de rechercher et de guérir ses maux. « Vous n'y
« manquerez pas, Messieurs, votre sagesse ne vous per-
« mettra pas de concevoir des illusions sur les mesures
« que vous adopterez. Vous vous convaincrez qu'elles
« sont nécessaires, vous n'espérerez pas qu'elles soient
« toutes puissantes. Mais le regret de ne pas faire autant
« de bien que vous le voudriez ne vous empêchera pas
« d'en faire autant que vous le pourrez » (1).

La première en date de ces propositions de loi était celle de M. Vilfeu-Desjardins de la Sicotière, etc. (31 juillet 1871).

Mais M. Théophile Roussel en présenta une autre le 16 août de la même année et l'urgence de cette proposition fut déclarée.

Ces projets répondaient au vœu de la nation. Dans la séance de l'Assemblée nationale du 17 février 1872, M. Pajot rapporte une série de pétitions dont l'une lue *in extenso* était signée de M. Falconnet, président à la Cour d'appel de Paris. (2)

Après une discussion assez vive et fort intéressante (3)

(1) *Journal officiel*, 8 janvier 1872.

(2) *Journal officiel*, 7 février, 24-23 avril 1872, janvier 1873.

(3) Pétition de M. Falconnet « Qui ne sait que pendant le siège de Paris il a été bu en 5 mois la provision d'une année d'eau-de-vie et de vin ? Qui ne se rappelle le spectacle de certains bataillons de la garde nationale transformés en bandes d'ivrognes et se rendant aux remparts ? Ces excès étaient devenus si habituels

la loi du 23 janvier 1873 fut votée. Elle a pour titre : *Loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme.*

Elle contient en effet deux séries de dispositions, l'une frappant directement les ivrognes, l'autre punissant les cabaretiers et débitants qui facilitaient l'ivresse.

Nous ne nous occuperons ici que des dispositions frappant directement l'ivrogne. Les voici :

ARTICLE PREMIER. — Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement ceux qui seront trouvés en état d'ivresse *manifeste* dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets, ou autres lieux publics.

« Les articles 474 et 483 C. p. seront applicables à la « contravention indiqué au § précédent. (1)

« ART. 2. — En cas de nouvelle récidive, conformément à l'article 483, dans les 12 mois qui auront « suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera tra- « duit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une « amende de 16 à 300 fr.

et si dangereux qu'un journal proposa sérieusement de n'utiliser les gardes nationaux que 24 heures après leur arrivée au poste de combat afin de leur laisser le temps de retrouver leur sang froid. *Tempérance* 1873, p. 239.

(1) Art. 474. La peine de l'emprisonnement aura toujours lieu en cas de récidive pendant 3 jours au plus.

Art. 483. Il y a récidive lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant dans les 12 mois précédents un premier jugement pour contravention de police comme dans le ressort du même tribunal-

« Quiconque ayant été condamné en police correc-
« tionnelle pour ivresse depuis moins d'un an, se sera
« de nouveau rendu coupable du même délit, sera con-
« damné au maximum des peines indiquées au § précé-
« dent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au dou-
« ble.

« ART. 3. — Toute personne qui aura été condamnée
« deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse
« manifeste, conformément à l'article précédent,
« sera déclarée par le second jugement incapable
« d'exercer les droits suivants : 1^o de vote et d'élection ;
« 2^o d'éligibilité ; 3^o d'être appelée ou nommée aux fonc-
« tions de juré ou autres fonctions publiques ou aux
« emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions
« ou emplois ; 4^o de port d'armes pendant deux ans à
« partir du jour où la condamnation sera devenue irré-
« vocable.

« ART. 9. — L'article 463 (1) du Code pénal sera
« applicable aux peines d'emprisonnement et d'amende
« portées par la présente loi. L'article 59 du même

(1) Art. 463 al. 9 (Décret 27 nov. 1870). Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive à réduire l'emprisonnement même au-dessous de 6 jours et l'amende au-dessous de 16 fr., ils pourront ainsi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines et même substituer l'amende à l'emprisonnement sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police.

« Code ne sera pas applicable aux délits prévus par la
« présente loi. (1)

« ART. 11. — Toute personne trouvée en état d'ivresse
« dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou
« autres lieux publics pourra être, par mesure de police,
« conduite à ses frais au poste le plus voisin pour y être
« retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

Cette loi paraît un minimum bien insuffisant à notre époque.

Il ne faudrait pas cependant méconnaître qu'elle a peut-être été aussi loin qu'il était possible en France quand elle fut proposée. Le principe même de la répression de l'ivresse fut vigoureusement combattu à l'Assemblée Nationale et la minorité opposée à la loi était puissante, d'autant plus que le cabaretier a toujours été un électeur influent et qu'il faut quelque force d'âme à un homme politique pour toucher aux intérêts de ses électeurs. C'est pour cela que la proposition Roussel, bien plus complète suivant nous, bien plus efficace, resta lettre morte. La commission, de peur de voir son projet tout entier succomber, préféra être d'une modération qui peut aujourd'hui paraître excessive.

Les législations étrangères n'existaient presque pas. A peine trouvait-on quelques dispositions répressives

(1) Art. 59. Les complices d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs même de ce délit.

dans certains Etats de l'Union américaine, en Angleterre (1) et en Suède. Il était difficile de prévoir les résultats et permis d'espérer que quelques francs d'amende ou quelques jours de prison feraient réfléchir les buveurs endurcis.

Aujourd'hui l'expérience est faite, la loi du 23 janvier 1873 n'a pas donné les résultats qu'on en attendait. L'alcoolisme a continué ses effrayants progrès et si le nombre des contraventions et des délits a presque constamment été en décroissant, (2) il faut y voir non une diminution du nombre des délinquants, mais une

(1) La loi anglaise nouvelle *The Licenning* 1872, était toute récente mais ne faisait que renforcer les pénalités déjà existantes et d'ajouter quelques améliorations, v. *Annuaire de législation étrangère*, T. II. Traduction Edmond Bertrand.

(2) Le nombre des condamnations pour ivresse a suivi la courbe suivante :

	Correctionnelle	Simple police	Contraventions conciliantes à d'autres délits
1875	5.523	81.486	11.473
1876	5.287	75.034	11.239
1877	4.462	70.062	10.369
1878	3.618	59.779	8.575
1879	3.005	54.644	8.340
1880	2.601	49.073	9.040
1881	2.939	54.185	10.255
1882	3.370	55.299	10.266
1896	2.753		9.267

Dans le compte rendu de la justice criminelle pour l'année 1880, p. 86, le rapporteur constatait : 1° diminution constante du nombre des affaires causée par le relâchement dans les poursuites ; 2° proportion exacte à peu près entre le rapport des boissons et des condamnations, sauf pour le midi. Les poursuites sont plus fréquentes pour les départements buvant des alcools d'industrie.

modération dans la répression qui frise la faiblesse (1).

Les causes de cette faiblesse sont nombreuses. Au premier rang il faut placer les mœurs qui en résumé fort débonnaires pour l'ivrogne le considèrent un peu comme une victime lorsqu'il est arrêté et condamné.

De plus, les agents ou magistrats chargés de relever les condamnations, ne le font qu'avec la plus grande répugnance et ferment les yeux dans la plupart des cas. Dans les campagnes, le garde-champêtre se grise avec ceux contre lesquels son devoir serait de verbaliser. Ce fonctionnaire, d'ailleurs a hérité de la réputation de bravoure qui illustra les Francs-Archers et il hésite la plupart du temps par la crainte de se faire des ennemis. Le maire est un élu, il lui faut ménager ses électeurs et bien peu nombreux sont ceux que prennent au sérieux leur rôle d'officier de police judiciaire. Les gendarmes écrasés par la mobilisation, par les enquêtes,

(1) Une circulaire du Ministre de l'Intérieur en date du 30 novembre 1874, prouve combien on eut de peine à faire exécuter la loi. « Monsieur le Préfet, il résulte des rapports... que certains fonctionnaires et agents de l'ordre civil n'apportent pas dans l'exécution de la loi sur l'ivresse toute l'activité désirable et laisseraient peser exclusivement sur la gendarmerie les soins et l'impopularité de cette exécution.

« Je vous prie d'appeler de nouveau sur les dispositions de cette loi l'attention des commissaires de police et des maires... L'art. 13 chargeant spécialement les gardes-champêtres de rechercher les délinquants et de verbaliser contre eux, vous voudrez bien recommander aux maires de faire comprendre à ces agents l'importance des attributions nouvelles qui leur ont été conférées et de veiller à ce qu'ils s'en acquittent convenablement. »

par un travail de bureau énorme, trop peu nombreux d'ailleurs, ne courent guère la campagne et se bornent à suivre un itinéraire connu, à des jours fixes. L'ivrogne n'est donc guère en danger à la campagne et la répression y est si rare qu'elle ne doit pas peser lourd sur sa volonté pour l'éloigner du cabaret.

Dans les villes, dans les grandes villes surtout, à Paris notamment, on peut dire que l'ivresse n'est pas du tout réprimée (1). Les quelques contraventions mises sous ce nom seraient neuf fois sur dix tombées sous l'application des articles du Code pénal. Il faut pour qu'un ivrogne soit arrêté, qu'il ait fait du tapage ou causé un scandale quelconque, sans cela il peut tituber à son aise et embrasser les becs de gaz sous l'œil bienveillant des gardiens de la paix (2).

La répression déjà bien énervée pour le peuple est absolument nulle pour les ivrognes des classes dites aisées. Quel est donc l'agent assez hardi pour conduire au poste un monsieur en habit qui sort en trébuchant d'un restaurant de nuit ? ou d'un cabaret à la mode ? Il risquerait probablement une réprimande et l'affaire le plus souvent serait classée. C'est cependant dans ces cas là que la pénalité pourrait être efficace : en tous cas elle serait mieux méritée qu'en toute autre circons-

(1) A Paris, en 1896, il n'a été relevé que 1084 contraventions pour ivresse.

(2) La loi de 1873 est pourtant formelle et son article 11 dispose : « Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les chemins, etc., « sera par mesure de police conduite au poste le plus voisin »

tance, car l'homme du monde n'a aucune des excuses qui permettent souvent de plaindre le pauvre diable, sinon de l'absoudre.

Tant que l'opinion publique sera ce qu'elle est, indulgente à l'ivrogne, cette question d'application de la loi, fût-elle parfaite, restera un gros problème. On avait prévu déjà cette difficulté lors de la discussion de la loi et un des adversaires du projet, M. Testelin, s'écria qu'il y aurait « des ivrognes de gouvernement et des ivrognes de l'opposition ». C'est là une exagération ; au point de vue de la poursuite tous les ivrognes sont ivrognes de gouvernement, car tous sont électeurs et il est dangereux de les blesser dans leurs affections les plus chères.

Quel est donc le moyen d'empêcher une loi de tomber ainsi en désuétude ?

Nous sommes d'avis de laisser à ceux qui la détiennent la mission de dresser procès-verbal contre les citoyens en état d'ivresse, on pourrait même s'efforcer de stimuler leur zèle par des circulaires réitérées, il n'est pas à craindre que maires ou gardes champêtres fassent preuve d'une sévérité exagérée.

A ces agents on pourrait adjoindre une aide efficace. Il suffirait de permettre aux sociétés de tempérance de poursuivre les ivrognes par citation directe. Naturellement ce droit ne serait accordé qu'à des sociétés reconnues par l'Etat, composées d'hommes honorables et sous certaines garanties.

La tempérance a ses apôtres (il suffit de lire les documents américains pour se convaincre à quel point leur foi est ardente, si l'on en juge par ses manifestations grotesques). Certains hommes dévoués, en dehors de ces exagérations qui prêtent à rire, pourraient rendre les plus grands services en ce sens.

Persuadés qu'ils travaillent pour le bien commun, ils ne reculeraient pas devant les haines qui pourraient s'accumuler contre eux. Simples particuliers, ils n'auraient cure de l'opinion et ne redouteraient pas la sanction électorale. Enfin leur intervention désintéressée, zélée, rendrait les plus grands services pour réprimer les fautes qui sont à la fois les plus criminelles absolument, et d'un exemple plus dangereux, celles des gens du monde. Un procès-verbal dressé à la requête d'un membre de l'Académie de médecine, d'un aliéniste ou d'un sociologue connu, auraient une autorité que n'ont pas ceux des simples agents. Plus serait haute la personnalité du délinquant et de son accusateur, plus grande serait la publicité autour de cette affaire, meilleurs en seraient les résultats. La peine deviendrait exemplaire (1).

Qu'on ne dise pas que les membres des sociétés de tempérance n'useraient pas de ce droit si la loi le leur accordait et qu'ils seraient médiocrement flattés de ce

(1) En ce sens, M. Petit conseiller à la Cour de cass. Discussion du Rapport Vidal. *Rev. Pénit*, 1897.

rôle de sergent de ville. Ce rôle, ils le réclament (1) a grands cris pour la plupart, car ils sont assez persuadés du danger pour chercher à le faire disparaître par tous les moyens. La tempérance, disions-nous plus haut a ses apôtres, elle aurait au besoin ses martyrs.

Je suppose, cela se voit encore quelquefois, qu'un procès-verbal soit dressé contre un homme en état d'ivresse manifeste, dans les conditions prévues par l'art. 1 de la loi du 23 janvier 1873. On a donné suite à l'affaire, il comparait devant le juge de paix.

Il a été pris en flagrant délit, il avoue d'ailleurs. Mais les circonstances sont en sa faveur, c'est par exemple un homme connu comme très sobre. A la suite d'un pari comme on en voit trop, des amis ont juré de l'enivrer. C'est par exemple à la campagne, on a mêlé de l'alcool à son vin, on a usé de supercherie, de ruse, de sorte qu'avec une quantité que peut impunément absorber un homme ordinaire, on a réussi à le griser. Sa responsabilité est donc nulle. S'il avait commis un crime ou un délit, il serait admis à dénoncer la coalition qui l'a fait succomber, il pourrait prouver qu'il fut victime d'un guet-apens et que son innocence est absolue.

Mais nous sommes en matière de contravention de

(1) V. *Rev. pénit.*, 1896. Avis de la Société des prisons émis sur le rapport de M. Nourisson.

police qui ne comportent pas l'excuse tirée de la bonne foi du délinquant. (1)

Le juge, certain de son innocence, ne pourra même pas lui appliquer la loi du 26 mars 1891 et lui accorder un sursis dont pourrait bénéficier un voleur qui accomplit son acte en pleine connaissance de cause. Cette loi en effet ne peut s'appliquer aux contraventions de police. (2) Cela résulte de l'ensemble des dispositions de la loi.

Au moins le juge de paix forcé de condamner, va-t-il pouvoir atteindre comme complices de l'auteur principal, ceux qui l'ont mis en état d'ivresse ? Point, car l'art. 9 de notre loi dispose que l'art. 59 du Code pénal qui punit la complicité ne sera pas applicable même aux délits prévus par la loi sur l'ivresse. Pour les contraventions c'est le droit commun. Et comme la loi française ne punit pas ceux qui auront énié par force ou par ruse, ou poussé à boire un de leurs semblables, on verra l'innocent condamné et les coupables indemnes.

Cela est très regrettable et sous ce rapport certaines législations étrangères ont une supériorité réelle sur la nôtre.

La loi Néerlandaise du 26 juin 1881 dispose dans ses articles 20 et 21 :

(1) Cass., 13 novembre 1858, 27 avril 1860, 2 janvier 1864.

(2) Cass., 5 mai, 1892, D. 92.1.338. Cass., 29 juillet 1892, D. 92.5.472. Negre et Gary, p. 70. L. André, p. 110 et suiv.

ART. 20. — Seront punis d'un emprisonnement de 1 jour à 9 mois ou d'une amende de 50 cents à trois cents florins.

1° Celui qui volontairement énivrera un enfant de moins de 16 ans ;

2° Celui qui contraindra quelqu'un par violence ou par menace à faire usage d'une boisson alcoolique.

Si le fait est suivi d'une maladie, le délinquant sera puni d'un emprisonnement de 1 jour à 5 ans.

S'il détermine la mort il sera puni des travaux forcés de 5 à 10 ans.

ART. 21. — Sera puni d'un emprisonnement de 1 jour à 9 mois ou d'une amende de 50 cents à 300 florins celui qui servira des spiritueux à une personne manifestement ivre.

Les trois derniers paragraphes de l'art. précédent sont applicables aux cas prévus dans le présent article. (1)

Les dispositions de la loi belge du 16 août 1887 (2) sont analogues.

« ART. 9. — Sera puni d'une amende de 26-100 fr.
« quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse manifeste
« un mineur âgé de moins de 16 ans accomplis. Si le
« coupable exerce la profession de cabaretier ou débi-
« tant de boissons la peine sera portée au double... »

(1) *Tempérance*, 1881, p. 887.

(2) *Annuaire de législation comparée*, 188, p. 600

ART. 10. — Sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 2 ans et d'une amende de 50 à 2.000 fr. quiconque aura intentionnellement amené l'ivresse d'autrui lorsque l'ivresse aura eu pour conséquence une maladie entraînant incapacité de travail personnel. Si la mort s'ensuit, la peine sera de 5 à 10 ans de réclusion et de 250 à 5.000 fr. d'amende.

ART. 11. — Seront punis d'un emprisonnement de 1 à 7 jours et d'une amende de 1 à 25 fr. ou d'une de ces peines seulement, ceux qui auront proposé ou accepté un défi de boire lorsque ce défi aura amené l'ivresse d'un ou de plusieurs parieurs sans cependant entraîner les conséquences visées à l'art. précédent.

Dans une pétition à laquelle nous avons déjà fait allusion, M. Falconnet, président à la Cour d'Appel de Paris disait : « La complicité peut exister pour ce délit comme pour tout autre. Vous atteindriez ainsi ceux qui dans un but de spéculation excitent à l'ivresse ».

Dans les cas ou par suite de récidive l'ivresse devient d'après la loi de 1873, un délit, le fait de reconnaître et de punir la complicité serait rentrer dans le droit commun.

Mais en matière d'ivresse-contravention, il faudrait pour arriver à la punition des complices admettre une dérogation au principe qui veut que les complices des contraventions ne soient pas susceptibles de poursuites. Cette dérogation, le Code pénal l'a consacrée par les articles 479, n° 8 et 480, n° 5 du Code pénal, en vertu

desquels en cas de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants, les complices sont soumis à la même peine que les auteurs (1).

Rien ne s'opposerait donc théoriquement à ce qu'on admît la complicité en matière de délit ou de contravention d'ivresse. Nous pensons néanmoins que la loi a bien fait de ne pas admettre cette complicité. La preuve en serait très souvent pleine de difficultés et la pénalité en matière de contravention souvent dérisoire. De plus, dans le cas où on pourrait établir la complicité, c'est-à-dire quand l'ivrogne a été aidé dans son dessein délictueux par des collaborateurs qui savaient et voulaient le résultat, l'auteur principal est plutôt une victime qu'un coupable. Ils sont bien rare ceux qui iraient trouver des amis pour leur dire : je veux m'énivrer, donnez-m'en les moyens.

Le plus souvent, le malheureux ivrogne a été la victime d'individus facétieux ou de commerçants peu scrupuleux. Dans ces cas-là, il est innocent et le déclarât-on coupable, les peines de la complicité sont trop minimes pour châtier le délit de ses prétendus complices.

Il est donc plus simple et plus facile d'établir comme le font les lois que nous citons plus haut des peines spéciales, fort sévères contre ceux qui ont poussé leurs semblables à l'ivresse. L'ivrogne a encore dans son vice

(1) Garraud. *Traité de droit criminel*, tom. V, n° 730.

quelques excuses, il peut être surpris par le vin, entraîné par le plaisir qu'il éprouve.

Celui qu'une méchante plaisanterie ou un intérêt sordide pousse à énivrer un autre homme ne mérite aucune pitié et nous applaudirions à tout système les réprimant fortement,

En résumé, pour les cas de contraventions nous voudrions :

1^o Qu'on ne punit pas l'ivrogne involontaire, victime d'une erreur ou d'un acte de malveillance et que le droit draconien des contraventions fléchit en sa faveur, d'autant plus que cette contravention n'est pas comme un procès de lanternes, elle entraîne une sorte de note d'infamie que seuls méritent les coupables.

2^o Que ceux qui par leurs excitations, leurs paris, leurs plaisanteries souvent grossières ou leur malveillance, ont mis un homme en état d'ébriété, soient punis ainsi que cela se pratique chez nombre de nations européennes.

3^o Que des peines plus graves atteignent certains cas d'ivresse, non seulement en raison de la culpabilité plus grande de l'agent, mais encore des dangers que son ivrognerie peut causer à ses semblables, que ces dangers soient d'ordre moral ou matériel.

Nous visons ici le cas prévu par la législation belge (1)

(1) Les lois anglaise et allemande prévoient aussi cette aggravation de peine.

par l'article 1, (al. b) de la loi précitée qui dispose :
 « Seront punis d'un emprisonnement de un à quatre
 jours et d'une amende de 6 à 15 francs ou d'une de ces
 peines seulement « ceux qui dans les conditions de pu-
 « blicité prévues litt., α et étant ivres se livreront à des
 « occupations qui exigent une prudence et des précau-
 « tions spéciales afin d'éviter des dangers pour leur vie
 « ou sécurité propre ou celle d'autrui, ainsi que les
 « fonctionnaires publics trouvés ivres dans l'exercice de
 « leurs fonctions », et les articles 2 et 3 prévoient des
 peines spéciales pour la récidive dans ces deux cas.

Ce que l'on punit dans l'ivresse, ce n'est pas la faute morale commise en s'enivrant puisqu'aucune législation n'admet avec raison qu'on puisse arracher un individu de son domicile, fut-il ivre-mort, s'il n'a commis aucun autre délit, c'est le trouble social apporté par cet état. Plus l'individu qui s'enivre exerce au moment où il commet cette faute un métier dans lequel le sang-froid, la pleine connaissance, et une complète présence d'esprit sont nécessaires, indispensables même pour éviter des accidents parfois effroyables, plus grande a été sa culpabilité en ne tenant pas compte de cette responsabilité qui a dû peser dans sa détermination, plus grave en tous cas est le trouble apporté par son acte. Car une fois enivré il ne dépend plus de lui que l'accident arrive ou soit écarté, le hasard seul intervient. Les mêmes raisons donc qui ont amené la punition de l'ivresse publique, entraînent comme corollaire une

représeion plus énergique pour les cas où le danger est plus grand. Faut-il maintenant se contenter d'une formule assez extensive comme la loi belge ou prévoir les cas spéciaux où la peine plus forte sera appliquée comme l'ont fait les législations autrichienne ou anglaise? Nous donnons la préférence au premier système qui laisse au juge un pouvoir d'appréciation fort utile en la matière. La loi anglaise punit d'une peine spéciale celui qui, par exemple, est trouvé ivre conduisant une machine à vapeur, le danger sera-t-il moindre si le moteur est à gaz, à pétrole, si c'est une machine électrique? La négative est évidente. La formule la plus élastique bien que suffisamment précise, nous paraît donc la meilleure.

Le besoin d'une législation en ce sens se fait d'autant plus sentir qu'avec notre loi actuelle l'ouvrier même victime de son imprudence est assuré d'une indemnité pour les accidents qui lui arrivent. Il est donc nécessaire de combattre par une mesure pénale l'augmentation d'imprévoyance qui résulte de cette certitude d'une indemnité, en frappant la source du plus grand nombre d'imprudences.

L'augmentation de pénalité qu'entraîne en Belgique la qualité de fonctionnaire du délinquant est basée sur le même principe.

Le mal est évidemment plus grand, l'exemple moral plus néfaste et plus détestable quand il vient d'un homme investi d'une autorité quelconque. A ce point

de vue nous trouvons le mot « fonctionnaire » trop étroit. Nous voudrions qu'on visât dans un texte non seulement les fonctionnaires mais encore et surtout tous les citoyens investis d'une façon permanente ou momentanée d'une fonction publique ou dépositaires d'une parcelle du pouvoir, qu'ils s'appellent sénateurs ou députés, ministres, jurés, ou même électeurs, témoins ou juges. Il y avait dans le projet Roussel en 1873 un article en ce sens, il est vivement regrettable que ce principe n'ait pas été consacré par la loi.

On a beaucoup critiqué en Belgique lors de la discussion de la loi de 1887 le mot *ivresse manifeste* qui se trouvait dans le projet et on a fini par en obtenir la suppression. Il a été remplacé par la phrase suivante : « dans un état d'ivresse occasionnant du désordre, du scandale ou du danger pour eux-mêmes ou autrui. »

Cette modification est loin de nous sembler heureuse. Si l'on a cru préciser, il nous semble qu'on s'est trompé. La loi belge a considéré qu'il était difficile de caractériser l'ivresse manifeste. Cela est exact. Il n'existe pas de criterium qui permette de déterminer scientifiquement le point où l'ivresse commence à pouvoir être réprimée. Ses manifestations varient à l'infini avec les individus selon leur caractère, la qualité des boissons ingérées ; tel sera agressif, batailleur ; tel autre, au contraire, triste ou expansif prendra les objets inertes à témoin de ses malheurs ; d'autres décélèreront

leur état par leur obstination ou quelquefois même par le souci qu'ils ont de paraître en état normal.

Mettez ces hommes dans la rue, personne ne se trompera, chacun constatera qu'ils sont ivres, mais s'il fallait analyser les motifs qui ont déterminé cette opinion, les plus forts pourraient rester bouche close. Le fait de tituber peut résulter d'une grande faiblesse aussi bien que de rasades trop multipliées. Un violent accès de colère peut causer chez certains hommes des mouvements aussi désordonnés que ceux des ivrognes les plus excités. On peut crier dans la rue parce qu'on veut manifester ou chanter, parce qu'on est gai. Pourtant personne ne s'y trompera, il n'est pas d'observateur qui au bout de quelques minutes n'ait distingué l'ivrogne du malade ou de l'homme sain. Ce je ne sais quoi indéfinissable qui accompagne l'ivresse et permet de la reconnaître au milieu de tant d'autres phénomènes, cet aspect *sui generis* que la loi a adopté comme base de ses pénalités, elle l'a désigné sous le nom d'ivresse manifeste.

Le législateur belge a cherché à préciser ; il veut que l'ivresse se trahisse extérieurement par du désordre, du scandale ou l'apparence d'un danger probable pour l'ivrogne ou autrui.

Cela serait parfait si le scandale ou le désordre étaient toujours causés par l'ivresse, mais il n'en est pas ainsi ; cela se passe de preuves. D'ailleurs la loi est là qui prévoit les tapages nocturnes et injurieux et

autres désordres ou scandales. Pour parvenir à frapper l'individu qui s'est rendu coupable de ces infractions des peines spéciales à l'ivresse, il faudra de toute nécessité prouver celle-ci, et comme elle est éminemment transitoire et ne laisse pas de traces, on ne peut éviter de laisser aux agents chargés de faire respecter l'ordre, le soin de reconnaître si tel ou tel a enfreint la loi de sang-froid, et alors ce sera tapage injurieux, etc., ou, au contraire, pris de boisson. En dernière analyse il faut laisser l'appréciation de l'état d'ivresse à l'arbitraire d'un agent, de même que dans le système français. La loi belge a, en outre, l'inconvénient de laisser impunis beaucoup d'ivrognes qui, soit cas fortuit, soit complexion personnelle, ne se mettront dans aucun des cas prévus, bien que notoirement ivres. La loi prévenant l'ivresse et non le scandale ou le désordre aura manqué son effet, ce qui est très regrettable, car l'acte, pour n'être pas suivi de manifestations extérieures violentes, n'en est pas moins grave.

S'il nous fallait décrire cet état d'ivresse manifeste nous dirions. « Est ivrogne manifeste, celui dont la situation est rendue apparente, par des gestes, des attitudes, des actes ou des paroles qui ne peuvent laisser de doutes et qui par suite donne à ses concitoyens un exemple détestable ». Sans doute on pourrait voir là un scandale. Nous jugeons néanmoins que la loi française a été sage en laissant un peu de latitude à l'autorité chargée de réprimer les faits dont les formes peuvent varier à

l'infini et ne peuvent être classés dans des catégories déterminées à l'avance.

Certains auteurs ont reproché à la loi du 23 janvier 1873 d'avoir limité la répression aux contraventions commises dans les lieux publics, en un mot à l'ivresse publique.

S'appuyant sur quelques dispositions étrangères on a dit : l'ivrogne devait pouvoir être frappé même en dehors des lieux publics, chez lui par exemple lorsque des manifestations bruyantes, des menaces décèlent son état, ou lorsqu'il est hors de lieux publics dans l'exercice d'une profession dangereuse (1).

C'est là, selon nous, un excès de zèle. Le principe de l'inviolabilité du domicile est tellement utile, c'est un bien si précieux qu'on n'y doit renoncer qu'avec la plus grande répugnance et seulement devant une absolue nécessité.

Tel n'est pas le cas dans l'espèce présente. Les occasions où l'autorité devrait intervenir sont plus rares qu'on ne le croit. La définition des lieux publics telle que l'admet la Cour de cassation est assez large et c'est presque toujours dans ces endroits que se manifestent les accès d'ivrognerie. C'est surtout dans les cabarets que l'on s'énivre et si la police de la rue est bien faite, ainsi que celle des cafés, elle suffira à ré-

(1) En ce sens Fochier. *L'alcoolisme et la loi pénale*. Thèse 1900, p. 134.

duire à néant le nombre des individus qui rentreront ivres chez eux.

Pour les cas d'ivresse au domicile, on est d'accord pour admettre que l'autorité ne pourrait intervenir que sur la demande des particuliers, or ce seront en ce cas le plus souvent des camarades d'orgie, ou bien des voisins malveillants. Il est plus simple de couper court à ce système de délation. Dans le cas où l'ivrogne devient dangereux la police peut intervenir. Cela suffit.

Enfin pour les circonstances qui plaideraient le plus en faveur de la modification demandée, quand un ouvrier par exemple employé à une usine où la manœuvre des machines faite dans un état d'ébriété peut devenir dangereuse et entraîner de graves accidents, où du reste l'exemple est autant à craindre qu'en un lieu public, il est une sanction, qui, pour n'être pas pénale, n'en sera pas moins redoutée, c'est le renvoi. Il n'est en effet pas admissible qu'un patron soucieux de sa responsabilité et en même temps de ses intérêts, conserve en pareille circonstance un ouvrier qui s'énivre.

Nous voici arrivé au point le plus ardu, au nœud de la répression de l'ivresse proprement dite, c'est-à-dire au choix des peines applicables au délinquant.

Notre loi de 1873 qui confondait dans une même répression l'ivresse et l'alcoolisme a prévu deux sortes de peines, l'amende et l'emprisonnement. Voici comment :

Au premier acte coupable elle applique une amende de 1 à 5 fr.

La seconde fois si le prévenu est en état de récidive, c'est-à-dire si dans le ressort de la même justice de paix, en un mot dans le même canton, il s'est depuis moins de 12 mois à compter de la première condamnation rendu coupable d'une seconde contravention à la loi sur l'ivresse, une peine de 1 à 3 jours de prison lui sera appliquée.

A la seconde récidive dans les conditions plus haut énoncées, ce n'est plus une contravention qu'il a commise, mais un délit, et à ce titre il est justiciable du tribunal correctionnel. L'amende s'élève de 16 à 300 fr. et on peut le condamner à un emprisonnement de 6 jours à 1 mois.

S'il y a récidive du délit dans l'année qui suit la première condamnation correctionnelle, la punition s'élèvera. Elle variera entre 300 fr. d'amende et 1 mois de prison et 600 fr. d'amende et 2 mois d'emprisonnement; de plus, le condamné sera déclaré incapable d'exercer les droits : 1^o de vote et d'éligibilité, 2^o d'être appelé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques ou emplois d'administration ou d'exercer ces emplois, 3^o de port d'armes pendant deux années.

Nous négligerons ici les pénalités portées en cas de récidive correctionnelle.

Il est bien évident qu'il s'agit ici de la répression de l'ivrognerie et non plus de l'ivresse simple. Celui qui, malgré les nombreuses chances qu'on a d'échapper à l'œil de la police, a été surpris quatre fois en moins de

trois ans, en état d'ivresse manifeste, n'est plus seulement une malheureuse victime d'un entraînement passager ou d'un accident, c'est un buveur d'habitude.

C'est l'opinion de la majorité des auteurs et nous nous y rallions. M. Vidal, dans son rapport à la Société des Prisons (1) a critiqué admirablement le système actuel et c'est à sa suite que nous admettons pour limite à la répression de l'ivresse proprement dite un premier acte et deux récidives. (2)

L'amende surtout à la première infraction et l'emprisonnement sont mauvais d'après lui. L'amende parce que si elle s'adresse à un individu dans l'aisance elle est dérisoire (1 à 5 fr.) et si, au contraire, elle frappe un individu sans ressources, parce qu'elle grève son budget, celui de sa famille qui a d'autant plus besoin d'argent que son chef se laisse aller à ses passions et qu'elle peut augmenter la misère, source souvent de l'alcoolisme.

(1) *Rev. pénitentiaire*, 1896.

(2) Il y a pour l'établissement de l'état de récidive une grande difficulté : les condamnations pour contraventions ne figurant pas au casier judiciaire, la preuve de la première condamnation, voire de la première récidive, devient parfois impossible. Il y aurait un moyen, ce serait de les inscrire au casier judiciaire. L'avis de M. Vidal est diamétralement opposé, il ne voudrait même pas qu'on y notât la condamnation prononcée par le tribunal correctionnel. Cela dans un but de relèvement et pour faciliter le reclassement du condamné. On pourrait satisfaire à ces deux besoins qui semblent s'exclure en n'inscrivant sur l'extrait destiné au public aucune des condamnations pour ivresse et en les ins-

La prison, parce que les peines courtes sont inefficaces, privent ainsi la famille des quelques ressources que lui donnait le travail même intermittent du père, rend à celui-ci, plus difficile encore, la recherche du travail, car un préjugé certain, indéracinable, règne contre tous ceux qui, même innocents et reconnus tels, ont franchi la porte d'une prison. Enfin par sa promiscuité, par les mauvais conseils ou les mauvais exemples auquel est exposé ce délinquant, en somme plus imprudent que coupable, la prison, risque de le transformer en un délinquant d'habitude, voire même en un criminel, car la pente est rapide et beaucoup y roulent du plus petit délit au plus grand crime.

Il faudrait donc lui faire subir sa peine non pas même dans un quartier spécial, car là encore on peut craindre une contagion mais en cellule. Mais ici outre la difficulté d'exécution, presque aucune des maisons d'arrêt n'étant cellulaire, il faut compter avec la propension au suicide qui se manifeste très souvent chez l'homme adonné aux liqueurs et ne pas s'exposer à le voir se pendre au pied de son lit.

La défectuosité du système adopté en 1873 étant admise, comment le remplacer ? M. Vidal préconise pour

crivant toutes sur la fiche qui reste au parquet. Mais nous répugnons à cette mesure. Favoriser le reclassement, c'est bien, mais il faut tenir compte des intérêts de ceux qui sont appelés à utiliser les travaux de l'ex-condamné, autrement ce serait se rendre en quelque sorte complice, des accidents que pourrait amener l'ignorance où on était de son vice ou de son défaut.

la première faute un avertissement solennel ou *admonition*, pour la seconde, une amende de simple police, pour la troisième ou seconde récidive, une amende correctionnelle. Après, le buveur sera considéré comme un ivrogne fieffé et puni comme buveur d'habitude.

En théorie ce système est excellent, cependant on nous permettra quelques observations.

L'admonition nous paraît inefficace comme peu en harmonie avec le caractère de celui qui s'enivre en général, et en particulier avec le caractère français.

Si le délinquant était un homme d'une haute moralité, d'un caractère élevé, ce qui arrive rarement, ceux-là ne se mettant pas dans le cas d'être poursuivis, l'avertissement pourrait être d'un grand poids. Cette réprimande publique prononcée par le juge du haut de son tribunal serait pour lui un châtiment autrement grand qu'une amende de 5 francs au maximum. Mais ce n'est pas le cas, il s'agit le plus souvent de paysans en goguette, d'ouvriers qui ont trop fêté le samedi, les premiers ont pour le juge de paix un grand respect mais ils craignent mille fois plus 1 franc d'amende que la plus vigoureuse réprimande. Le sentiment de honte s'est manifesté lors de la comparution devant le tribunal de simple police, il ne leur restera plus que la satisfaction d'en être quittes à si bon compte. Quant à l'ouvrier, volontiers goguenard et peu respectueux de sa nature, il ira boire avec ses camarades sitôt après l'audience, les quelques francs auxquels, d'après la loi

actuelle, on l'aurait condamné mais la remontrance ne l'aura guère impressionné et si on attend de cette mesure l'impression forte, capable de peser sur sa détermination au jour de la tentation, nous croyons fermement qu'on s'expose à des déboires.

L'admonition n'est pas dans nos mœurs ; le rapporteur de la loi de 1873 le constatait et combattait avec raison ce système. On peut le regretter. Le Code pénal suisse lui a fait une large part dans l'ensemble des mesures propres à combattre la criminalité chez les mineurs, (1) on l'a même employée dans certains pays contre l'ivresse. Cela peut être bon dans ces contrées, chez nous l'effet serait détestable. Le Français est gouaillieur de sa nature, prompt à trouver les ridicules, heureux de dauber l'autorité chaque fois qu'il en trouve un semblant d'occasion. L'admonition existe déjà dans nos lois. Après l'application de la loi du sursis, le président doit faire un petit discours moral au condamné qui a bénéficié de cette faveur. Il nous souvient de la verve mordante et railleuse avec laquelle un des esprits les plus éminents de notre époque, M. Jules Lemaitre, de l'Académie Française, rendait compte de cette petite cérémonie qu'il avait dû subir à la suite d'un procès retentissant.

La moquerie ou l'indifférence tels seraient croyons-nous le résultat et le seul de l'admonition. Dans ces

(1) Voir à ce sujet le *Cours de Législation pénale comparée*, professé par M. le professeur Saleilles, année 1897-1898.

conditions l'amende est bien préférable. Avec les salaires actuels une peine de 5 fr. au maximum dont le taux quand la situation du délinquant est précaire peut être abaissé à 1 fr. ne nous semble guère capable de grever le budget d'un pauvre qui dépense bien plus que celà à boire et elle a l'avantage de constituer une *condamnation*.

Ceci dit nous applaudissons de grand cœur à la suppression des peines de prison et l'amende de 1 à 15 fr. préconisée par M. Vidal pour la première récidive comme celle plus élevée prononcée par le tribunal de police correctionnelle en cas de seconde récidive nous semblent excellentes.

Maintenant quel progrès est-on en droit d'attendre d'une loi contre l'ivresse même perfectionnée. Il nous paraît bien mince. Ce n'est pas que nous jugions inutiles des lois de cette nature, bien ou contraire. Elles ont l'avantage d'ancrer dans l'esprit du vulgaire, trop porté à admettre l'indifférence au point de vue moral ou même la légitimité de tout acte qui n'est pas réprimé légalement, d'ancrer disons-nous, dans l'esprit du commun, cette notion qu'il est mal de s'enivrer et que cette faute mérite châtement.

Ce sera à peu près le seul résultat de la loi. Les peuples d'Europe ont épuisé les procédés les plus divers sans obtenir une amélioration appréciable (1).

(1) La loi autrichienne pour la Galicie a même trouvé une pénalité assez rigoureuse mais absolument impraticable chez

En France nous avons vu les résultats : l'alcoolisme augmentant sans cesse, le nombre des délits aussi, tandis que celui des poursuites baisse incessamment.

Un seul fait peut donner quelque espérance : l'ivresse est de plus en plus considérée dans la partie saine des populations comme un acte dégradant, abstraction faite de certaines parties du peuple. Un orateur opposé à la loi le constatait en 1873 et, bien que ses paroles nous semblent empreintes d'un optimisme peut-être exagéré, nous les citerons cependant parce qu'elles renferment une grande part de vérité. L'ivresse, dit M. Testelin, a joué un rôle autrefois ; elle a eu ses prêtres. « Souve-
« nez-vous d'Orphée et de Penthée. Relisez les Bac-
« chantes d'Euripide, vous verrez à quelle fureur
« l'ivresse était portée. Et la religion n'a-t-elle rien
« fait ? N'a-t-elle pas arraché Bacchus de l'Olympe
« pour le précipiter dans le ruisseau ? Est-ce qu'il trône
« encore dans le ciel ? Non, s'il trône c'est dans les
« plus infâmes bouges et dans les cabarets de bas étage.
« N'est-ce rien que cela ? Je dis que c'est bien quelque
« chose, je dis que l'ivresse a été sans cesse en s'abais-
« sant dans la société. Je lisais, il n'y a pas encore bien
« longtemps, que Darius, l'empereur des Perses avait

nous, l'interdiction de fréquenter les cabarets pendant un temps donné.

L'application se heurte à des difficultés inextricables étant donné le nombre des établissements où on peut boire et la difficulté de suivre le délinquant, aussi doit-il en résulter une impunité pire que l'absence de répression.

« fait mettre sur son tombeau, comme une qualité, qu'il
« était un buveur de première force... Et dans les
« temps modernes.... à l'époque de la Régence, n'a-t-on
« pas vu les plus grandes dames, elles-mêmes, se faire
« gloire d'ingurgiter beaucoup de champagne ? Connais-
« sez-vous maintenant quelqu'un qui osât se vanter
« d'une pareille qualité ?..... Nous voyons donc qu'il
« y a un grand progrès d'accompli dans les mœurs. »

CHAPITRE II

RÉPRESSION DE L'ALCOOLISME

On peut s'enivrer et n'être pas alcoolique. Nous avons vu ce que les lois française ou étrangères ont tenté contre l'ivresse. Arrivons aux moyens d'atteindre ceux dont l'intempérance est invétérée, que leurs accès se manifestent ou non par l'ivresse.

Nous ne parlerons pas de ceux que la passion pour les liqueurs fortes a menés jusqu'à la folie. La nécessité qui ne fait guère de doute aujourd'hui, de quartiers spéciaux pour eux, la nature du traitement à leur appliquer sont du ressort de la médecine,

Au point de vue légal ils sont comme les autres aliénés soumis à la loi de 1838.

Il semble pourtant nécessaire de réformer cette loi au sujet des aliénés alcooliques.

Elle prescrit en effet de libérer les aliénés quand leur aliénation a cessé. Or, les aliénés alcooliques ont des accès qui permettent de les enfermer, mais bientôt au régime de l'asile, toute trace de folie cesse ; l'accès est parfois de très faible durée. Ils ne sont pas guéris mais la cause de leur internement ayant cessé, le méde-

cin ne peut s'opposer à leur départ quand eux ou leur famille le demandent. Cela a été mis en lumière pour l'asile de Ville-Evrard par M. Marandon de Montyel (1) et c'est une des causes du peu de cures obtenues dans ce superbe établissement. Parlant dans la discussion du rapport Vidal à la Société des Prisons (2), M. le Dr Paul Garnier montrait ces aliénés passant du Dépôt à Ville-Evrard, rentrant dans la vie civile jusqu'à ce qu'un nouvel accès les ramène au Dépôt. Il faisait sensation en disant que certains aliénés étaient passés devant lui jusqu'à cinquante fois et concluait qu'il fallait modifier la loi au sujet des aliénés alcooliques. Après le deuxième accès, dit-il en substance, on devrait constituer une sorte de récidive, bien entendu sans caractère pénal, qui aurait pour résultat de maintenir le délirant alcoolique à l'asile un temps suffisant pour que le traitement appliqué puisse avoir chance de produire un effet sérieux. Agir autrement, les laisser rentrer dans la société momentanément calmés, mais non guéris, c'est exposer tous ceux qui les entourent aux pires malheurs. Ces accès de délire en effet sont souvent criminels et il vaut mieux prévenir le crime en enfermant d'avance l'agent que d'avoir à le déplorer.

Il nous reste à étudier ce qu'on peut faire contre :

(1) Marandon de Montyel. *Le traitement de l'alcoolisme et la liberté individuelle*, cité par Fochier, *op. cit.*

(2) *Revue pénitentiaire*, 1897.

1^o Les ivrognes c'est-à-dire ceux que les peines contre l'ivresse n'ont pu réduire et qui sont considérés comme incorrigibles.

2^o Ceux que la loi anglaise sous le nom *d'habitual drunkars* définit « un individu qui, ne pouvant être
« considéré comme aliéné aux termes de la loi est néan-
« moins par suite de l'habitude de boire avec excès des
« liqueurs enivrantes, dangereux à certains moments
« pour lui-même ou pour autrui ou incapable de diriger
« sa personne ou ses affaires. » (1)

3^o Ceux qu'on a appelé les alcooliques latents, qui, sans s'enivrer habituellement, absorbent quotidiennement des quantités d'alcool nuisibles pour leur santé ou leur raison, qui sont victimes de leur métier ou des entraînements auxquels ils sont en butte et qui, s'ils continuent à suivre leurs errements, tomberont fatalement dans une des catégories précédentes.

§ 1. — Lutte contre l'ivrognerie

On a de nos jours une tendance qui nous paraît regrettable à considérer tous les ivrognes récidivistes comme des individus anormaux, des malades, on parle de « tares cérébrales » particulières qui les empêchent de résister

(1) An act to facilitate the controle and cure of habituel drunkars, art. 1-5, trad. de M. E. Bertrand.

au plaisir de boire. On les confond en somme avec les dipsomanes. Il y a là certainement une exagération due à la fois à l'influence des nombreux médecins qui se sont livrés à l'étude de l'alcoolisme et ont cherché naturellement la *maladie* et aussi à celle des théories déterministes qui triomphent dans la philosophie moderne. Nous ne nions pas l'existence des dipsomanes, nous admettons que les descendants d'alcooliques sont plus que d'autres poussés à faire usage de spiritueux, nous admettons enfin et nous l'avons fait largement dans la première partie de ce travail que l'influence des milieux, les entraînements de la camaraderie, la misère et une foule d'autres causes peuvent pousser un homme à boire et peser sur sa volonté au point de réduire notablement sa liberté et par conséquent sa responsabilité.

Mais il y a loin de là à confondre l'ivrogne et le dipsomane. Il y a entre eux la différence qui sépare le voleur du kleptomane. L'ivrogne est le cas normal, le dipsomane l'exception, nombreuse si l'on veut, mais infiniment moins qu'on ne semble le croire.

Il est certain que nombre d'ivrognes sont incapables au bout d'un certain temps de lutter contre leurs habitudes d'intempérance. Mais il faut bien penser que cette liberté qu'ils n'ont plus, ils l'avaient au début, et que si les mobiles où les motifs qui les poussent à la modération sont devenus insuffisants, c'est qu'à un moment donné, leur volonté a fait pencher la balance du côté

opposé, ils sont maintenant victimes d'habitudes contractées par eux *volontairement*.

Il y a donc dans leur cas une part de responsabilité, faible si l'on veut et pourtant réelle, car s'il s'agit d'ivrognes, ils ont pu être rappelés au devoir par la loi sur l'ivresse, ils en ont peut-être subi les peines, ou du moins en connaissent les dispositions. Ce ne sont plus des malades comme les dipsomanes, ce sont des coupables d'une nature spéciale.

Cette conclusion entraîne des conséquences importantes. La plupart des auteurs préconisent des asiles. Nous croyons qu'il faut des prisons. Même dans l'hypothèse déterministe, on ne peut nier que l'homme croit à sa liberté et à la puissance de sa volonté. Il faut peser sur cette volonté par des motifs puissants qui le poussent à éviter les rechutes. Les peines sont parmi les moyens qu'on peut employer, elles cadrent avec le sentiment de responsabilité que possède chaque homme, que ce sentiment réponde ou non à une réalité.

Il est donc à craindre qu'en dénommant *asile* le lieu de ces ivrognes, qu'en les considérant comme des malades, on les pousse encore sur la pente où ils glissaient déjà si rapidement. Est-il rien de plus décourageant que le sentiment de son impuissance à lutter contre le mal ? Rien de plus dangereux au point de vue social pour les unités faibles que cette irresponsabilité reconnue d'avance par la loi ?

L'ivrogne proprement dit mérite donc une peine. Si

ce point est contesté le choix de ladite peine l'est encore bien plus. La science pénitentiaire est fort à la mode de nos jours, elle progresse à chaque moment.

On ne se préoccupe plus guère de l'intimidation ou même de la peine en elle-même, on cherche avant tout à corriger le délinquant. Cela est très beau, mais comment y parvenir dans le cas qui nous intéresse ?

Il est un point sur lequel tous les auteurs sont d'accord, c'est sur l'effet détestable au point de vue correction du système adopté par la loi de 1873 et qui consiste en la prison avec un maximum de 2 mois et un minimum de 1 mois et une amende. L'opinion de tous ceux qui ont fait de la science pénitentiaire une étude spéciale est que rien n'améliore moins un délinquant que les peines de prison de courte durée subies dans des quartiers où se trouvent des délinquants de toute nature comme cela a lieu trop souvent chez nous.

Cela est mauvais pour tous les délinquants mais surtout pour les alcooliques qui sont, par l'influence même de leurs excès, plus susceptibles de subir les entraînements que des hommes normaux. On a fait mille fois le tableau de la néfaste influence de la prison sur les petits délinquants ; on ne l'a jamais poussé trop au noir. L'ivrogne mis en prison pour ivresse à la première récidive correctionnelle en sort parfois voleur, mais jamais guéri de son ivrognerie. Le remède en tout cas est pire que le mal. Il faut chercher autre chose.

La prison longue et avec le régime cellulaire ne peut

être appliquée ; le délit est vraiment trop mince et il faut en outre compter avec les tendances au suicide très fréquentes chez les alcooliques.

Il y a bien l'amende, mais trop faible, elle n'a aucun effet et plus élevée elle aboutit pour la classe populaire à la prison par la contrainte par corps. (1)

Devant de si graves inconvénients les lois les plus récentes des pays européens ont admis le principe de l'internement dans les asiles de buveurs. Le projet allemand de 1881 modifié, le code fédéral suisse (art. 28), la loi anglaise de 1898 et bien d'autres lois ont cherché à réaliser par ce moyen la répression de l'ivrognerie. M. G. Vidal s'est fait l'apôtre de cette doctrine et l'a recommandée spécialement contre les buveurs d'habitude. Pour ceux-là, en effet, nous verrons que des asiles seuls peuvent produire une amélioration. Mais ici nous avons en vue le récidiviste d'ivresse qui, ayant déjà été puni plusieurs fois par les peines prévues pour ce délit et non amendé revient devant le tribunal correctionnel.

D'après M. Vidal on doit l'enfermer dans un *asile*.

(1) « Si l'on songe, en outre, au fait que beaucoup d'amendes « doivent à raison de l'insolvabilité du condamné être commuées « en emprisonnement, il est hors de doute qu'il résultera de ces « lois chaque année une augmentation très considérable des « courtes peines de prison. Ce n'est pourtant pas à ce résultat « qu'on voudrait arriver, car il ne devrait pas y avoir de doute « que les courtes peines de prison sont de toutes les punitions « celles qui répondent le moins à leur but » — de Lilienthal. — *Actes du Congrès de Saint-Petersbourg*, t. II, p. 348.

Cette terminologie nous semble défectueuse, comme le fait remarquer le même auteur. « Il ne faut cependant pas abuser de la pathologie et voir dans tout buveur d'habitude un malade (1) ». Eh bien, pour ceux qui ne sont pas des malades, le mot asile ne nous satisfait pas. Il semble exclure toute idée de pénalité et assimiler l'ivrogne à l'aliéné irresponsable au dipsomane ou au fou. Nous préférons le terme de maison de *réten*tion employé par le D^r Legrain (2). Mais cette petite querelle de mots mise à part, nous sommes d'avis que cette sorte de prison doit se rapprocher beaucoup des asiles de buveurs, tels qu'ils fonctionnent depuis nombre d'années en Amérique, en Angleterre, en Allemagne ou en Suisse.

Si l'ivrogne est coupable d'avoir acquis des habitudes néfastes, il n'en est pas moins vrai que ces habitudes ont pris sur lui un empire tel qu'il ne peut plus y résister et que la crainte d'une peine, fût-elle draconienne, n'est pas capable de l'arracher à son vice. Il faut donc lui donner de nouvelles habitudes, le mettre dans un milieu tel que les mauvaises influences ne puissent avoir prise sur lui.

Mais comme la création de nouvelles habitudes est une œuvre de longue haleine, il faudra le retenir long-

(1) Vidal. *Rapport à la Société des Prisons. Rev. pénit.*, 1897, p. 10.

(2) Legrain. *Rev. pénit.*, 1897. Discussion du rapport Vidal, p. 483.

temps. D'autre part, le délit commis, en admettant l'individu même pleinement responsable, est petit. On ne peut donc songer à les enfermer dans une véritable prison, qui d'ailleurs ne répondrait nullement au but qu'on se propose, car il faut une proportion entre l'importance du délit et celle de la peine. Il est impossible de condamner un ivrogne même récidiste à 6, 12 ou même 18 mois d'internement dans une prison proprement dite. Ce temps est de l'aveu de tous, nécessaire pour obtenir sinon une guérison totale, du moins une sensible et durable amélioration. La maison de *réten*tion telle que nous la concevons, serait comme les prisons dirigée par l'administration pénitentiaire, les asiles établis par les particuliers ne nous semblent pas pouvoir être utilisés pour des coupables.

Elle serait située à la campagne au milieu d'une vaste exploitation agricole, l'expérience ayant montré que le travail des champs est celui qui produit l'influence la plus salubre à la fois sur le moral et sur le physique des internés. Le travail doit être imposé (1). Il faut en conserver l'habitude aux quelques ivrognes qui ne l'ont pas perdue et la rendre aux autres.

Les condamnés seraient groupés en sections le moins nombreuses possible et séparées les uns des autres.

Ils seraient naturellement privés de toute boisson alcoolique, mais nourris abondamment de façon à rendre

(1) Voir à ce sujet l'organisation de l'asile d'Ellikon dans Jacquet de Bale, *op. cit.*, p. 17.

pour eux moins dure la privation de leurs alcools. Enfin on devrait tâcher par tous les moyens de leur rendre des habitudes régulières par une discipline exacte et même sévère ; de leur faire comprendre les dangers de l'ivrognerie et de ses suites, de les instruire et les moraliser. Mais il conviendrait aussi d'adoucir en une certaine mesure la dureté de cet internement nécessaire en ne perdant pas de vue que leur délit est léger en soi. On pourrait leur laisser une part importante de leur salaire, leur accorder quelques moments de loisir, et mettre à leur disposition une salle de lecture ou bibliothèque.

Comment l'ivrogne entrerait-il dans cet établissement ? Comment en sortirait-il ? Il faudrait qu'une loi admît que l'ivrogne récidiviste considéré comme incorrigible (à la première récidive correctionnelle, d'après le système de M. Vidal qui nous paraît excellent) doit être interné dans une maison de rétention. La peine devrait être longue, un minimum de quatre mois est peut-être même insuffisant (1). Le maximum devrait atteindre un an ou dix-huit mois. Il serait à propos de faire usage ici de peines indéterminées. Un tribunal peut difficilement se

(1) La durée trop courte des internements est la cause principale, avec le trop grand nombre d'internés, du peu de succès obtenu à Ville Evrard malgré la compétence certaine et le dévouement de ceux qui le dirigent. Il est totalement impossible d'espérer donner en quelques jours, en quelques mois au plus, des habitudes de tempérance à des individus qui depuis des années se livrent sans résistance à la passion alcoolique. Dans l'asile d'Ellikon placé dans des conditions absolument favorables,

rendre compte si le délinquant qu'on lui amène est ou non facilement corrigible. En fixant la peine il s'expose à enfermer pour trop longtemps un prévenu, tandis qu'un autre plus difficile à réduire jouira d'une indulgence plus grande. Or il y a là un grave inconvénient, si la peine ne peut amender le coupable, elle est absolument mauvaise. Il faut donc que le tribunal laisse à l'administration le soin de juger de l'opportunité de la mise en liberté. La loi détermine un minimum et surtout un maximum au-delà duquel l'internement des plus irréductibles ne pourra être prolongé : cela pour sauvegarder la liberté individuelle.

Le tribunal, lui, voit si le prévenu était bien dans les cas réprimés par la loi et si l'affirmative semble prouvée, prononce l'internement sans indiquer de limite.

L'administrateur est donc libre. S'il s'aperçoit que le condamné, bien que récidiviste, n'est pas un buveur d'habitude, il le libérera purement et simplement aussitôt l'expiration du minimum prévu par la loi. S'il estime au contraire qu'il faut garder plus longtemps le coupable, il le peut. Si enfin après avoir constaté chez un

M. Forel a constaté que après 4 mois de séjour il obtenait 48 o/o de guérisons. Dans l'asile de Lintorf, le premier en date de tous, on compte 25 o/o de succès au-dessous de 6 mois d'internement, et 58 o/o quand le séjour a été prolongé au delà d'une année. Il est certain que dans un établissement pénitencier la proportion serait moins élevée ; si on parvenait à corriger 1/3 des buveurs le résultat serait beau.

individu une amélioration sérieuse, il veut faire une expérience ou s'assurer de la réalité de la conversion il a pour y parvenir un excellent moyen : *la libération conditionnelle*. En cet état et sous la surveillance active de l'Administration, il fera l'apprentissage de la liberté jusqu'au jour où le délai maximum établi par la loi sera expiré. Passé ce délai il sera libre absolument. Si, dans l'intervalle, il s'est livré à la boisson, il sera réintégré par mesure administrative. Le directeur pourra donc comme cela se fait dans les asiles de certains Etats américains, lui imposer les conditions auxquelles on lui accordera la libération conditionnelle (1).

Nous croyons encore devoir, en terminant, insister sur le caractère pénal de cet internement et sur la rude discipline qui doit empêcher les délinquants de souhaiter y rester ou de désirer y rentrer. Il y aurait là un abus qui n'est pas imaginaire ; on voit foule de pauvres gens ou de paresseux commettre de petits vols ou des dégradations de monuments publics pour se faire héberger pendant l'hiver. Les becs de gaz situés près des gendarmeries sont ainsi souvent exposés aux insultes de délinquants qui ont escompté un emprisonnement certain. Il est à craindre que la maison de rétention pour ivrognes ne tente nombre de gens de cet acabit, d'autant plus que pour eux la perpétration du délit est particulièrement agréable. Il faut donc qu'ils sachent que le régime est dur et la discipline sévère.

(1) Voir la loi de Massachusetts de 1889.

Ce n'est pas le seul ni le plus grave inconvénient de l'internement à long terme de l'ivrogne. Il en est un autrement sérieux.

Dans le cas où l'ivrogne est chef de famille et soutient plus ou moins l'existence de sa femme et de ses enfants quel sera le sort de ces malheureux pendant les longs mois que durera sa peine ? Il y a là un problème insoluble ou à peu près. On peut répondre que dans le cas des autres délits, la loi n'a cure de l'utilité plus ou moins grande du délinquant pour sa famille, mais les autres délits sont moralement sinon socialement infiniment plus graves que l'ivrognerie.

On peut répondre encore que le nombre de ceux qui seraient atteints par cette loi est peu considérable, et que pour la plupart ils sont plutôt à charge à leur famille qu'ils ne lui sont utiles.

Pour nous, le remède est le suivant : c'est de remettre à la famille de l'ivrogne interné la totalité du produit de son travail. Il est vrai que le travail dans ces conditions ne peut être rémunéré comme si l'ouvrier était libre, mais cette réduction est compensée en partie au moins par l'entretien du détenu qui est à la charge de l'État.

Ce système paraît le seul capable de donner un résultat appréciable. Quant à déterminer ce résultat, à dire combien pour cent d'ivrognes pourraient être guéris, cela est impossible. Ce qu'on peut dire en prenant pour base les statistiques des asiles de buveurs (qui ne sont que des

maisons de traitement et non de correction) c'est que de l'organisation, de la bonne tenue de l'établissement dépendront le succès ou les échecs. On peut cependant affirmer une chose c'est que si l'ivrogne ne sort pas amélioré il ne sera pas non plus dépravé comme cela a lieu trop souvent à la suite d'un séjour en prison en compagnie des pires gredins, et cela est bien quelque chose.

Il y a dans la loi de 1873 des dispositions excellentes. Ce sont celles qui frappent l'ivrogne de déchéances, comme l'incapacité de voter, d'être éligible d'occuper une fonction publique ou d'être porteur d'armes à feu, déchéances auxquelles on a ajouté la déchéance de la puissance paternelle. Cette dernière est facultative pour le juge et les tribunaux ne peuvent pas être accusés d'en faire abus, ils ne l'ont prononcée que trois fois en 1894. On devrait l'assimiler aux précédentes qui frappent irrévocablement, tout ivrogne récidiviste aux termes de la loi.

Ces sortes d'incapacités sont très bonnes parce qu'elles constituent à la fois une peine pour celui qui en est frappé et une protection pour les individus ou la société.

§ 2. — Les buveurs d'habitude

Ce sont ceux qui sans tomber sous notre loi pénale font cependant de l'alcool un abus tel qu'ils deviennent incapables de gérer convenablement leur fortune ou dangereux pour leurs semblables.

Il ne faut pas les confondre avec les aliénés alcool-

ques, ils ne peuvent tomber sous le coup de la loi de 1838, car ils ne sont pas atteints de folie. Ils ne sont pas non plus ivrognes aux termes de la loi et ne se trouvent pas dans l'état de récidive qui permet de les définir tels. Mais sans être atteints de fureur, ils sont dangereux pour ceux qui les entourent. Sous l'influence de l'alcool leur caractère s'est transformé, est devenu sombre, soupçonneux; on craint qu'ils ne se suicident ou ne soient tout à coup atteints de la manie de la persécution; dans d'autres cas, leur douceur naturelle a fait place à une brutalité bestiale vis-à-vis même des êtres qu'ils chérissaient le plus, ou bien encore leur esprit s'est lentement obscurci aux fumées des liqueurs, leur langue s'empâte et les idées ne se développent que lentement par à coups, comme le fil d'un écheveau embrouillé. L'homme a bien sa conscience, il peut demeurer à la tête de sa maison de commerce ou continuer à gérer ses affaires, il le fait le plus souvent avec maladresse et risque de compromettre ou de dilapider sa fortune.

Cela est regrettable, mais y a-t-il bien lieu dans ce cas à une intervention législative? Et surtout à l'intervention d'une loi pénale?

Cela paraît impossible. Il s'agit en effet de malades, L'accord est complet sur ce point. Sans prétendre comme les médecins anglais ou américains que l'intempérance est *toujours* une maladie (1) on peut admettre qu'elle le

(1) V. Dr Achille Foville. *Les hôpitaux d'ivrognes en Amérique*. Communication à la Société de médecine publique, 1883.

devient souvent. Mais elle ne tombe pas pour cela dans le ressort de la loi pénale.

Le code pénal ne dit pas, ne peut pas dire : il est défendu sous peine d'amende de devenir alcoolique. Cela est trop vague et impossible à déterminer. S'en prenant à une manifestation de l'alcoolisme, il punit ceux qui sont en état d'ivresse.

En admettant donc que tous les buveurs d'habitude soient coupables au point de vue moral, ils ne relèvent que de leur conscience. Et encore cette culpabilité est-elle fortement atténuée par les entraînements qui agissent sur le buveur. Nous avons vu l'influence exercée par l'opinion, le milieu, les conditions physiques ou économiques, la profession. Quand on veut de là tirer la quotité de responsabilité imputable au buveur, on arrive à une impossibilité absolue. C'est ce qu'énonçait éloquentement M. le professeur Saleilles quand, parlant à la Société des Prisons, il disait : « Au point de vue « légal il n'y a point de place pour la responsabilité « partielle. Je crois, en effet, quant à moi, Messieurs, « que cette thèse de la responsabilité partielle dont on « abuse un peu est un entraînement dangereux. Ces « analyses concrètes, minutieuses, poussées à fond sur « les responsabilités individuelles, doivent conduire « fatalement à ce qui est pour moi, l'erreur capitale du « Code pénale italien, c'est-à-dire la recherche d'un pro-

(1) *Revue pénitentiaire*, 1897, p. 469.

« blème insoluble, la constatation de la responsabilité
« concrète vraie et absolue des individus... »

Il n'y a dans l'état des buveurs d'habitude ni acte réprouvé par les lois, ni même mal moral ou si peu. Ce sont des malades, il faut les traiter et non les punir. Et s'il est besoin d'une loi pour régir leur situation, ce sera une loi de police comme celle de 1838 sur les aliénés. Quant à leurs intérêts privés ou à ceux des tiers la protection en appartient au droit civil.

Cependant sous l'influence de l'Ecole Italienne on a vu un Code pénal récent, le Code fédéral suisse, admettre l'internement des buveurs d'habitude dans des asiles sans se préoccuper, semble-t-il, de distinguer s'ils sont des coupables à châtier ou des malades à soigner. Ces mesures qui semblaient réservées à l'administration sous le contrôle de l'autorité judiciaire font partie d'un système pénal et cela est justice si, niant comme le font les criminalistes italiens, la responsabilité et par conséquent le mal moral, on ne tient compte que du trouble apporté par certains membres dans le bon fonctionnement de la société. Dans ces conditions il semble naturel de traiter de la même manière tous les alcooliques, car on ne peut pas le nier, le danger qu'ils présentent est immense.

Quelque réserves qu'on puisse faire sur la légitimité d'un pareil système il faut avouer que la nécessité aidant et sous l'influence toujours grandissante des médecins il a eu un grand succès. Depuis 20 ans surtout

il gagne du terrain de jour en jour, dans presque chaque pays européen on trouve une loi ou un projet qui consacrent ce principe. Le fameux « act to facilitate the controle and cure of habitual drunkars » de 1879 a été complété en Angleterre par la loi du 12 août 1898 qui à l'internement volontaire des buveurs obligés d'ailleurs à rester toute la période pour laquelle ils s'étaient engagés a ajouté l'internement forcé par mesure judiciaire (1).

En 1891 le canton de St-Gall promulguait, le 21 mai une loi dans laquelle il reconnaît aux pouvoirs publics le droit de faire séquestrer d'office les buveurs d'habitude. Cet internement est prononcé par le conseil municipal soit d'office soit à la requête des parents, du tuteur, ou d'une personne quelconque appuyée par un certificat médical constatant l'alcoolisme chronique et la nécessité d'un traitement spécial. La décision du conseil municipal doit être ratifiée par le Conseil d'Etat du Canton qui peut lui-même si le Conseil municipal s'y refuse prononcer l'internement d'office (2).

Des dispositions de même nature sont inscrites dans des projets de loi suédois, allemands, autrichiens, et ce système a en France de fervents adeptes.

Avant d'examiner les grosses questions que soulève un pareil système, voyons comment il fonctionne et

(1) Depuis 1865 l'Etat de New-York avait admis cet internement pour un an au maximum. Les buveurs étaient traités à l'hôpital de Bughampton. — Magnan, cité par Fochier, thèse 1900.

(2) V. Jacquet, *loc. cit.*, p. 18.

quels paraissent être les résultats jusqu'à ce jour obtenus.

L'asile où doivent être enfermés les alcooliques est, c'est l'avis unanime, d'une nature toute particulière. Ce n'est pas un asile d'aliénés, encore moins une maison de correction. C'est plutôt un hôpital, une maison de retraite. Il est le plus souvent dirigé par un médecin, qui est, d'ailleurs, la cheville ouvrière du système, et, de préférence, dû à l'initiative privée.

Voici quelle est l'organisation de l'asile d'Ellikon, due au Dr Forel. « L'établissement, situé en pleine campagne, loin de tout centre populeux, forme une espèce de colonie agricole, sous la direction d'un « père de famille » (Hausvater) qui cumule à la fois les fonctions d'administrateur, de chef de l'exploitation agricole et d'éducateur de ses pensionnaires. Ceux-ci sont au nombre d'environ 30 ou 40..... Le principe fondamental du traitement est l'abstinence absolue de toute boisson alcoolique. On exige en outre de chaque pensionnaire un travail régulier. » (1) L'ivrogne entre à l'asile de son plein gré et en sort de même. Dans la période de 1889 à 1893 on compte 65 o/o de succès dans les traitements. Les statistiques américaines donneraient un résultat analogue, 40 o/o de guérisons après 5 à 8 ans, selon le Dr Crothers. Seulement, si les asiles américains ont eu des prôneurs, ils ont aussi eu

(1) Jacquet, *loc. cit.*

de terribles détracteurs qui semblent citer des faits assez convaincants. Or, l'intérêt qu'offrent les expériences aux Etats-Unis est d'autant plus grand que le nombre d'années depuis lequel existent les asiles est assez considérable et que leur nombre est important. Voici quel était, à leur sujet, l'opinion du D^r Bucknill, ex-commissaire du Lord chancelier, chargé de la protection des aliénés, à la suite d'un voyage qu'il fit en 1875 aux Etats-Unis. (1)

« Lors d'une visite faite par le D^r Macdonald, médecin de l'asile municipal d'aliénés de la ville de New-York, à l'asile pour les ivrognes, situé dans l'île de Ward, il entra dans les chambres de 4 des pensionnaires de l'établissement et chacun d'eux put lui offrir un choix complet de liqueurs spiritueuses. « Lorsque je visitai « l'Union Washingtonienne pour les ivrognes, à Bos-
« ton (2), M. Laurence, le directeur de cet établisse-
« ment me dit que son principal moyen de traitement
« consistait en exercices religieux accompagnés de
« chants à l'éloge de la tempérance, et additionnés à
« l'occasion de pilules de poivre de Cayenne ;... aussi
« n'ai-je pas été du tout étonné en visitant Binghamp-
« ton (3) de rencontrer un homme qui avait été anté-
« rieurement soigné à Boston et qui m'affirma qu'en
« dépit des exercices religieux et de la parole d'honneur,

(1) *Journal of mental science*, juillet 1876.

(2) Cet asile, le 1^{er}, fut fondé en 1857.

(3) L'asile de Burghampton date de 1867, mais on finit par le transformer en asile d'aliénés vu ses résultats déplorables.

« il avait, ainsi que la plupart des malades, l'habitude
 « constante de faire venir du whiskey, du petit débit de
 « liqueurs situé tout à côté de l'asile... A Burghampton,
 « l'asile modèle qui appartient à l'Etat de New-York,
 « j'appris, non pas d'un des pensionnaires, mais de
 « plusieurs qu'ils avaient l'habitude de se procurer dans
 « l'établissement autant de whiskey que bon leur sem-
 « blait..... L'opinion de ces messieurs était que l'insti-
 « tution n'était bonne à rien sinon à donner la facilité
 « de se remettre d'aplomb après une débauche. » Le
 seul établissement qui ait trouvé grâce devant ce
 terrible enquêteur est le Franklin home de Philadelphie.
 Le Dr Harris en est le fondateur. Il faut aussi faire
 exception pour l'établissement de Port Hamilton, près
 de New-York, fondé en 1868, et dont la prospérité ne se
 dément pas. « Mais il faut remarquer que dans sa par-
 « tie principale il ne constitue pas un hôpital, c'est plu-
 « tôt une prison atténuée..... En effet, cet établissement
 « contient surtout des ivrognes condamnés pour ivro-
 « gnerie habituelle que ses administrateurs vont cher-
 « cher dans les prisons avec l'espoir qu'ils pourront
 « parvenir à les réformer. Et cependant il résulte de
 « renseignements que j'ai reçus, il y quelques jours
 « d'Amérique, que même au Fort Hamilton, l'usage
 « clandestin ou *toléré* des boissons enivrantes se fait
 « dans des proportions qui font plus que toucher à
 « l'abus. » (1)

(1) Dr Achille Foville, médecin de l'asile de Quatremares, près
 Rouen, *op. cit.*, 1883.

Voilà pour les asiles privés, voici pour les asiles établis par l'autorité administrative. Le même D^r Bucknill dans une lettre au *Times* disait : « Je n'ose vous décrire
« les tristes conditions dans lesquelles j'ai trouvé les
« hôpitaux d'ivrognes en Amérique. L'asile de la Cité
« de New-York était condamné et devait être fermé dans
« un mois. L'asile de l'État de Pensylvanie, à la tête du
« quel était le D^r Parish, celui dont les témoignages
« occupent la première place dans l'enquête Dalrymple
« venait d'être supprimé comme ayant manqué son but.
« L'asile pour les buveurs de l'État de New-York dont
« le médecin directeur, le D^r Dodge était l'autre cory-
« phée venu d'Amérique pour soutenir la cause devant
« le comité Dalrymple était soumis à une épreuve d'un
« an... L'établissement construit par l'État d'Ontario...
« avait été approprié à l'usage d'aliénés parce que le
« gouvernement avait reconnu l'insuccès complet de ces
« sortes d'établissements dans les autres États. En outre
« la loi votée par l'État de New-York qui donnait le
« droit à certaines autorités d'enfermer les buveurs d'ha-
« bitude dans l'asile de l'État pour les ivrognes, n'avait
« pas précisément été rappelée mais elle avait été
« comme paralysée... par décision de la cour suprême
« qui l'avait déclarée inconstitutionnelle... Cette déci-
« sion ne paraît pas avoir été prise à un point de vue
« théorique mais bien à la suite d'abus graves. J'ai moi-

(1) *Le Times*, novembre, 1876.

« même eu connaissance de cas dans lesquels des maris
« portés à boire avaient été enfermés par des femmes
« immorales, et des fils gênants par des parents négli-
« gents. »

Tel est le tableau, il est sévère mais paraît juste. Cela n'a pas empêché le nombre des asiles américains d'atteindre environ le nombre de 30. Ceux d'Angleterre dont le plus célèbre porte le nom de Dalrymple-House sont à peu près aussi nombreux, sept d'entre eux sont concessionnés officiellement par l'État.

Il est impossible de savoir quel sera l'effet dans ce dernier pays de la législation inaugurée par la loi de 1898, mais on peut d'ores et déjà affirmer que l'acte de 1879 n'a pas produit l'effet qu'on en attendait, il n'a contribué qu'à diminuer le nombre des alcooliques qui volontairement allaient se placer dans un asile. Dès qu'il s'agissait d'aliéner leur liberté, leurs hésitations augmentaient à ce point que la loi produisit l'effet contraire de celui qu'on en attendait, et en 1883 le D^r Normann Kerr écrivait : « L'Act sur les buveurs de 1879 est resté jusqu'ici lettre morte. »

Les autres asiles européens, ceux de Suisse notamment échappent à la majeure partie de ces critiques, en particulier Ellikon qui obtient, dit-on, en 1898 jusqu'à 50 % de guérisons, encore faut-il tenir compte des rechutes qui se produiront d'ici quelques années et qui réduiront d'autant la proportion. L'asile de Trélex gratuit situé dans le canton de Vaud donne peu de résul-

tats. Les asiles d'Allemagne ne voient guère non plus leurs efforts couronnés de succès (1).

Nous ne parlerons pas de l'asile de Ville-Evrard qu'on ne peut assimiler à ceux dont nous venons de parler, car il reçoit des aliénés alcooliques et non des buveurs d'habitude. D'ailleurs ce ne seraient pas les résultats qu'on y obtient qui pourraient encourager la France à suivre le mouvement dans lequel tant de pays se sont engagés résolument.

Ces inconvénients ne sont pas les seuls que rencontre au point de vue pratique l'amendement des buveurs par le placement dans un asile, il y en a un très sérieux quoique d'ordre secondaire. Le traitement est fort coûteux. En Amérique à l'asile de Fort Hamilton, un des rares où les résultats soient appréciables, la pension varie de 25 à 175 fr. par semaine, c'est-à-dire de 1,200 à 8,400 fr. par an (2). En Angleterre il est de 4 à 500 fr. par mois en moyenne. Il est vrai qu'à Darlymple-House on a diminué les prix de pension et même admis en principe qu'on pourrait admettre des indigents gratuitement quand les ressources le permettraient. Ces asiles sont donc fermés à la masse populaire, qui, chez nous du moins, constitue l'immense majorité de notre population d'alcooliques. Si donc une loi venait consacrer l'internement forcé, il faudrait que l'état fit les frais

(1) Fochier, *op. cit.*

(2) Dr Berthelot. *Communication à la société de médecine publique*, séance du 22 janvier 1882.

de maisons capables de traiter tous les internés. La dépense serait immense si l'on voulait admettre le régime qui seul a donné des résultats appréciables, celui d'Ellikon, et si on hésitait devant les nécessités budgétaires pour se résigner à faire de grands établissements plus économiques, il serait à craindre qu'on ne réussit pas mieux qu'en Amérique. En somme il nous paraît que l'amélioration serait loin d'être en rapport avec les efforts tentés.

Le Dr Marandon de Montyel tout en admettant qu'en principe l'internement prolongé de tous les buveurs d'habitude est justifié, pense qu'il est préférable pour le moment de ne réclamer cette mesure que contre trois catégories d'entre eux : les criminels, les délictueux, les délinquants à la loi sur l'ivresse. Jusqu'ici nous sommes complètement d'accord avec lui. Il réclame en outre le placement par l'autorité judiciaire de l'ivrogne privé s'alcoolisant dans son intérieur quand il y a de sa part, menaces, brutalité, bruits ou tapages. Enfin, d'après lui, la loi devrait contraindre le buveur qui se place volontairement dans un asile à y rester le temps souscrit par lui (1).

Même si l'on fait abstraction des difficultés d'application et de la qualité plus ou moins bonne des résultats obtenus, la question des asiles de buveurs soulève des difficultés très sérieuses.

(1) V. Marandon de Montyel. *La Thérapeutique de l'alcoolisme par l'internement prolongé des buveurs* in *Tribune médicale*.

Comment allier ce procédé avec la liberté individuelle lorsque l'internement a lieu par voie administrative ? Comment dans le cas où le buveur se présente de lui-même à l'asile concilier l'inaliénabilité de la liberté, ce principe fondamental de nos codes, avec la nécessité de demeurer dans l'asile de buveurs le temps souscrit ?

Il y a de nos jours une tendance à ne pas respecter la liberté individuelle que nos pères regardaient comme inviolable. Il semble qu'à force d'en jouir, nous n'en apprécions pas complètement l'importance. Les criminalistes italiens sont pour beaucoup après les philosophes dans ce mouvement. Il est pour nous profondément dangereux, aussi est-ce une raison de plus pour y résister de toutes nos forces. Le principe de la liberté individuelle ne doit céder que dans deux circonstances : d'abord devant la loi pénale, ensuite quand l'individu frappé d'imbécillité, de démence ou de fureur, incapable d'ailleurs de jouir de cette liberté est devenu fou. Dans ce cas la mesure s'impose de même qu'en présence d'un crime ou d'un délit grave. Le fou, d'ailleurs, en proie à sa maladie n'est plus libre, il n'est qu'un instrument aveugle, un être sans morale et souvent même sans instinct, ce n'est plus un homme que par l'apparence.

Nous admettons sans peine l'idée de l'internement de l'aliéné alcoolique, de l'ivrogne avéré et récidiviste, de celui qui, tombant sous l'application d'une autre loi pour un crime ou un délit s'est avoué alcoolique et par son acte même alcoolique dangereux.

Mais de là à considérer comme légitime la séquestration en quelque sorte préventive d'un buveur d'habitude, calme dans ses mœurs, parce qu'il peut un jour devenir criminel ou offrir un danger pour la société dans un avenir plus ou moins lointain, alors que ce fait peut fort bien ne pas se produire (car l'alcoolisme est, comme le disent les médecins, protéiforme dans ses manifestations), cela nous semble en quelque sorte aussi monstrueux que lorsqu'on vient prétendre qu'il faut enfermer un homme sain dont les actes n'ont rien de répréhensible sous le prétexte qu'il réaliserait un prétendu type criminel sur lequel on ne peut s'entendre.

S'il y avait un critérium infailible qui permit d'acquiescer la certitude, on pourrait peut-être se résigner, mais il n'y a rien que le certificat d'un médecin qui peut se tromper. Une loi qui admettrait une pareille disposition consacrerait bien des injustices.

Les raisons qu'on invoque en faveur de ce détestable système sont nombreuses.

La liberté doit, dit-on, fléchir devant l'intérêt social. D'accord, mais encore faut-il que cet intérêt social soit clair, évident même. Or les résultats obtenus dans les asiles sont encore, nous l'avons vu, fort sujets à caution. Et puis, pendant qu'on est dans cette voie, pourquoi n'aller pas plus loin ? Pourquoi, car l'alcoolisme dans cette théorie n'est et ne peut être considéré dans le buveur d'habitude que comme une maladie, ne pas lui assimiler toutes les maladies qui, au même degré, sont

des dangers sociaux ? Pourquoi ne pas séquestrer les tuberculeux sous prétexte qu'ils vont partout semant aux quatre vents du ciel les germes de leur terrible affection ? Pourquoi pas surtout les syphilitiques chez lesquels la maladie pour n'être pas volontaire n'en a pas moins le plus souvent une origine peu morale ? Eux aussi ont fait un mauvais usage de la liberté, pourquoi ne pas leur ouvrir la porte d'asiles spéciaux ? Est-ce que les effets de leur maladie ne sont pas aussi pernicioeux et même plus que ceux de l'alcoolisme ? Interrogez les médecins, ils vous répondront.

« Qu'est-ce, dit-on encore, et ici nous empruntons les
« propres paroles du Dr Legrain, que cette liberté maté-
« rielle qu'il s'agit de lui enlever (au buveur d'habi-
« tude) momentanément auprès de cette liberté morale
« bien autrement respectable, qu'il a déjà perdue et
« qu'il s'agit purement et simplement de lui restituer
« par un traitement approprié ? »

Sans vouloir révoquer en doute l'excellence des méthodes employées par les directeurs dévoués des asiles de buveurs, il nous semble qu'ils s'exagèrent singulièrement leur puissance en comptant rendre à l'alcoolique invétéré sa liberté morale c'est-à-dire dans la circonstance présente l'éloigner pour jamais des abus de l'alcool. Nous avons déjà dit et nous le répétons que c'est le milieu qui fait l'ivrogne. Les conditions extérieures sont comme un bouillon de culture dans lequel se développe le mal : quand le buveur aura quitté l'asile il

retombera fatalement dans ses premières erreurs s'il se retrouve dans les mêmes conditions, à moins qu'il ne soit persuadé qu'il a mal agi et n'ait l'intention ferme et la résolution de se corriger. Or on peut concevoir que l'homme puni ait conscience du mal qu'il a commis, mais le malade, lui, est porté à considérer le mal dont il souffre comme fatal et à le subir comme une nécessité inéluctable. On fait sonner bien haut les résultats acquis. Nous convenons que pour certains asiles ils sont assez importants. Mais quels sont ces asiles ? Ce sont ceux où, de propos délibéré, les buveurs énergiques se sont, de leur propre volonté, résignés à subir un traitement sévère, une discipline rigide et ont persévéré dans leur résolution jusqu'à guérison complète, ce sont les asiles privés, les asiles où l'on paie, c'est-à-dire ceux dont la clientèle constitue une sorte d'élite à la fois sociale et intellectuelle. Dans l'asile de Dalrymple on comptait, il y a quelques années, 14 médecins et plusieurs clergymen en traitement. Ceux-là ont guéri et devaient guérir et si l'on veut notre opinion nous les considérons comme guéris au moment de leur entrée.

Mais avec l'internement forcé, avec l'asile forcément gratuit qui en serait la conséquence nécessaire, ces conditions privilégiées disparaîtraient et l'on serait vite obligé de reconnaître, comme on l'a fait en Amérique pour les asiles d'Etat, l'inutilité de la mesure.

On invoque toujours l'exemple du vagabondage pour légitimer la mesure contre les buveurs d'habitude.

Qu'on étudie donc les résultats merveilleux obtenus par les dépôts de mendicité pour le reclassement de ces malheureux, on aura une juste idée de l'amélioration que produiraient des asiles pour les alcooliques.

Et ce n'est pas tout, le buveur d'habitude qui serait le plus souvent soumis à l'internement forcé est un indigent, mais, à moins d'être un ivrogne fieffé, cas auquel il tombe sous l'application des lois pénales, il se livre à un travail quelconque, il vit et fait souvent vivre, difficilement il est vrai, une femme et des enfants. Que deviendraient ces malheureux pendant l'année où les dix-huit mois jugés nécessaires à sa conversion par le directeur de l'asile? Est-ce la société qui les nourrirait ou faudra-t-il les laisser aller grossir le nombre des mendiants ou des vagabonds? Si c'est déjà un grave problème pour les quelques ivrognes récidivistes dont le nombre n'atteint pas le millier dans une année en France, que serait-ce si une application effective venait à séquestrer à la fois des dix ou vingt mille individus pères de famille ou autres sous prétexte de les amender?

Enfin on a beau promettre qu'on accorderait toutes les garanties possibles à la liberté individuelle, affirmer qu'on éviterait l'arbitraire, il est impossible que la religion des tribunaux ne soit pas surprise quelquefois. On voit bien des abus pour l'internement des aliénés pour lesquels la preuve de la maladie est relativement facile. Que serait-ce si une famille pouvait se débarrasser d'un

de ses membres à l'aide d'un certificat médical et d'un avis du conseil municipal comme dans le canton de Saint-Gall. Dans l'opinion des partisans de cette mesure en France il faudrait un jugement du tribunal civil siégeant en chambre du conseil. Y aurait-il plus de garanties ? Peut-être ; à coup sûr pas beaucoup, le tribunal devrait établir sa conviction sur un certificat de médecin et sur une enquête. On sait quelle foi il faut accorder le plus souvent à ces dernières, surtout lorsqu'elles portent sur des faits aussi difficiles à établir, quant au certificat la bonne foi du médecin pourrait être surprise. Nous citons plus haut une loi de l'Etat de New-York qui avait du être en quelque sorte abrogée à la suite d'internements scandaleux. Il est inutile d'ouvrir la porte à des abus aussi atroces et de laisser le champ libre à la délation, à la calomnie et aux intérêts invouables.

Si nous sommes les adversaires résolus de l'internement forcé, nous reconnaissons que l'entrée volontaire d'un malade dans une maison de traitement contre l'alcoolisme peut au contraire avoir les effets les plus salutaires. Mais c'est à une condition, c'est que le séjour en soit facultatif pour les malades. Nous heurtons ici encore l'opinion de beaucoup de ceux qui se sont occupés de cette question et qui préconisent au contraire une loi dont la disposition forcerait l'interné à accomplir complètement son engagement.

Les raisons qui nous font repousser cette solution

sont plutôt d'ordre pratique et spéciaux à notre pays.

Au point de vue théorique il semble acquis et certain que l'engagement d'un buveur vis-à-vis du directeur d'un asile est un contrat synallagmatique, et son inexécution ne pourrait entraîner, au pis aller, pour le buveur que le paiement de dommages-intérêts. C'est là l'opinion de M. Muteau et elle nous paraît indiscutable. D'autres auteurs voudraient assimiler cet engagement à l'engagement militaire ou du moins obtenir une loi qui consacraît cette assimilation. On établit un système analogue à celui de la loi anglaise de 1879. Cet acte sur les conséquences duquel nous aurons à revenir après un certain nombre de dispositions qui règlent les conditions dans lesquelles un particulier peut établir un asile pour les habitual drunkars et les formalités qui doivent accompagner l'entrée du buveur édicte dans son article 10 qu'après son admission le requérant ne pourra « sauf dans les cas ci-après déterminés, sortir « de la maison de retraite avant l'expiration du délai « fixé dans la demande. La durée du séjour ne pourra « cependant être supérieure à 12 mois ». L'art. 25 permet de condamner à une amende dont le maximum est de 125 fr. l'interné qui refuse de se soumettre à la discipline de la maison. D'après l'art. 26, le buveur qui s'évade est conduit devant le juge de paix et sur l'ordre de celui-ci réintégré ou mis en liberté. Le même juge peut faire relaxer une personne sur requête présentée par l'administrateur autorisé (art. 12). Enfin deux fois

l'an un inspecteur doit faire une visite dans chaque asile (1).

Cet acte est fort bien conçu et les précautions minutieuses qu'il prend pour sauvegarder la liberté individuelle des internés ou pour éviter les abus et assurer la bonne tenue des asiles devraient être imitées en France si l'on y créait des asiles, surtout si on admettait le principe de l'internement volontaire avec séjour forcé.

Cela est-il désirable ! cela est-il possible ? En Angleterre, l'acte de 1879 n'a pas produit tout l'effet qu'on en attendait. Nous voyons plus haut l'opinion du Dr Norrmann Kerr qui disait « l'acte de 1879 est resté lettre morte ». C'était à prévoir, le nombre des internés volontaires a subi du coup une diminution. Si l'on consent assez volontiers à faire l'expérience d'un traitement, on y met plus de façon avant de se condamner soi-même à un emprisonnement d'une année, si doux que puisse paraître le régime de l'établissement.

A ces objections viennent s'en ajouter d'autres spéciales à notre caractère national. Ce n'est pas sans étonnement que nous autres Français nous voyons parmi les pensionnaires d'un des asiles le nom de 14 médecins et de nombre de clergymen. Il faut être anglo-saxon pour se délivrer ainsi de gaieté de cœur un certificat d'ivrognerie à soi-même. Nous ne voyons pas bien le retour d'un brave curé à son presbytère, après un an passé à l'asile de

(1) Analyse et traduction de M. Edmond Bertrand.

buveurs. Il est probable que l'évêque en le suspendant lui éviterait la réception plutôt froide de ses paroissiens et quant au médecin qui se livrerait à une pareille facétie, le moindre mal qui lui pourrait advenir serait de perdre sa clientèle. On peut regretter cette tournure d'esprit de nos nationaux, mais il nous semble vain d'aller à l'encontre. Les médecins ont bien compris que même au point de vue pécuniaire, la combinaison serait détestable, aussi dans notre France, si riche en établissements de charité ne compte-t-on pas une seule maison pour buveurs d'habitude. C'est qu'en dépit des réclames les plus adroites, le malheureux directeur d'un pareil asile, serait assuré de faire faillite.

Il faut donc, croyons-nous, se résigner à voir, dans la société, bon nombre d'individus dont la liberté morale et la responsabilité ont reçu une atteinte et dont l'intelligence même peut être quelque peu obscurcie. Leur présence à la tête d'une fortune à gérer ou d'un commerce à diriger peut causer à leur famille un préjudice grave. Il peut donc être nécessaire de leur enlever la disposition de leur fortune et de les mettre hors d'état de nuire par leur gaspillage ou leurs opérations hasardeuses. Il y a un moyen d'y arriver : il a été mis en avant au Congrès de la Haye de 1893, par le Dr Schmitz. Il consiste à appliquer au buveur d'habitude l'interdiction prévue par le Code civil dans son art. 489 pour le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur.

Cette mesure prise à l'égard d'un homme conscient de ses actes aurait à la fois un effet pénal et un grand avantage pour la famille de l'interdit qui serait ainsi soustraite à sa mauvaise administration et à son influence souvent dangereuse. Il nous semble aussi que même au point de vue pénal elle serait effective. Une pareille déchéance serait sensible à beaucoup d'alcooliques. L'idée de se voir enlever la direction de sa propre fortune pourrait surtout, croyons-nous, arrêter plus d'un buveur sur la pente où il s'aventure.

Le Code civil allemand a prévu et réglé ce cas spécial d'interdiction. (1)

L'art. 6 du Code civil pour l'Empire d'Allemagne dispose : « Peut-être interdit : ... 3° Celui qui, à raison de « ses habitudes d'ivresse en tant qu'elles présentent un « caractère pathologique, n'est plus à même de s'occu-
« per de ses affaires, ou se trouve exposé lui ou sa
« famille à tomber dans l'indigence ou compromet la
« sûreté d'autrui. »

Il importe de remarquer, comme le fait observer M. Saleilles, le criterium sur lequel s'appuie l'article en question pour déterminer si un individu peut ou non être interdit pour cause d'ivresse. Il faut que ces habitudes d'ivresse présentent « un caractère pathologique

(1) Tous les détails qui suivent sont empruntés à une note de M. R. Saleilles. « Sur la théorie de la capacité dans le code civil pour l'empire d'Allemagne ». — *Bulletin Société de Législation comparée*, mars 1900, p. 237.

« de nature à les rendre irrésistibles. C'est ce qu'exprime « le terme technique de « *truncksucht* » qui a été « employé à dessein. » Ce criterium est plus large que celui d'alcoolisme, car il englobe les cas d'ivresse intermittente si la condition du « caractère pathologique » est réalisée.

A ce caractère doit s'ajouter au moins une des conditions suivantes : incapacité de gérer ses affaires, danger de tomber dans l'indigence, cause de trouble pour la sécurité publique.

Celui qui se trouvera dans ce cas sera donc interdit après débats contradictoires par le tribunal de bailage. (1) Mais son interdiction n'est pas analogue à celle qui existe en France et en Allemagne même pour les mineurs en bas-âge. Il lui reste une capacité restreinte, car on considère avec raison que dans la plupart des cas, il est nombre d'actes que peut accomplir sans danger l'alcoolique le plus invétéré. Seulement la nomination d'un tuteur vient empêcher les excès auxquels il pourrait se livrer et protéger sa famille contre ses entraînements, ses violences ou ses faiblesses. Ce tuteur a, de plus, le droit de le faire placer dans un asile de buveurs.

Il y là un progrès certain sur notre interdiction française trop absolue.

(1) « En matière d'alcoolisme, par crainte d'abus possibles on « ne réserve plus l'application des lois d'Etats qui donneraient « à certaines associations ou communes le droit de poursuivre « l'interdiction ».

Pour consacrer en France le principe même de l'interdiction en matière d'alcoolisme, il faut une loi. « Des « aberrations partielles d'esprit et à plus forte raison de « simples bizarreries de caractère ne peuvent autoriser « l'interdiction, il en est évidemment ainsi de l'habitude « même invétérée d'ivrognerie..... (1) Il est bien clair, « dit Demolombe (2). qu'aujourd'hui, le désordre des « mœurs, la débauche, l'ivrognerie, etc., ne consti- « tuent point, par eux-mêmes, une cause d'interdiction « mais ajoutons, en même temps, qu'ils sont des cir- « constances très aggravantes de l'état d'imbécillité, de « démence ou de fureur dans lequel on prétendrait « qu'une personne est tombée, d'autant plus que tous « ces vices dégradent, en effet, profondément le cœur et « l'intelligence et finissent souvent par produire cette « déchéance totale qui nécessite l'interdiction et, dans « ce cas, du moins, la honte qui s'y attache, loin d'être « un préjugé n'est qu'un châtiment très mérité et très « justement exemplaire. »

Il serait désirable, à l'imitation de l'Allemagne, qu'une loi admît comme cause d'interdiction le dérèglement des mœurs par abus de boisson concordant avec la mauvaise administration de son patrimoine par le buveur.

La procédure serait la même que pour l'interdiction ordinaire si ce n'est que le procureur de la République

(1) Aubry et Rau, 4^e édit., t. I, n^o 124. — Rouen, 18 janvier 1865 (Sirey 66, 2, 350).

(2) Demolombe, t. VIII, n^o 432.

ne pourrait jamais la provoquer et l'interdiction elle-même serait analogue à celle établie par le code allemand aux articles 104-115.

Ici s'arrête l'action de la loi pénale sur la personne de l'alcoolique. Résumons donc l'ensemble des mesures qui nous paraissent avoir quelque efficacité et constituer un bon système de répression.

Contre l'ivresse accidentelle l'amende d'abord de simple police pour le délit primaire et la première récidive, puis correctionnelle à la seconde.

Contre l'ivrognerie, l'internement dans une maison de rétention, maison d'état tenant à la fois de la maison de correction et de l'asile. A l'ivrogne serait assimilé, le délinquant dont le délit a été commis en état d'ivresse et qui a été acquitté.

Contre le buveur d'habitude, aucune peine, mais seulement comme mesure de protection pour les tiers, l'*interdiction*. Il serait à propos de favoriser, s'il était possible, la création d'asiles de buveurs mais sans admettre l'exécution forcée de l'engagement pris par l'alcoolique,

Enfin pour l'*alcoolique* délirant l'internement dans un quartier spécial d'un asile d'aliénés, avec la faculté après le second accès constaté de le retenir, même quand il a recouvré la raison, pour un traitement dont la durée ne pourrait excéder une année.

CHAPITRE III

RÉPRESSION DE L'ALCOOLISME CHEZ CEUX QUI EN FAVORISENT L'EXTENSION

La loi du 23 janvier 1873 n'a pas jugé devoir s'arrêter simplement aux peines prononcées contre l'ivrogne. A côté de celui-ci quelquefois inconscient, malade ou entraîné par une force aveugle, une passion puissante, il y a ceux qui, soit cupidité, soit malveillance, soit même faiblesse ou indifférence favorisent son vice, en vivent ou s'en amusent. Notre loi française a été très timide dans ses mesures de répression à l'égard de tels individus. Elle a eu grand tort, les pénalités peuvent être très efficaces dirigées contre eux. Ils ne sont pas comme l'ivrogne sous l'empire d'une passion et n'ont pas à lutter contre l'aiguillon du plaisir. Dans le cas le plus fréquent, celui du débitant aubergiste, du cabaretier, l'intérêt, le sordide intérêt, est le seul mobile de l'acte répréhensible. Il fallait donc frapper et frapper fort, parce que le coupable est de sang froid, peut envisager les conséquences de l'acte qu'il a voulu. C'est ce que quelques lois étrangères plus tard venues que la nôtre ont bien compris et nous verrons, dans l'énorme quantité de mesures prises à ce sujet dans tous les pays du monde, quelles sont celles qui paraissent avoir le plus

de chances de réussir chez nous. Nous citerons surtout les lois autrichienne du 19 juillet 1877, néerlandaise du 26 juin 1881 et surtout la loi belge du 16 août 1887. Cette dernière a sur les autres l'avantage d'avoir été édictée pour le pays d'Europe qui se rapproche le plus de la France par les institutions juridiques, les mœurs, la situation économique, on peut donc sans hésitation transporter une disposition d'un pays dans l'autre sans inconvénient.

La loi de 1873 n'a prévu que trois cas, celui où un cabaretier sert à boire à un homme manifestement ivre.

Celui où il sert des boissons alcooliques à un mineur de 16 ans.

Celui enfin, où un tiers quelconque enivre un mineur de 16 ans avec aggravation si le coupable est cabaretier.

Ces dispositions sont excellentes, mais elles ne suffisent pas, et sous ce rapport nous avons été devancés par les autres pays. De plus les punitions sont remarquablement mesquines. Ainsi l'amende encourue par un débitant pour avoir servi des boissons alcooliques à un homme ivre ou à un mineur (1), s'élève au maximum à 5 fr. Comme les cas où la contravention est constatée sont extrêmement rares, particulièrement pour le fait

(1) Il importe peu que le mineur soit ou non accompagné. En Belgique au contraire le cabaretier peut servir des boissons alcooliques à des enfants qui sont sous la surveillance d'une autre personne (art. 6), le texte autrichien dispose de même.

d'avoir servi à boire à un mineur de 16 ans puisque le débitant peut prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du consommateur, l'amende est loin de contrebalancer les bénéfices qu'il a pu faire en violant la loi. Ce n'est qu'à la seconde récidive que la peine devient sérieuse avec 16 à 300 fr. d'amende et de 6 jours à 1 mois de prison. A la seconde condamnation correctionnelle le législateur consacre enfin la peine vraiment efficace pour les contraventions commises par les cabaretiers et autres débitants, la fermeture de leur débit ou du moins la suppression de la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

La fermeture du débit est la sanction la meilleure, nous ne disons pas pour la première contravention, mais sitôt que la faute mérite une répression correctionnelle, cela nous paraît bien préférable à la prison et autrement exemplaire que l'amende. Seulement il faudrait que la fermeture fut obligatoire pour le tribunal et non pas facultative comme dans l'article 6 de notre loi.

Le tribunal peut encore, dit l'article 8, ordonner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

Cette mesure nous semble inutile sinon dangereuse. Elle ne peut nuire au marchand; une telle condamnation n'est pas infamante aux yeux du gros public, c'est seulement un brave homme de cabaretier qui a eu pitié d'un ivrogne altéré et a été victime de la police. De plus ce sera désigner son établissement à la reconnaissance

attendrie de tous les pochards qui, sentant que ce commerçant est plus disposé qu'un autre à violer la loi se rendront volontiers chez lui. Enfin l'affichage n'est pas de nature à faire de tort au débit des liqueurs. Il ne s'agit pas, en effet, de tromperies ou de fraudes qui puissent causer préjudice aux tiers comme le fait du marchand de charbon de ne pas mettre le poids, mais d'une simple mesure de police. Le public sera donc indifférent.

L'acte d'enivrer un mineur est un peu mieux puni. La condamnation est toujours correctionnelle et peut s'élever jusqu'à 300 fr. d'amende et 1 mois de prison. C'est qu'aussi le délit est grave à cause de ses conséquences, celui qui le commet risque de donner à cet enfant l'habitude des liqueurs fortes, en créant peut-être le premier précédent, et le moindre danger auquel il s'expose, c'est d'avoir fait un alcoolique de plus et quelquefois même un ivrogne. On comprend donc bien la sévérité de la loi à cet égard. Il est seulement à regretter qu'elle se soit arrêtée en si beau chemin. Les lois des autres pays mieux préparées ou plutôt plus récentes ont assez heureusement perfectionné ce système qui datant de 1873 est déjà très vieux eu égard à la floraison de lois étrangères qui s'est produite en ces dernières années.

La loi Néerlandaise punit d'un emprisonnement de 1 à 9 jours et d'une amende de cinquante, cent à trois cents florins celui qui contraindra quelqu'un par violence ou par menace à faire usage d'une boisson enivrante (1).

(1) Ce cas semble presque théorique, il n'en est pas ainsi, et

Si le fait est suivi d'une maladie, le délinquant sera puni d'un emprisonnement de 1 jour à 5 ans.

Si le fait détermine la mort, la peine est des travaux forcés pour une durée de 5 à 10 ans (art. 20).

En Belgique quiconque aura intentionnellement amené l'ivresse d'autrui lorsque l'ivresse aura eu pour conséquence une maladie entraînant incapacité de travail personnel sera puni d'un emprisonnement de 8 jours à 2 ans et d'une amende de 50 à 2.000 fr. Si la mort s'ensuit, la peine sera de 5 à 10 ans de réclusion et de 250 à 500 fr. d'amende (art 10).

Enfin l'article 11 punit de prison et d'amende « ceux qui auront proposé ou accepté un défi de boire lorsque ce défi aura amené l'ivresse d'un ou plusieurs parieurs ». A ces peines vient s'adjoindre à la discrétion du tribunal l'interdiction d'exercer la profession de débitant pendant un temps qui ne peut excéder 2 ans.

Voilà des dispositions que nous serions heureux de voir introduire dans nos lois.

Souvent en France des gens grossiers s'amuse, particulièrement dans les campagnes, à abuser de la faiblesse ou de l'inattention d'une personne pour l'enivrer. N'est-il pas révoltant de songer que ce malheureux peut être arrêté et condamné tandis que ceux qui sont en somme

tout dernièrement des ivrognes s'étant introduits dans un cabaret de banlieue ont forcé à boire un malade qui était dans une chambre près de la salle du débit. Le malade en est mort.

le plus coupables jouissent d'une impunité absolue? Quand celui qu'ils ont enivré devient encombrant ou bruyant surtout lorsqu'il s'est enivré dans un cabaret, on le jette brutalement à la porte, l'abandonnant à son destin.

Certaines lois (1) mieux avisées défendent de jeter ainsi l'ivrogne dans la rue. Le cabaretier est tenu de le reconduire à son domicile ou de le remettre aux mains de la police. C'est un procédé excellent, qui, s'il était appliqué en France, aurait pour effet de réduire considérablement le nombre des accidents ou des délits arrivés par le fait d'individus en état d'ivresse. C'est en effet, à de très rares exceptions près, au cabaret qu'on s'enivre, puis le cabaretier, après avoir poussé à la consommation jusqu'à amener l'inconscience de son client, prend peur, alors il le pousse à la porte. Plus de responsabilité, il est tranquille.

En France on s'occupe beaucoup actuellement d'atteindre le cabaretier coupable d'avoir excité ses clients à la boisson. Ce commerçant, est toujours en effet entre son intérêt et son devoir. La loi voudrait qu'il s'abstint de toute manifestation qui peut inciter le client à « consommer » mais son intérêt est là qui ne lui permet pas de le faire. Ce n'est point par philanthropie qu'on s'établit marchand de vin ou liquoriste, c'est pour vivre et faire, s'il est possible, sa fortune. Or, la concurrence

(1) Norwège.

avec le régime de liberté est immense, il faut s'ingénier à attirer le plus possible les buveurs et quand ils sont là en profiter pour les gorger. Si l'on peut regretter cette âpreté au gain à cause des conséquences qu'elle entraîne, il serait naïf de s'en étonner. Il est très difficile de frapper le commerçant qui pousse le client à absorber. D'abord la preuve est difficile à faire. Certains auteurs voudraient qu'on rendit responsable de l'ivresse le cabaretier chez lequel un individu entré dans l'état normal s'est enivré. C'est matériellement impossible. La résistance aux liqueurs est personnelle. On ne peut pas dire qu'on est ivre quand on a absorbé telle quantité d'alcool. Il y a des personnes qui ont la tête « forte » il en est d'autres qui l'ont excessivement faible. L'ivresse n'a que peu de rapport avec la quantité de liquides ingérés, soumise qu'elle est à une foule d'autres circonstances. Celui qui est loquace s'enivrera plus vite que celui qui est muet ou parle peu, la chaleur rend l'enivrement plus rapide. D'ailleurs, en admettant qu'on puisse déterminer exactement la quantité d'alcool au-delà de laquelle un individu sera ivre, on ne peut encore conclure de la présence d'un ivrogne dans un débit à la faute d'un débitant.

Qui dit que ce consommateur n'a pas bu chez lui ou dans un autre établissement? Comment alors admettre la responsabilité du cabaretier?

On ne peut incriminer que l'acte de celui qui sciemment, par cupidité ou autrement a amené l'ivresse d'un

tiers, mais la preuve hors des cas très rares est d'une difficulté qui touche à l'impossibilité.

Tout ce qu'on peut faire utilement c'est de prescrire au cabaretier ou autre débitant chez lequel un homme s'est enivré, de ne pas l'abandonner comme cela est courant en France. Le projet Roussel de 1873 art. 8, § 3, punissait tout aubergiste, cafetier, etc., qui aura négligé de faire reconduire à son domicile un individu, qui, dans son établissement donne des signes d'un état d'ivresse scandaleux et pouvant donner lieu à un désordre ou à un danger et négligé si le domicile de l'ivrogne est inconnu, de veiller sur lui ou de le remettre entre les mains de la police. La loi norvégienne va plus loin encore et rend dans ce cas le débitant responsable des accidents survenus.

Si le § 3 de l'art. 8 du projet Roussel avait été adopté, on aurait pu rendre civilement responsable le cabaretier qui aurait négligé de reconduire ou de remettre aux mains de la police l'ivrogne qui se trouve dans sa maison, en vertu de l'art. 1383, C. Civ., qui dit qu'on est responsable du dommage qu'on a causé non seulement par son fait mais encore par sa négligence ou par son imprudence. La mesure eut été efficace, c'est le seul moyen d'agir sur ces industriels généralement peu scrupuleux ; de bons dommages-intérêts leur donnent à réfléchir et sont aptes à retenir dans le respect de la loi les plus cupides qui sont en même temps les plus dangereux.

En l'absence de ce texte on a proposé lors de la discussion du rapport Vidal, d'ajouter quelques mots à l'art. 1384 pour spécifier la responsabilité au cas qui nous occupe (M. Clément Cabanes) (1), d'établir une assimilation dans l'art. 334, C. P. entre l'excitation à la débauche proprement dite et l'excitation à l'abus des boissons, de créer pour les dettes de cabaret une prescription remarquablement courte.

L'application de l'art. 317, § 4 aux cabaretiers a été également proposée. Mais on a fait remarquer (2) que cette application ne peut être réalisée. L'art. 318 qui est abrogé parlait justement de la responsabilité des cabaretiers, c'est donc que dans l'esprit du législateur l'art. 317 ne s'appliquait pas à ce cas sans quoi on n'eût pas fait l'art. 318 (3).

Enfin il est impossible de ne pas parler d'une proposition originale, (inspirée probablement par la législation autrichienne) déposée par M. l'abbé Lemire en 1895 et tendant à assimiler les dettes de cabaret aux dettes de jeu. Cette proposition adoptée également en Belgique n'a pas eu chez nous le succès qu'elle méritait. C'était une vieille disposition de notre droit ancien qui nous revenait de l'étranger. L'art. 126 de la Coutume de Paris, disposait en effet : « N'ont les taverniers et « cabaretiers aucune action pour vin ou autres choses

(1) *Rev. pénit.*, 1897.

(2) V. Saleilles, *Rev. pénit.*, 1897.

(3) Merveilleux de Vignaux. *Discussion du rapport Vidal*, 1897.

« par eux vendues en détail par assiettes en leurs
« maisons ».

C'est en vain qu'on a fait remarquer combien le droit de faire crédit était une arme dangereuse entre les mains des débiteurs, quelle contrainte morale pouvait exercer sur le client obéré la crainte s'il se montre consommateur trop modeste de se voir poursuivi par le créancier cabaretier, la proposition a été rejetée. M. Vidal (1) non plus n'a pas été tendre pour cette proposition : avec M. Muteau (2), il la considère comme antijuridique, car les dettes de cabaret ne peuvent avoir une cause illicite tant que la vente des alcools est permise. Il ajoute ce qui est plus grave qu'une pareille loi ne rendrait pas ce qu'on en attend, les cabaretiers auraient vite fait de la tourner, dût-on pour éviter ce résultat employer toutes les précautions de la loi autrichienne dans ses articles 3, 4 et 5.

En somme il reste encore beaucoup à faire en France pour arriver à la répression juste et utile de tous les complices ou instigateurs de l'alcoolisme. Mais la mesure la meilleure, à notre humble avis, serait la fermeture définitive d'un débit après un certain nombre de récidives. Il faut surtout éviter de donner aux tribunaux la faculté d'appliquer ou non cette mesure, les cabaretiers sont très puissants. Malheureusement, comme le faisait remarquer M. Clément Cabannes à la société des

(1) Vidal, *Rev. pénit.*, 1897.

(2) Muteau, *L'ivrognerie*, p. 101 et suiv.

prisons, les parquets subissent des influences politiques. Pour couper court à cette « insinuation des pouvoirs exécutifs ou électifs dans le judiciaire », (1) est-il bon de laisser en cette circonstance le moins de latitude possible dans le sens de l'atténuation. La peine doit être d'autant plus dure que plus grande est la difficulté de constater les délits qui sont pourtant innombrables. Il faut qu'elle soit suffisante pour que le cabaretier hésite malgré les nombreuses chances qu'il a d'échapper à la vindicte publique.

(1) Poincaré, *Discours de Commercy*, cité par M. Clément Cabanes, *Rev. pénit.*, 1897.

CHAPITRE PREMIER

LES FALSIFICATIONS

Les progrès des sciences, le développement considérable de la chimie notamment, ont fait de notre époque l'ère des sophistications.

Il serait difficile de trouver un produit sur lequel ne s'est pas exercé l'art des faussaires et l'on a été dit-on en Amérique jusqu'à fabriquer des œufs de toutes pièces.

Les boissons plus que tout autre produit, ont subi les altérations de commerçants malhonnêtes. Il existe des volumes entiers sur les ingénieux procédés employés par les fraudeurs. En ce qui concerne les boissons alcooliques, la fraude est non seulement un procédé regrettable, dangereux pour l'honnêteté des transactions commerciales et digne, à ce titre, d'être réprimée, elle est aussi et surtout un danger pour la santé publique. Il n'est pas indifférent, sous ce dernier rapport, qu'un liquoriste vende pour alcool de vin ce qui n'est qu'eau-de-vie de betteraves ou de pommes de terre ou baptise grand cru de Bordeaux ou de Bourgogne, un affreux mélange d'alcools mal rectifiés, d'eau et de produits

toxiques. Si l'alcool en lui-même, abstraction faite des impuretés qu'il peut contenir est un poison, il n'en est pas moins vrai que lesdites impuretés viennent ajouter leur toxicité plus violente encore à celle de l'alcool qui les contient. Parmi les alcools même absolument rectifiés, il faut encore faire des classifications au point de vue du danger que cause leur ingestion. Les travaux récents de MM. Sérieux et Matthieu, ceux plus anciens de Dujardin-Beaumetz et Audigné, ont mis hors de doute que les alcools dits « supérieurs » sont plus dangereux que l'alcool éthylique qui forme la masse principale des eaux-de-vie de vin. Voici, par ordre de nocuité, la nomenclature des alcools, d'après Sérieux et Matthieu. Le moins nuisible est l'alcool de vin ou éthylique, après, viennent les alcools de poiré, de cidre ou de marc, puis les eaux-de-vie de grain, de betteraves, et enfin, le plus dangereux, l'alcool amylique tiré de la pomme de terre. Et il ne faut pas croire que la différence entre la toxicité de ces produits est mince. Tandis qu'il faut 90 grammes d'alcool de vin pour tuer un chien de 15 kilogrammes le même résultat est obtenu avec 23 grammes d'alcool de pommes de terre. (1) Il est évident que la consommation restant identique, le seul fait de substituer des alcools de pommes de terre, de grains ou de betteraves à l'alcool de vin, doit entraîner une augmentation considérable dans les manifestations morbides de l'alcoolisme.

(1) Serrieur et Mathieu, *L'alcool*.

C'est ce qui s'est produit à notre époque, l'alcoolisme est apparu avec la production en grand des alcools supérieurs, il a fait un bond lorsque l'oïdium a attaqué nos vignobles, il règne en maître depuis que le phylloxéra détruisant presque la moitié des vignes françaises a fait de l'alcool de vin presque un mythe et du vin lui-même un objet de luxe. On pourrait nous objecter que ce vice ne diminue pas sensiblement bien que le vin soit à l'heure actuelle aussi bon marché qu'on le peut souhaiter. A cela nous répondrons que les habitudes survivent aux besoins qui les ont fait contracter et qu'il y a plus de difficulté à les détruire qu'à les empêcher de maître.

Cette substitution d'un alcool plus toxique à un autre déjà dangereux s'est faite surtout par la malhonnêteté des commerçants en liquides et par la complicité inconsciente, nous le voulons croire, du législateur.

Il n'existe pas à l'heure actuelle de commerce ou la déloyauté soit plus courante et plus honteusement étalée au grand air que le commerce des vins, et pourtant rien ne serait plus facile avec le développement actuel de la chimie que de dépister les fraudes.

Il semble pourtant que le juge soit bien armé pour la lutte contre la fraude. Le vin est une substance, un produit du moins bien défini. « Le vin est un aliment préparé avec le suc fermenté des raisins ; il ne doit renfermer que les composés qui existent dans ce suc et ceux qui sont le produit des transformations naturelles qu'il subit ». Cette définition nous paraît parfaite et

nous pensons qu'on doit réputer falsification toute introduction de matière étrangère quelle qu'elle soit dans le produit ainsi défini : vin, cidre, poiré.

D'autre part, l'art. 423 C. p. modifié par la loi du 13 mai 1863 dispose : « Quiconque aura trompé l'acheteur... sur la nature de toute marchandise... sera puni
« d'un emprisonnement pendant trois mois au moins,
« un an au plus et d'une amende qui ne pourra excéder
« le quart des restitutions et dommages et intérêts ni être
« au-dessous de cinquante francs. » Croirait-on à voir la pratique journalière du commerce des liquides qu'une telle disposition existe dans nos codes. Est-ce que la tromperie ne s'exerce pas à chaque instant ? Combien est-il de négociants en vins, d'épiciers, de restaurateurs de cabaretiers qui ne tombent à chaque heure du jour sous le coup de cet article ? Est-ce qu'on ne vend pas en leur donnant le nom de nos grands crus de Bourgogne ou de Bordeaux, les mélanges les plus bizarres de vins d'Espagne, du Roussillon. Est-ce que le coupage n'est pas le péché mignon des fabricants de Bordeaux ou d'ailleurs.

Sans doute le coupage ne doit pas, pour emprunter les termes d'une circulaire ministérielle, (1) « être considéré comme constituant par lui-même une *falsification* dans le sens de la loi du 27 mars 1851 rendue applicable aux boissons par la loi du 5 mai 1855. Il

(1) Circulaire du Ministre de la justice Dufaure, du 18 octobre 1876.

« est dit, en effet, dans l'exposé des motifs, qu'il n'est
 « point entré dans la pensée du gouvernement de répri-
 « mer les opérations qui consistent, soit à couper les
 « vins de diverses provenances et de diverses qualités
 « pour donner satisfaction au goût public, et, au besoin,
 « du bon marché... soit à imiter, par diverses combi-
 « naisons, les vins étrangers. Aucune poursuite ne doit
 « donc être intentée, en vertu des art. 1 et 3 de la loi
 « de 1851 contre ceux qui détiennent et mettent en
 « vente des vins ainsi travaillés. C'est dans le cas seule-
 « ment où il serait prouvé que l'acheteur a *complète-*
 « *ment ignoré* la manipulation subie par ces vins que
 « l'action publique peut être mise en mouvement contre
 « le vendeur coupable de tromperie. »

Il y a deux mots charmants dans cette circulaire, qui constituent la consécration officielle, nous allions presque dire législative de la fraude. Il faut que l'acheteur ait *complètement ignoré* la falsification ou du moins le travail qu'on a fait subir au vin. Cela est délicieux, ce *complètement* en dit beaucoup plus qu'on ne pense. Si j'achète du vin de *Champagne* à 4 francs la bouteille et si je viens me plaindre devant un tribunal, disant : « Il se peut qu'on m'ait vendu du vin champanisé, mais du champagne cela, jamais ». J'entends déjà l'adversaire s'esclaffer et dire : « Mais mon pauvre monsieur, vous savez bien qu'il est impossible de vendre de vrai champagne à ce prix ! Les champagnes inférieurs sont faits avec du vin d'Anjou, vous ne pouvez l'ignorer ! » Si

j'émets la prétention que le Madère qu'on m'a vendu n'est pas du Madère, on me dira : « Parfaitement ! Il y a 20 ans qu'il n'y a plus de vignes à Madère, et y en eût-il, la consommation de ce vin est plus que centuple de la production. » Et l'on trouvera cette réponse naturelle, et le malheureux acheteur sera débouté, on se moquera de sa naïveté et l'on dira : « Il est impossible qu'il ait *complètement ignoré* ces faits connus de tout le monde ! »

Il nous semblerait à la fois plus honnête, plus loyal et plus juste de renverser la présomption et de dire : « Aura contrevenu à la loi pénale et commis une tromperie sur la qualité de la chose vendue, quiconque aura vendu sous le nom d'un cru le vin d'un autre terroir ou un mélange de vins de diverses provenances à moins que l'acheteur n'ait connu ce mélange et n'y ait consenti. »

Et pour dégager la responsabilité du marchand et des revendeurs, il suffirait d'indiquer que les produits ainsi obtenus ne sont pas garantis et mettre en caractères apparents sur les fûts ou les bouteilles la fameuse mention « de fantaisie » qui se cache souvent derrière la porte des cafés : « Ici toutes les liqueurs sont de fantaisie ». Au moins, par ce moyen, on verrait revenir quelque loyauté dans une branche commerciale où la tromperie est à l'ordre du jour.

Toutefois, si ces pratiques de coupage et de tromperie sur la nature des crus sont regrettables, elles n'ont

pas de graves conséquences au point de vue de l'alcoolisme, et si nous en avons parlé ici c'est pour montrer la moralité spéciale du commerce des vins, et l'impunité dont jouissent ceux qui se livrent à ces pratiques,

Avec le vinage et le sucrage nous entrons dans l'ordre des falsifications, celles que nous appellerons les falsifications permises, mais qui, pour être tolérées, n'en sont pas moins néfastes pour la santé publique.

Il y a des vins qui, toujours, dans certaines parties de la France, certaines années seulement, dans d'autres, sont trop faibles en alcool pour se conserver longtemps. Afin de renforcer cette proportion d'alcool propre à conserver le produit, il y a deux procédés : le premier consiste à introduire dans le moût de vin une certaine quantité de sucre qui, venant en augmentation de celui déjà renfermé par ce moût fermentera avec lui et se transformant en même temps augmentera la force alcoolique du vin traité.

Le second consiste simplement à ajouter au vin trop faible en alcool la quantité nécessaire d'alcool pour lui assurer la conservation.

A ce dernier point de vue, l'efficacité est la même et le résultat est obtenu également par les deux procédés.

Mais ce qui n'est plus identique, c'est à la fois le coût des deux opérations et l'effet de cette pratique sur la santé de ceux qui boivent le vin ainsi alcoolisé.

Le prix du sucrage est bien supérieur à celui du vinage. Pour élever de 1° la force alcoolique d'un hectolitre de

vin, il faut 1.600 grammes de sucre alors qu'il suffit d'un litre d'alcool. Or le sucre coûte 1 fr. 20 le kilogramme environ, le prix de l'alcool est un peu plus élevé, droit compris, mais il en faut moins.

Le sucrage est plus difficile à pratiquer que le vinage. Le premier doit se faire pendant la fermentation, le second à tout moment.

Au point de vue de la santé, la différence est plus considérable et surtout plus importante.

La fermentation du sucre produit de l'alcool éthylique, le même que celui du vin; le sucre étant un produit cristallisé est pur et l'alcool qui en vient est de bonne qualité.

Il en est autrement de l'alcool qui sert au vinage des vins. L'introduction dans les vins, d'alcool de vin, pourrait à la rigueur n'être pas nuisible, mais cela ne se fait jamais à cause du prix quasi prohibitif des eaux-de-vie de vin. Les alcools qu'on emploie au vinage sont donc uniquement des alcools d'industrie, de l'alcool de pommes de terre qui contient une proportion souvent considérable d'alcool amylique. Nous avons vu combien était grande la toxicité de cet esprit par rapport à l'alcool de vin. Il en résulte que les vins vinés sont le véhicule d'un poison et aux dangers de l'alcool de vin ils ajoutent ceux de l'alcool amylique.

En même temps le vinage fait que dans les villes à octroi élevé, les vins vinés, c'est-à-dire chargés d'alcool, entrent seuls au détriment des autres. En effet, il y a

pour les vins des tarifs spéciaux pour lesquels on ne taxe pas comme alcool celui qui entre dans la constitution du vin jusqu'à concurrence d'un certain nombre de degrés. Qu'arrive-t-il ? Le négociant vine ses vins, non pas qu'ils aient besoin de l'être pour se conserver, mais c'est un excellent procédé pour faire pénétrer de l'alcool en fraude.

Une fois dans la ville, il coupe son vin, d'un hectolitre, en fait deux ou moins, et livre ce produit ainsi adultéré à la consommation. C'est là un des grands dangers de notre époque et c'est pourquoi, avec la diminution des vignobles, on a constaté l'augmentation rapide de l'alcoolisme. Car on aurait tort de croire que la diminution dans la production a eu pour résultat un mouvement analogue dans la consommation. Les vignobles les plus considérables de France, ceux de Bercy, nous restent. Ceux-là n'ont pas subi les atteintes du phylloxera, sans doute parce qu'ils sont sur les bords de la Seine et faciles à inonder et pour eux toutes les années sont bonnes. Il en est résulté que non seulement la pénurie de vrai vin a facilité la consommation des alcools d'industrie, mais que c'est le vin frelaté, coupé, sophistiqué qui a servi à masquer l'introduction de ces alcools.

Le vinage constitue donc à nos yeux la falsification la plus dangereuse parce qu'elle prend en traître même celui, qui connaissant le danger des alcools industriels tente de n'en pas absorber. C'est l'empoisonnement pour

ainsi dire forcé et nous pensons que rien ne peut justifier une pratique à la fois malhonnête et dangereuse.

Dira-t-on qu'il est nécessaire pour la conservation des vins? Non, parce qu'il y a le sucrage qui non seulement présente les mêmes avantages, n'est pas dangereuse, mais encore est susceptible d'ajouter des qualités au vin, car au témoignage de Pasteur dont les travaux sur ce sujet sont si admirables, parmi les produits de la fermentation du sucre se trouvent deux substances qui exercent une action excellente sur la saveur du vin, l'acide succinique et la glycérine (1).

Nous concluons donc que le sucrage nécessaire dans certains cas, ne donnant pas lieu à des fraudes, et ne nuisant pas à la santé, produisant d'ailleurs des effets meilleurs que le vinage, doit être seul autorisé et le vinage poursuivi comme falsification.

Si la sophistication des vins par l'addition d'alcool est la plus répandue et doit, dans une notable mesure, être rendue responsable des progrès de l'alcoolisme, elle est loin d'être la seule nuisible.

Il est une autre falsification qui en découle presque fatalement, nous voulons dire la coloration artificielle des vins. Quant à un vin déjà faible en couleur on a ajouté des quantités notables d'alcool, quand ensuite on a procédé au dédoublement de ce vin alcoolisé en y

(1) V. *Officiel* 1879, Séances des 24 et 27 mai. *Discussion sur le sucrage à prix réduit et le dégrèvement des sucres employés au sucrage des vendanges.*

ajoutant moitié d'eau, on obtient une sorte d'eau rougie contenant une quantité d'alcool équivalente de celle que renferment les vins naturels mais dont la couleur plate n'encouragerait guère le consommateur ; alors on colore le vin.

La coloration artificielle s'opère de deux manières : soit au moyen de vins de coupage, soit par l'emploi de diverses substances tinctoriales.

Le premier procédé n'offre aucun danger par lui-même et n'est même pas, nous l'avons vu plus haut, considéré comme une falsification.

« Au contraire, le procédé qui consiste à relever la
« couleur des vins, ou à la modifier au moyen de sub-
« stances colorantes autres que celles fournies par la
« grappe, constitue par lui-même une falsification qui
« doit être réprimée indépendamment de toute trom-
« perie de la part du vendeur. »

Parmi ces substances les unes peuvent être inoffensives tandis que d'autres présentent un véritable danger.

La question de savoir si la coloration artificielle des vins par des matières tinctoriales inoffensives constitue le délit de falsification dans le sens légal de ce mot, ne peut soulever aucun doute. L'art. n° 6 du Code pénal punissait d'une peine de simple police, la vente ou le débit des boissons falsifiées, même par des procédés inoffensifs et un arrêt de la Cour de cassation du 25 février 1854 avait reconnu que cet article était applicable à la coloration par des matières tinctoriales étran-

gères à la couleur propre des vins lorsque la loi du 5 mai 1855, abrogeant l'article dont il s'agit a rendu applicable aux boissons la loi du 27 mars 1851. Il résulte de l'exposé des motifs que le législateur « n'a pas
« entendu restreindre ou changer le sens que la juris-
« prudence avait déjà donné au mot falsification mais
« qu'il a simplement pour but d'élever la pénalité et
« d'atteindre en même temps que le vendeur, le falsifica-
« teur et le détenteur jusqu'alors impunis... Vous devez
« donc poursuivre les commerçants qui opèrent les mani-
« pulations de cette nature (art. 1^{er}, § 1, loi de 1851) qui
« détiennent dans leurs magasins des vins ainsi manipulés
« (art. 3) et qui les vendent ou mettent en vente (art. 1,
« n° 2). Le fait de falsification est réprimé par la loi alors
« même qu'il n'est pas suivi de vente... la Cour de cassa-
« tion a décidé formellement par un arrêt du 22 juil-
« let 1869 dans une espèce où il s'agissait d'un mélange
« inoffensif de trois-six avec des eaux-de-vie « que le fait
« de vendre à un commerçant qui doit les revendre lui-
« même et de livrer ainsi frauduleusement au commerce
« et à la circulation des boissons falsifiées, constitue le
« délit encore que l'acheteur ait connu la falsification ».

« Dans de nombreux journaux, articles ou bro-
« chures, la coloration artificielle des vins est préconisée
« comme un procédé parfaitement licite... (1) Ceux qui

(1) Voici quelques extraits d'un prospectus de ce genre d'après l'*Economiste*, du 19 février 1876.

Pour donner aux vins nouveaux la couleur du vin vieux pour

« auront, dans un cas déterminé, provoqué à une falsification de ce genre ou fourni les instructions d'après lesquelles elle aura été opérée devront être poursuivis comme complices.....

« Lorsque la coloration artificielle a eu lieu au moyen de substances pouvant présenter, à un degré quelconque, un caractère nuisible, les magistrats du parquet ne doivent pas manquer, conformément aux articles 2 et 3 § 2 de la loi de 1851, de requérir une répression énergique. » (1)

Comme on le voit, notre législation, tendant à réprimer les fraudes et les falsifications est suffisante. Ces falsifications sont tellement nombreuses qu'il est impossible ici d'en donner même une énumération. Voici cependant les plus communes avec l'appréciation des chimistes et des savants sur leur nocuité.

230 litres	4 fr. 50
Pour donner aux vins le goût et le parfum du vieux Bourgogne pour 230 litres	3 fr. »
Pour colorer en rose et en rouge	4 fr. »
Pour fabriquer avec du vin ordinaire le madère, le marsala, le muscat, le malaga, l'alicante, le vermouth, le porto, le lacrymocristi, le grenache, le xérès, le tockey pour 230 litres	5 fr. »
Pour fabriquer du chablis pour 230 litres	2 fr. »
Pour donner aux eaux-de-vie de grains le goût des cognacs pour 100 litres	6 fr. »
Pour donner la couleur du curaçao et du bitter pour 100 litres	2 fr. »
Pour donner aux eaux-de-vie de betteraves le goût des armagnacs pour 100 litres	4 fr. »

(1) Circul. garde des sceaux Dufaure du 18 octobre 1876.

La coloration des vins par la fuschine est une des falsifications les plus courantes, le Dr Bouchardat, après avoir étudié la question au point de vue toxicologique concluait. « Je suis loin d'admettre que la coloration
« du vin avec la fuschine pure ou arsenicale, soit une
« pratique relativement inoffensive. Supposons-le pour
« un moment ; dans cette hypothèse doit-on la tolérer !
« Non, mille fois non ; on commencera par colorer des
« vins blancs, puis on en arrivera à fabriquer des
« liquides dans lesquels le bitartrate de potasse sera
« remplacé par de l'acide sulfurique, les produits de
« la fermentation du raisin par de l'esprit de betterave
« et de la glycérine..... Au point de vue de l'hygiène,
« c'est une pratique déplorable, car les vins ainsi colo-
« rés ne peuvent être comparés au vin ne contenant
« aucun autre principe colorant que ceux que le raisin
« lui fournit. »

Voici maintenant le plâtrage des vins que les négociants en liquides nous présentent comme absolument inoffensif et en même temps nécessaire. Le Dr Lance-reaux (1) considère cette pratique comme la cause de la cirrhose du foie, si fréquente chez les ouvriers parisiens, et voici ce que disait M. Chevallier, professeur à l'Ecole de Pharmacie, consulté sur ce sujet : « L'interdiction de
« la vente d'un vin plâtré serait la condition la plus
« rationnelle, ce vin étant nuisible à la santé..... Si

(1) Jacquet, *op. cit.*, p. 7.

« l'administration ne juge pas que la vente de ce
 « liquide malsain est une tromperie sur la nature
 « de la marchandise vendue, il faut au moins qu'elle
 « exige que ce vin soit désigné par les mots « vins
 « plâtrés » ce sera un avertissement pour les négo-
 « cians en vins et pour le public. »

Enfin, voici un extrait d'une circulaire du ministre de l'Agriculture, M. Tirard (1) qui traite d'une autre falsification dangereuse assez répandue alors, l'introduction dans les vins d'une proportion d'acide salicylique. « Le
 « Comité consultatif d'hygiène publique de France, a
 « reconnu que cette substance est dangereuse, non seule-
 « ment par les effets directs qu'elle produit sur l'orga-
 « nisme, mais encore d'une manière détournée, parce
 « qu'elle permet l'introduction frauduleuse dans les
 « substances alimentaires d'autres matières nuisibles ou
 « tout au moins malsaines, notamment dans les vins
 « de raisins secs et la bière. »

Nous avons cru devoir citer les falsifications principales du vin et nous étendre sur cette matière à cause de son énorme importance dans l'histoire du développement de l'alcoolisme. Le vin est, malgré tout encore la boisson nationale, le peuple à Paris en fait grand usage, or, naturellement, ce sont surtout les vins à la portée du peuple qui sont falsifiés. Le grand danger, on peut presque dire le seul, tant son importance l'emporte

(1) Circ. minist., *Agricult.* du 7 février 1881.

sur les autres, est la substitution d'un alcool à l'autre. L'alcool de grains et de pommes de terre est plus toxique que celui de vin, à quantités égales, le vin ou, du moins, le breuvage vendu sous ce nom, est beaucoup plus dangereux que ne le serait le jus naturel du raisin. Il en résulte que le peuple, avec ces pratiques, s'alcooliserait même involontairement, qu'il ne peut pas ne pas s'alcooliser en buvant autre chose que de l'eau.

Toutes les boissons dites hygiéniques en effet sont, du moins à Paris, frelatées abominablement. La bière est une boisson saine quand elle est de la bière, c'est-à-dire fabriquée avec de l'orge et rendue amère par le houblon. Mais cela est devenu bien rare. On alcoolise la bière comme le vin ; l'orge n'y entre guère et le houblon plus du tout. La nomenclature des amers employés comme succédanés de cette plante est effrayante. Parmi nombre d'autres substances moins toxiques, on relève la strychnine et l'acide picrique.

Reste le cidre, la boisson nationale des Normands. C'est peut-être la moins dangereusement falsifiée, mais elle ne plaît pas à tout le monde. Pour les Parisiens, les agriculteurs qui veulent faire accepter leurs produits sont obligés d'y ajouter du sucre qui fait disparaître cette amertume si désagréable aux palais non habitués.

Une des raisons qui contribuent à la consommation alcoolique énorme de la ville de Rouen est l'impossibilité absolue ou l'on y est (le croirait-on ?) de s'y procurer de bon cidre. On vend sous ce nom, dans la

capitale normande, deux sortes de liquides. La « Boisson » qui, dans le langage courant, désigne du cidre coupé d'eau à moitié environ. Ce produit qui suffirait, s'il était bon, à désaltérer convenablement un homme, qui a même des qualités hygiéniques, n'est jamais à Rouen, fabriqué avec des pommes fraîches; c'est une sorte de piquette préparée le plus souvent avec des pommes sèches, des raisins secs, etc. Le goût en est détestable. Quant au cidre proprement dit, au jus de pommes, sans addition d'eau, il est rare, souvent sucré et fort cher. Les droits d'octroi considérables sont en partie la cause de ce déplorable résultat.

Nous ne parlerons pas des fraudes des eaux-de-vie de vin. Les trois quarts des alcools sont vendus sous ce nom, et pour s'édifier à ce sujet, il suffit de constater que la seule ville de Rouen boit plus d'alcool en une année qu'il n'est produit d'eau-de-vie de vin dans toute la France dans le même laps de temps (1).

Les alcools les plus mal rectifiés, les flegmes de betteravessont vendus comme cognac, eau-de-vie de marc, etc., etc. Or la Cour de Cassation admet avec raison que le mélange de trois-six, que le ministre juge inoffensif, avec des eaux-de-vie, constitue une falsification, que la vente d'un produit sous le nom d'un autre, constitue une tromperie sur la nature de la chose vendue. Nos lois permettent ainsi que notre jurisprudence

(1) V. Tourdot, *op. cit.*, p. 112.

d'atteindre non seulement le falsificateur mais encore ceux qui mettent en vente les produits adultérés. La fraude étant prouvée mathématiquement par la différence entre le peu d'eau-de-vie de vin produite et l'énorme quantité qu'il en est soi disant vendue, il est permis de se demander comment il se fait qu'il y ait si peu de poursuites pour falsifications alors que tous ou presque tous les négociants en liquides, marchands en gros, cabaretiers ou restaurateurs tombent sous l'application du Code pénal. Il y a là un fait absolument regrettable. C'est l'impunité de fait dont jouissent ces malfaiteurs publics qui a permis le développement inouï des fraudes de toute nature à ce point qu'il n'est point possible à un pauvre ouvrier parisien de boire chez lui ou chez le « mastroquet » du coin sans s'empoisonner peu ou prou.

Il reste l'eau, diront les tempérants à outrance. Non, cette ressource n'existe même pas. Périodiquement, des épidémies sévissent sur un quartier ou l'autre attestant la présence dans l'eau de bacilles meurtriers. Le poison est partout.

Tant que l'état de choses actuel durera, il est impossible de lutter contre l'alcoolisme. Ce qu'il faut c'est appliquer sans faiblesse les lois existantes : il fut un temps, aux environs de 1880 où les ruisseaux des rues à Bercey roulaient des flots de vin falsifié que la police saisissait et détruisait. Cette pratique est excellente, car elle atteint le négociant à son seul point sensible, l'inté-

rêt. Elle produit surtout un effet d'exemple indéniable. Elle a de plus l'avantage de disqualifier le fraudeur, non pas seulement aux yeux de ses pairs qui lui ressemblent, mais aux yeux du public.

Il y eut peut-être à la faiblesse de la justice une circonstance atténuante lorsque le phylloxéra s'abattit sur nos vignes, le vin se fit rare, on était loin d'être absolument fixé sur le grand danger de la substitution d'un alcool à l'autre. On craignit de voir le populaire privé d'un aliment considéré presque comme de première nécessité et l'on ferma les yeux sur la fraude.

Aujourd'hui les mêmes raisons qui d'ailleurs sont insuffisantes, n'existent plus. On peut vendre dans Paris même des vins grossiers, il est vrai, mais naturels, à des prix forts peu élevés. Il faut donc être impitoyable pour les falsificateurs, notamment pour la pratique du vinage.

Peut-être serait-il à propos qu'une intervention législative se produisît pour déterminer exactement les pratiques permises et celles prohibées dans le commerce des liquides.

Il faudrait poser en principe que le vin est le produit de la fermentation du jus de raisin et que par conséquent toute addition à ce produit en change la nature. On pourrait tolérer cependant le sucrage à cause de sa grande utilité et aussi de son caractère inoffensif.

Que la bière est un liquide alcoolique produit de la fermentation de l'orge parfumé avec la fleur du houblon.

Interdire absolument d'appliquer les expressions qui comme le mot *cognac* désignent essentiellement un alcool de vin, à d'autres alcools. En un mot, faire que le nom corresponde à un produit bien défini et ne puisse masquer aux yeux du vulgaire, une boisson malsaine ou simplement falsifiée.

Quant aux autres liquides que l'industrie pourrait inventer et qui ne seraient pas malsains, rien n'empêcherait de les vendre à condition que le public fût prévenu de leur composition par une étiquette apparente, par exemple, qui indiquerait que c'est par suite de l'usage qu'on leur applique un nom qu'ils ne méritent pas.

Le commerce y gagnerait en dignité : les fraudeurs traqués par la justice, écrasés de confiscations et d'amendes ne tarderaient pas à disparaître, ou à changer leurs pratiques et l'on aurait obtenu au point de vue législatif peut-être, le progrès le plus réel dans la lutte contre l'alcoolisme.

CHAPITRE II

LES BOISSONS TOXIQUES

L'alcool n'est pas seulement un danger par lui-même, il l'est encore par les poisons auxquels il sert de véhicule. Nous n'entendons pas parler ici des impuretés qui sont le résultat d'une préparation mal exécutée, ni des alcools supérieurs, produits inévitables de la distillation de certaines substances, nous visons les essences de plantes aromatiques qu'on a coutume de nos jours de faire entrer dans la composition de nombreuses liqueurs et que nous désignerons sous les noms génériques d'absinthes ou d'amers.

Ces essences dont la nature est assez variable sont toutes ou presque toutes des poisons qui ont un pouvoir toxique, infiniment supérieur à celui de l'alcool. 1 gramme 50 d'essence d'absinthe est au témoignage du Dr Magnan (1) susceptible d'amener dans l'organisme

(1) « La liqueur d'absinthe vendue dans le commerce est une « boisson très complexe... aujourd'hui la plupart des fabricants « préparent leur liqueur à froid sans distillation. Ils se contentent

humain des désordres graves, qui vont jusqu'au délire et à cet état de stupeur ou d'excitation furieuse malheureusement si communs chez les alcooliques de nos jours.

Or, le rôle de ces essences et des liqueurs qu'elles parfument et que nous désignerons sous le nom d'absinthe qui n'est que le nom de la plus répandue. Ce rôle, disions-nous, est chaque jour de plus en plus important dans la consommation française. Rien n'est stupéfiant comme les progrès de cette maudite boisson dans notre pays, et c'est chez nous seulement qu'on peut remarquer une progression aussi terrible. On buvait 18.000 hectolitres d'absinthe en 1880. En 1896, on en buvait 125.000, et la seule consommation parisienne absorbe près de la moitié de cette quantité inouïe.

Cette passion furieuse pour la liqueur verte, celle que l'on a désignée sous le nom de la fée aux yeux verts a amené chez nous une recrudescence des cas de folie qui font de Paris la capitale de l'aliénation mentale comme elle est celle de la consommation de l'absinthe.

Or, tout porte à une augmentation continue de ce mouvement.

« de mettre en présence plusieurs essences qu'ils mélangent
« dans une quantité plus ou moins considérable d'alcool.

« Les formules le plus habituellement employées renferment
« avec l'alcool et l'essence d'absinthe, les essences d'*anis*,
« d'angélique, de badiane, de calamus aromaticus, d'origan et
« quelquefois les essences de fenouil de mélisse et de menthe».
D^r Magnan. Essai sur la puissance tonique comparée de l'alcool
et de l'absinthe.

L'absinthe apportée dit-on en France par les militaires qui firent campagne en Algérie et qui en avaient fait usage pour masquer le goût détestable des eaux saumâtres qu'on trouve parfois en ces contrées, l'absinthe joue encore ce rôle de masquer un goût désagréable.

Les alcools non rectifiés sont imbuables ou presque, à cause de l'odeur atroce qu'ils conservent au sortir de l'alambic. Les négociants ont eu l'idée d'y introduire de l'absinthe. Le parfum violent de cette essence masque ce qu'a de désagréable l'alcool mal rectifié et son prix de revient est hors de proportion avec celui d'une rectification. Donc, non seulement l'addition de l'absinthe est l'addition d'un poison à l'alcool, mais elle permet encore de livrer au consommateur des alcools que le plus hardi buveur n'oserait absorber à leur état naturel. Il y a plus, un préjugé assez fréquent, est celui qui fait croire à la foule que l'aspect blanchâtre et trouble produit par l'émulsion d'absinthe dans l'eau est un signe de bonne qualité de la liqueur. Il n'en est rien, et plus l'alcool est impur, mieux se fait cette transformation.

On peut se demander en présence de cette situation particulière si la loi ne peut pas intervenir pour supprimer complètement l'usage de boissons aussi dangereuses et qui favorisent au détriment de la santé publique l'introduction des pires liqueurs dans l'usage quotidien.

Il y a dans le fait de la fabrication de l'absinthe autre chose que la négligence qu'on peut reprocher au distil-

lateur qui livre des alcools non ou mal rectifiés. Il y a ici l'addition d'un poison ou de plusieurs poisons, un fait voulu et souvent conscient, aujourd'hui du moins.

Or, la loi française a prévu l'emploi de certains poisons et l'a réglementé de la manière la plus sévère. Qu'on lise l'ordonnance du 29 octobre 1846, et l'on verra de quelles précautions la loi entoure la vente et le débit des substances plus particulièrement dangereuses, combien est réduit le nombre des personnes qui peuvent les détenir et quelles formalités il leur faut accomplir pour en obtenir la livraison; les précautions les plus grandes seront prises pour empêcher de livrer au public quelques grammes de phosphore, d'arsenic ou d'opium, ou ne délivrera jamais un alcaloïde comme la morphine autrement que sur le vu d'une ordonnance, et pourtant l'absinthe qui est aussi dangereuse que le haschich ou la morphine et qui rend fou aussi vite que l'opium, se trouve sous la main de chacun par ce seul fait qu'elle est diluée dans de l'alcool, poison dans un autre poison.

Cette qualité de poison pour l'absinthe est pourtant reconnue par la loi. L'article 4 de la loi du 26 mars 1879 s'exprime en effet comme suit : « La préparation concentrée connue sous le nom *d'essence d'absinthe* ne sera plus fabriquée et vendue qu'à titre de substance médicamenteuse. Le commerce de ladite essence et sa vente par les pharmaciens s'effectueront conformément aux prescriptions des art. 1 et 2 de l'ordonnance royale

du 29 octobre 1846. Toute contravention aux prescriptions dudit article sera punie des peines portées en l'article 1 de la loi du 19 juillet 1845. » Or, la loi du 19 juillet 1845 a pour titre : « Sur la vente des substances vénéneuses ».

Eh bien, malgré cette assimilation absolue de l'essence d'absinthe à un poison, la loi permet et régleme la vente de l'absinthe liqueur. Or, si fréquemment en chimie la combinaison de deux poisons peut produire un corps inoffensif ou même fort utile comme, par exemple, le sel de cuisine qui est le produit de la combinaison de deux substances éminemment dangereuses, le chlore et le sodium, il n'en est pas de même dans la liqueur dite absinthe. Ici les essences toxiques sont simplement mélangées à de l'alcool, et si la boisson ainsi obtenue est moins nocive, c'est à la faible proportion d'essence qu'il faut l'attribuer, encore faut-il tenir compte en sens inverse de l'augmentation de danger qui nait de la présence de l'alcool et, le plus souvent, d'alcools supérieurs.

Nous assistons donc à ce spectacle étrange : la loi règle l'emploi du phosphore ou de l'arsenic, de l'opium ou de la morphine, jusque dans ses plus petits détails elle prévoit les préparations qui pourront être livrées au public, elle donne une formule pour la mort aux rats, ou le savon propre à empailler les animaux (1). Elle

(1) Art. 8. Ordonnance du 29 nov. 1846.

poursuit avec raison le pharmacien peu scrupuleux qui délivrerait 1 gramme de chlorydrate de morphine à un maniaque atteint de passion pour ce poison ; elle traque, nous en avons la preuve, par un procès en cours, les fumeurs d'opium qui voudraient introduire chez nous ces mœurs d'Extrême-Orient, et tout en reconnaissant que l'essence d'absinthe est un liquide à ce point dangereux que la vente n'en peut être permise qu'à des pharmaciens sur un ordre du médecin, elle en permet la consommation illimitée sous le fallacieux prétexte que cette drogue est noyée dans une autre déjà meurtrière.

Il y a là, selon nous, une inconséquence d'autant plus regrettable qu'il ne s'agit pas d'une passion peu répandue. Le nombre des morphinomanes dans la société française est de même que celui des fumeurs d'opium extrêmement réduit. Les dangers que pourrait entraîner le libre commerce du phosphore ou de l'arsenic se limiteraient à quelques crimes ou à un petit nombre d'accidents analogues à ceux que peut produire l'emploi des acides de toute sorte dont fait quotidienne-ment usage notre civilisation industrielle. L'absorption de l'absinthe, au contraire, est voulue, quotidienne, énorme. Cette verte liqueur exerce une fascination étrange sur les buveurs qui en ont pris l'habitude. Elle les mène à la folie, au crime ou à l'hébètement en fort peu de temps, elle fait de tous des alcooliques quand elle ne les rend pas déments. Son prix réduit, son extrême diffusion le met à la portée de toutes les bour-

ses et la loi ferme les yeux et réserve ses rigueurs pour quelques maniaques, laissant en paix la grande masse des absinthés.

Il est illogique de réclamer comme beaucoup le font avec raison, la rectification absolue des alcools, de proscrire, comme néfastes, certains d'entre eux, si l'on permet d'additionner le plus chimiquement pur, de substances qui en font un véritable poison bien plus néfaste que le plus mal préparé des alcools de pomme de terre ou de betteraves.

Ce qu'il faut, c'est proscrire absolument l'introduction dans l'alcool de toutes les essences de plantes aromatiques qui sont un poison par elles-mêmes à faible dose, de presque toutes essences employées actuellement à la fabrication des liqueurs dénommées actuellement, absinthes, vermouths ou amers de toutes couleurs, de tout aspect, de tout nom.

Il est encore une forme récente de l'alcoolisme qu'on pourrait efficacement attaquer. Depuis quelque temps, certains industriels, tenant compte du grand mouvement anti-alcoolique qui, peu à peu, fait des progrès, mettent en vente dans les cafés, dans les débits, etc., des liqueurs alcooliques, déguisées sous le nom de préparations pharmaceutiques. Les dix dernières années ont vu apparaître des vins, des quinquinas de toutes sortes. Le consommateur, innocemment, se laisse prendre à cette étiquette trompeuse, il croit ces drogues inoffensives ou même bienfaisantes et, comme elles

flattent son goût, les absorbe avec satisfaction et tranquillité. Il ne suffit pas, pour éviter le mal, d'exiger que la préparation en soit dirigée par un pharmacien, il serait bon, croyons-nous, d'interdire la vente de ces produits ailleurs que chez les commerçants auxquels la loi reconnaît ce droit.

Si les vins ou liqueurs en question sont bien à base de quinquina, ils constituent un médicament, et le cafetier n'a pas qualité pour les vendre. Ici il suffirait d'appliquer les lois existantes pour couper cet abus dans sa racine. Pour les absinthes et autres liqueurs à base de plantes dont les essences sont des poisons violents, il nous semble qu'une prohibition absolue serait le seul remède efficace. Cette prohibition serait logique, puisqu'on range, parmi les poisons, l'essence d'absinthe, et qu'on en interdit la vente, on ne comprend pas bien la tolérance dont jouit ce produit une fois dilué, alors que les composés des autres poisons sont proscrits comme leurs composants.

Cette prohibition est-elle possible en France, du moins de nos jours ?

L'industrie de l'absinthe et des apéritifs de toute sorte est trop florissante même chez nous. Cette prohibition atteindrait beaucoup d'intérêts. Elle se heurterait de front à la coalition des fabricants et des débitants soutenus par l'innombrable foule de leurs victimes, car ici comme dans tous les cas où l'on cherche à combattre l'alcoolisme, l'empoisonneur et l'empoisonné

font cause commune. Il est donc impossible d'espérer une mesure radicale au sujet de l'absinthe et nous sommes condamnés à assister impuissants aux progrès quotidiens de ce fléau qui semble plus spécial à la France, moins heureuse sous ce rapport que des pays qualifiés de « sauvages » ou de barbares comme l'Abysinie où l'énergie du Négus a su imposer à ses sujets l'abstinence totale de la liqueur verte qui produit de si désastreux effets chez les Européens séjournant dans les pays tropicaux.

Insuffisance de la loi pénale.

Supposons réalisées dans notre pays toutes les modifications législatives que nous indiquions plus haut. Admettons un instant que les lois pénales renforcées soient rigoureusement appliquées et que l'alcoolisme soit attaqué dans l'ivrogne, dans ceux qui y poussent, que la falsification soit arrêtée, que certaines boissons trop toxiques soient enlevées à la consommation et qu'enfin des asiles bien installés rendent chaque année des centaines d'individus améliorés ou guéris à la société.

Même dans ces conditions idéales l'alcoolisme serait-il vaincu ?

Il y aurait certes une grande amélioration, le mouvement progressif du mal serait peut-être enrayé et c'est bien quelque chose, mais on serait loin de compte si

l'on espérait par quelques mesures pénales obtenir les résultats acquis en Suède ou en Norwège, voire même en Hollande.

L'alcoolisme est trop bien établi chez nous, il y a trop d'intérêts en jeu, trop de facilités d'empoisonner. L'industrie de l'alcool est trop puissante et la passion du buveur trop grande pour qu'il puisse ainsi être déraciné. En surveillant soigneusement les boissons, on réduirait le nombre des délirants alcooliques, en punissant intelligemment les ivrognes, on en diminuerait le nombre, mais il n'en est pas moins certain que la majorité des alcooliques, ceux qu'on a dénommés latents échappent à toute répression pénale directe ou indirecte et c'est eux surtout qui constituent le danger.

Les faits et l'expérience sont là pour le prouver. C'est à peine si les lois les plus sévères peuvent faire fléchir et pour quelques années seulement la consommation des boissons alcooliques. Le ministre d'État belge, Le Jeune, le constatait en 1897 à la société des prisons, la loi belge malgré sa perfection relative n'a produit que fort peu d'effet et dans ce pays comme chez nous la courbe de la consommation alcoolique accuse une augmentation continue.

D'ailleurs, dans la réalité des choses, rien n'est plus difficile que d'appliquer un système de lois qui heurte comme celui que nous préconisons, les intérêts ou les passions de la majorité d'une nation. Nous avons vu comme notre loi en 1873 était mal appliquée, la désué-

tude où sont tombées les dispositions restrictives de la fraude des boissons et l'audace constante des falsificateurs. Nous savons combien peu efficaces sont les peines, combien vive la passion pour l'alcool. Les difficultés de l'établissement d'un bon système pénal sont inouïes quand il faut entrer en lutte contre la passion presque universelle d'une nation, surtout quand le suffrage universel est à la base de son système politique. Les difficultés d'application sont plus grandes encore tant que l'opinion publique est favorable ou du moins indifférente au délinquant.

Il est permis de se demander tristement si les résultats seront en rapport avec les efforts à faire. Ils seront en tous cas non pas nuls, mais infimes. Ce n'est pas une raison pour s'arrêter en chemin. C'est déjà quelque chose que d'empêcher le mal, si peu soit-il, que de le dénoncer, de le clouer au pilori, d'attirer sur le triste défaut de l'ivrognerie un peu de la déconsidération qu'il mérite et de sévir, ne fût-ce que pour la satisfaction de l'honnêteté contre les empoisonneurs publics et les commerçants malhonnêtes. Mais il ne faut point s'illusionner. Les peines contre l'alcoolisme sont utiles, elles sont mêmes nécessaires à la lutte contre ce vice envahissant, mais ce n'est point d'un système pénal fut-il draconien qu'on peut espérer l'extinction, ni même une diminution sensible du fléau.

Notre conclusion sera-t-elle donc négative et devons-nous donc clore cette étude en nous résignant à voir

grandir chaque jour l'épidémie qui menace de nous engloutir ? Non point. A côté de la loi pénale inefficace actuellement en présence de la grandeur du mal et des circonstances morales ou économiques de notre époque il est des moyens d'arrêter le mal. Ces moyens ont été employés avec succès dans certains pays où le fléau a été définitivement vaincu. Nous allons consacrer la fin de notre travail à les étudier.

TROISIÈME PARTIE

ETUDE DES MESURES NON PENALES EMPLOYEES DANS LES PRINCIPALES LEGISLATIONS EURO- PEENNES.

Il est des nations où l'alcoolisme a été plus menaçant qu'il ne l'est dans aucun pays du monde à l'heure actuelle et qui ont su s'en défaire ou tout au moins le contenir. Les Etats Scandinaves se sont acquis la célébrité par la vaillance avec laquelle ils ont soutenu la lutte d'ailleurs couronnée de succès; la Hollande circonscrit peu à peu le fléau. L'Angleterre, les Etats-Unis, l'Allemagne et la Suisse sont parvenus, sinon à obtenir une diminution dans la consommation, du moins à arrêter ses progrès, ce qui est déjà un grand succès. Pendant ce temps nous partageons avec la Belgique le triste avantage de voir notre consommation augmenter régulièrement.

Quels sont donc les procédés mis en œuvre dans tous ces pays et comment ont-ils pu, à des degrés divers, produire un résultat favorable ?

Il faut distinguer deux grands groupes. Dans certains pays l'initiative des citoyens a fait plus que tout

le reste pour la victoire, comme en Angleterre. Dans d'autres, en Suisse ou en Allemagne, par exemple, un système fiscal bien entendu a beaucoup contribué aux bons résultats obtenus. En Hollande, au contraire, et surtout en Scandinavie la réglementation des cabarets est la cheville ouvrière de la réforme.

Réserveons pour la fin les causes des efforts individuels et voyons si le législateur peut encore agir efficacement.

CHAPITRE I

LÉGISLATION FISCALE

L'alcool n'étant point un produit de première nécessité indispensable à la vie des individus, il semble qu'on ait chance d'en diminuer la consommation en en augmentant le prix par un impôt très lourd.

C'est ce qui explique les surtaxes élevées dont sont frappées les liqueurs dans tous les pays européens. Ce système paraît tellement simple au premier abord qu'on est tenté de prendre en pitié ceux qui s'évertuent à chercher ailleurs une répression de l'alcoolisme.

Malheureusement, l'expérience a démontré que les impôts, même très élevés, n'empêchaient pas le développement du mal et que c'est à peine si lors d'un grand relèvement de droits, on constatait pendant 2 ou 3 ans, un fléchissement dans la consommation. L'alcool pur frappé par hectolitre d'un droit de 37 fr. 40 en 1830 est actuellement soumis à une taxe de 180 francs. En 1871, le droit fut porté de 90 à 160 francs. Cette subite augmentation amena dans la consommation individuelle une diminution sérieuse mais malheureusement momenta-

née : de 2 lit. 8 par individu, elle descendit à 2 lit. 1 en 1873, mais déjà en 1875 (1) elle avait regagné le terrain perdu et dépassait 3 litres.

En Angleterre, malgré une taxe de 489 fr. 20 par hectolitre d'alcool pur, la consommation des Iles Britanniques reste, on peut dire stationnaire, avec peut-être une tendance à l'amélioration. « Il n'est nullement « démontré, dit Claude en son rapport, que l'exagération des droits ait une action réellement restrictive « sur la consommation. Tout au plus peut-on dire qu'elle « en a et par moments seulement, ralenti l'augmentation. »

Il est difficile, en effet, d'attribuer à la seule augmentation des droits la diminution qui a eu lieu en France en 1872. A ce moment notre pays, au sortir d'une longue et cruelle guerre, subissait une crise qui, à elle seule, aurait suffi à amener une partie de ce recul dans la consommation de l'alcool et pour l'Angleterre l'effet produit apparemment par la surélévation des taxes, est attribué par certains, non sans une apparence de raison, aux progrès que font chaque jour en ce pays les sociétés de tempérance. (2)

Il ne faudrait pas croire d'ailleurs que la diminution apparente corresponde à un progrès égal. Quand les

(1) V. les graphiques de Legrain. *L'alcoolisme en France*, p. 121.

(2) Cependant il semble qu'en Allemagne l'impôt seul sur l'alcool ait suffi à faire baisser le taux de la consommation. La

droits sont très élevés sur une denrée, les fraudeurs trouvent un bénéfice énorme dans leur commerce illégal, le gros intérêt les rend plus hardis et la somme des produits introduits en dépit des douanes et des octrois augmente immédiatement. La contrebande de l'alcool est certainement une des plus productives. Aussi, est-ce sur ce produit que s'exerce le plus souvent le génie inventif des fraudeurs. On a même prétendu, argument quelque peu paradoxal, que le Trésor perdait en augmentant les droits sur l'alcool, tant la prime à la fraude devenait élevée, et partant tant étaient considérables les quantités livrées clandestinement à la consommation.

Il reste à expliquer comment il se fait que malgré les taxes écrasantes dont est frappé l'alcool, ce produit qui n'est nullement nécessaire à la vie, qui n'est utile que rarement, voit sa consommation croître sans cesse. Un impôt du même genre sur une denrée utile, un aliment par exemple, risquerait d'en abolir l'usage.

Il y a de cela d'abord cette raison que la taxe qui paraît énorme frappe un liquide en quelque sorte idéal, l'alcool pur. Les boissons alcooliques ne pèsent guère que 40° quand on les livre à la consommation. L'impôt se trouve donc réparti sur 2 lit. 1/2 environ, et comme le prix de revient de l'alcool, en lui-même est très bas

loi de 1887 a élevé le taux subitement d'environ 20 fr. à 112 fr.. La consommation qui était de 6 à 8 litres est tombée à 4 et paraît s'y maintenir, V. Jacquet, *op. cit.*, p. 25.

l'impôt même fort élevé comme chez nous est à peine sensible pour le consommateur (1).

L'habitude des boissons alcooliques a créé dans le peuple un véritable besoin plus impérieux si l'on peut ainsi s'exprimer, que le besoin même de s'alimenter. Nous citions plus haut le budget d'un ouvrier de filature dans la région rouennaise, l'on y voit que la dépense en alcool y est double de celle employée à l'achat de véritables aliments. Qu'un chômage, une baisse de salaire vienne forcer l'ouvrier à réduire sa consommation, ce sera son pain qu'il sacrifiera plutôt que son eau-de-vie.

L'impôt dans ces conditions ne peut être vraiment efficace pour lutter contre un défaut à ce point invétéré.

Il n'en reste pas moins vrai que la taxe sur l'alcool est extrêmement juste, que cet objet de luxe, et ce produit dangereux méritent à ce double titre d'être frappés de droits considérables. On devrait lui emprunter des

(1) Voici le calcul établi par M. Charles Dupuy, *Revue polit. et parlementaire* 1896, p. 241. « Supposons que le litre coûte, « achat, droits de consommation et taxe de rectification compris « environ 4 fr. On sait qu'avec 1 litre d'alcool on peut faire « 2 litres et demi d'eau-de-vie. Or un litre contient de 30 à 40 « petits verres ; mettons 33 à 3 centilitres l'un. Du litre d'alcool « il aura donc été fait 2 litres et demi d'eau-de-vie et 82 petits « verres. A 10 centimes l'un, le débitant encaisse 8 fr. 20. C'est « 4 fr. 20 au-dessus du prix de revient, la marge est grande et « il y a place pour le bénéfice à la fois du marchand en gros et « du détaillant ».

forces pour le combattre et payer les asiles d'aliénés, les prisons, les hôpitaux avec le produit des impôts sur les liqueurs. C'est justice absolue que par une sorte d'assurance, les buveurs invétérés qui deviendront la proie de l'aliénation ou de la maladie, paient ainsi les dépenses dont ils sont la cause. C'est aux droits sur l'alcool qu'il faut comme on l'a fait en Suède, par exemple, demander des fonds pour la création ou l'entretien des œuvres propres à combattre l'alcoolisme. Le mal en augmentant, augmentera ainsi la force de résistance et si au contraire il diminue, les ressources pour la lutte anti-alcoolique se trouveront d'autant moins élevées qu'elles seront moins nécessaires.

A ce point de vue, l'impôt sur l'alcool peut produire d'excellents résultats, mais comme moyen direct il est peu efficace.

A côté du système qui consiste à élever les droits sur l'alcool, il en est un autre qui tend à mettre entre les mains de l'Etat la fabrication ou la vente de la totalité des liqueurs d'un pays en faisant exception pour les boissons courantes dites hygiéniques. C'est le monopole.

Le monopole est de diverses sortes. Il consiste tantôt comme en Suisse dans un monopole de fabrication ou du moins de rectification (1) qui ne porte que sur les alcools de grains, de betteraves ou de pommes de terre.

(1) Loi du 23 décembre 1886. V. *Revue politiq. et parlement.*, 1895 et 1896.

Tantôt comme dans le projet belge (1), dans le monopole de fabrication, tantôt au contraire comme en Suède, dans le droit pour l'Etat de délivrer les licences de cabaret à qui bon lui semble après en avoir fixé le nombre maximum.

Tous ces projets ou toutes ces lois sont des applications plus ou moins parfaites du système dont M. Alglave s'est fait en France l'ardent propagateur.

On s'y propose avant tout d'empêcher la vente d'alcools trop nuisibles, la rectification faite par l'Etat devenant aussi parfaite que possible, et en même temps d'obtenir un rendement d'impôts supérieur à celui que donne le système fiscal en vigueur actuellement chez nous.

Le monopole a des détracteurs acharnés qui en contestent à la fois l'utilité et les avantages fiscaux. On fait remarquer que si la qualité est plus parfaite, la quantité ne diminuera pas. Or la quantité est le facteur le plus important, le meilleur des alcools étant encore un poison. L'Etat ne peut se passer des ressources énormes que lui apportent les droits sur les liqueurs. Or il se trouve fatalement amené à pousser à la consommation. L'exemple de la Suisse où l'on a vu dans le *Journal officiel* une sorte de réclame (2) en faveur de l'alcool en est une preuve.

(1) Le Jeune, *Rev. pénit.* 1897.

(2) Message du 20 nov. 1884, cité par Yves Guyot. *Voyages et découvertes de M. Faubert*. Paris, Flammarion, p. 88.

Il y a plus, l'Etat Suisse a été forcé de rendre à ses alcools une partie des poisons que leur avait enlevé une rectification trop absolue.

Les alcools rectifiés ont, en effet, une saveur fade et un goût brûlant, ils sont désagréables. Les consommateurs ne venaient guère aux produits de la régie et, comme la distillation des vins et autres boissons de fruits reste permise, c'étaient les distillateurs libres qui en profitaient. Cela ne faisait pas le compte du fisc qui, pour faire accepter ses produits, a dû y introduire du *fusel* (1). Le monopole des alcools avait rencontré en M. Numa Droz (2) un adversaire acharné. Les effets ont-ils été bons? Au point de vue fiscal, non. Mais la constitution toute particulière du monopole Suisse en est responsable et il ne faudrait pas en conclure que tout monopole aboutirait au même résultat (3) désastreux au point de vue financier.

Un autre point de vue le plus important est le suivant : quel a été l'effet du monopole sous le rapport de la consommation ? M. J. Wolff estime que la consommation, depuis le monopole, est tombée de 150.000 hectolitres à 120.000, c'est-à-dire une diminution de 20 % (4)

(1) Yves Guyot, *op. cit.*, p. 87.

(2) *Rev. polit. et parlement.* 1895, p. 401.

(3) V. à ce sujet Jacquet, *op. cit.*, p. 30. Milliet. *Aperçu sur le monopole de l'alcool en Suisse.* Compte rendu du v^e congrès international. Bâle, p. 246, 1895.

(4) Cité par Jacquet, *op. cit.*, p. 29.

Il faut tenir compte, cependant, avant d'accepter ses chiffres, de la fraude ou de la contrebande, et aussi donner à la propagande anti-alcoolique, très active en Suisse, une part dans ce résultat. A cela, les adversaires du système ajoutent une augmentation considérable dans la consommation de la bière. Il semble cependant que le monopole Suisse ait réalisé un véritable progrès. C'est en Suisse que nous pourrions le mieux nous faire une idée de ce que produirait le monopole en France. Il est bien utilisé dans d'autres pays, mais, là, comme en Russie, les conditions, les mœurs, l'état politique, sont tellement différents qu'on ne peut songer à assimiler un pays à l'autre, espérer, dans notre France démocratique, le succès d'un système usité dans l'empire absolu du czar. L'interdiction, usitée en Russie, de la consommation de l'alcool sur place, le système des petites bouteilles cachetées, livrées au consommateur qui doit rentrer chez lui avec son alcool est absolument impraticable chez nous. Il se heurte à nos habitudes. Il n'est même pas excellent, car il a eu pour conséquence, en ce pays, une recrudescence de l'ivresse publique, les buveurs vidant le contenu de leur flacon dans la rue et restant ainsi en public sous le coup de l'ivresse. Cependant la consommation semble avoir diminué. De 3 lit. 95 en 1885, elle est descendue, en 1894, à 2,35. (1)

(1) Fochier, *op. cit.*, p. 88.

Quoiqu'il en soit, le projet de M. Alglave a toujours ceci d'excellent qu'à côté du monopole et d'une élévation de droits sur l'alcool qui est une mesure très juste, il consacre le principe de la rectification, et du dégrèvement des boissons hygiéniques. Mais est-il besoin, pour obtenir ce résultat, de recourir au monopole ? Non. Une augmentation sur les droits que paient actuellement les liqueurs permettrait la suppression pure et simple des impôts sur le vin, la bière et le cidre, et pour la rectification il suffirait de l'organiser législativement et de créer un corps d'inspecteurs chargés de s'assurer dans les distilleries ou les débits si les produits livrés à la consommation ne contiennent pas plus d'impuretés que la proportion tolérée par la loi.

Peut-être pourrait-on ainsi remplacer à peu près le monopole dont nous ne nions pas l'efficacité, mais qui nous répugne en tant que tendance à cette immixtion de l'Etat en toutes choses qui réduit peu à peu le champ laissé à la liberté individuelle et finira par l'étouffer si on n'y prend garde.

Parmi les mesures considérées comme devant amener une réduction de l'alcoolisme, on range en premier lieu, avec le monopole ou sans l'intervention du monopole, la suppression de ce qu'on appelle le « Privilège des bouilleurs de cru », c'est-à-dire l'exemption d'impôts pour les alcools de fruits produits par le propriétaire et provenant exclusivement de sa récolte. L'article unique

de la loi du 14 décembre 1875 porte : « Les propriétaires
« qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes et cerises,
« provenant exclusivement de leurs récoltes, sont dis-
« pensés de toute déclaration préalable et sont affran-
« chis de l'exercice. »

Cette loi est depuis tantôt 20 ans l'objet d'assauts formidables de la part d'apôtres convaincus de l'anti-alcoolisme, nous voulons bien le croire, mais aussi et surtout de ceux qui ont intérêt à la suppression ou à la réduction considérable des alcools de fruits pour pouvoir inonder à leur aise les marchés de leurs alcools amylique ou méthylique.

C'est la lutte des grands distillateurs ou des négociants qui importent chez nous les alcools allemands contre la petite production nationale, c'est la lutte du cabaretier qui voit avec peine lui échapper des clients qu'il pourrait exploiter à son aise (1). C'est aussi assez souvent la lutte du ministre des Finances qui voudrait équilibrer son budget contre les contribuables écrasés d'impôts.

C'est en 1895, devant la Chambre et en 1896 au Sénat que se livra la grande bataille entre les deux partis. On finit par adopter en principe la suppression du privilège.

Au point de vue fiscal, il est hors de doute qu'on

(1) Une affiche apposée récemment, en février 1900 sur les murs de Paris, en dit long sur le désintéressement des adversaires des bouilleurs. On y préconise l'abaissement des droits sur l'alcool !

obtiendra ainsi une augmentation considérable de revenus. On a toutefois fortement exagéré les bénéfices que ferait ainsi le Trésor.

Le rapport Salis, en 1895 estimait à 50 millions la fraude par les bouilleurs de cru, ce serait croyons-nous une grave erreur que de croire ainsi supprimer la fraude. Les bouilleurs de cru n'en ont malheureusement pas le monopole et le gros distillateur, ou entrepositaire sait fort bien en dépit de la régie affranchir de droits une bonne part de ses produits. La fraude est d'ailleurs des plus faciles pour les producteurs de vin ou de cidre même en dehors du privilège et la suppression de leur droit les incitera à chercher tous les moyens de tromper le fisc. Cet argument ne nous touche d'ailleurs point. La Régie n'a qu'à s'en prendre à elle-même si la surveillance qu'elle exerce est insuffisante ou nulle.

A cet avantage fiscal assez mince en somme, on peut opposer des inconvénients nombreux et sérieux. Nous étudierons la question pour le pays que nous connaissons le mieux et qui est d'ailleurs comme le bourg pourri des bouilleurs de cru.

L'avilissement du prix des céréales par suite de l'importation étrangère, l'élévation du taux de la main-d'œuvre, ont produit en Normandie une crise agricole intense, la culture a dû se transformer, les terres à blé ont été de plus en plus réduites et on les a remplacées par des herbages, l'élevage des bestiaux étant plus rémunérateur et réduisant le nombre des bras employés.

C'est alors que la culture du pommier a pris dans notre pays toute son extension. On a planté les pâturages, planté aussi les terres moins fertiles, la culture des pommes faisant plus que compenser la diminution des récoltes. La production du cidre a beaucoup augmenté. Malheureusement la production des pommes n'est pas régulière, elle est abondante une année sur trois environ. La récolte moyenne serait assez rémunératrice si elle était constante, car le prix des pommes se maintiendrait à un taux suffisant. Il n'en est pas ainsi. Le cidre est un liquide qui, loin comme le vin, de s'améliorer en vieillissant, se détériore fort vite. Il faut un estomac tout particulier pour pouvoir absorber ce breuvage lorsqu'il a deux ou trois ans. Chacun préparant son cidre chaque année, il en résulte des sautes brusques dans les prix. Tel qui n'en a pas pour sa consommation cette année, en produira l'année prochaine dix fois trop. Pour équilibrer ces mouvements dans le prix de revient et profiter de ses récoltes, il n'y a pour l'agriculteur normand qu'un moyen : transformer le cidre des années abondantes en alcool qui lui, n'encombre pas les caves et se bonifie en prenant de l'âge.

Il y a là un phénomène économique dont ne se rendent pas compte ceux qui, habitués aux pays de vin voient au contraire leurs produits augmenter de valeur avec le temps.

Un autre inconvénient plus grand encore de la suppression du privilège est celui qui fut exposé en 1875

par le rapporteur de la loi. « Quelle est donc la situation
« faite au propriétaire fermier ou vigneron par l'article 2
« de la loi du 2 août 1872 qui rend applicable aux
« bouilleurs de cru sous quelques réserves, la législa-
« tion relative aux bouilleurs de profession ?

« Cette situation la voici :

« Du rôle de propriétaire modeste et tranquille se
« livrant à une opération purement agricole, la création
« de la matière première qu'elle s'appelle vin ou eau-
« de-vie peu importe, l'art. 2 de la loi du 2 août 1872 a
« fait quelque chose comme un buvetier, (loi du
« 28 août 1816, art. 50) elle en a fait un débitant, et un
« débitant suspect.

« Et comme débitant suspect elle l'a soumis, lui, sa
« femme, ses domestiques et toutes les parties de sa
« maison au traitement le plus dur et le plus humiliant,
« la visite des employés de la régie même les jours
« de fêtes et de dimanches, (loi du 28 août 1816,
« art. 56) (1). »

« Qu'une pareille sujétion disait en 1871 M. Bocher,
« soit imposée aux bouilleurs et aux distillateurs de
« profession comme aux fabricants, aux industriels qui,
« par la nature de leurs affaires, l'importance de leurs
« établissements, le nombre d'ouvriers qu'ils emploient

(1) *Journal officiel*, 7 nov. 1875. Exposé des motifs d'une proposition de loi ayant pour objet la réformation et la transformation de l'art. 2 de la loi du 2 août 1872 sur les bouilleurs de cru.

« se trouvent dans des conditions particulières de travail,
« cela se conçoit. Mais y soumettre les propriétaires, les
« fermiers, les vignerons, tous ceux qui distillent chez
« eux, souvent en petites quantités, pour leur consom-
« mation domestique, ce serait porter atteinte à la
« liberté du domicile, de la culture, de la propriété, et
« exciter le mécontentement et la résistance au sein
« d'une classe considérable digne de toute la sollicitude
« du législateur (1). »

Ces vexations continuelles, cette violation possible à chaque instant de ce qui est considéré chez nous comme sacré, le domicile, ce contact avec les agents du fisc souvent peu scrupuleux constituent à notre avis un inconvénient assez sérieux pour nous faire rejeter de tout notre pouvoir la suppression du privilège des bouilleurs de cru.

Encore si à ce prix on pouvait se flatter de détruire ou même d'atteindre fortement l'alcoolisme.

Mais nous sommes persuadés qu'il n'en est rien, au contraire, et qu'on ne crie pas au paradoxe, la preuve nous semble facile à faire.

Le privilège des bouilleurs ne joue pas dans l'alcoolisme le rôle qu'on lui veut attribuer perfidement. Il existe par toute la France ; dans le midi où l'alcoolisme n'existe pas, bien que le vin n'y soit pas cher et que chaque vigneron puisse faire bouillir comme il l'en-

(1) *Officiel*, 7 nov. 1875.

tend sa récolte. On ne trouve, par contre, presque pas de bouilleurs dans les départements du Nord, du Pas-de-Calais, des Ardennes qui, au contraire, sont alcoolisés à fond. Il y a bien la Normandie et la Bretagne où les bouilleurs sont nombreux et l'alcoolisme fort développé. Chacun sait que la ville de Rouen a le triste honneur d'occuper le premier rang dans l'ordre de la consommation de l'alcool en France. La Seine-inférieure consomme annuellement 12 lit. 30 d'alcool pur par tête d'habitant et les adversaires du privilège lèvent les bras au ciel et s'écrient pris d'une belle indignation : « Voyez l'effet pernicieux d'une pareille tolérance ! » N'en déplaise à ces auteurs, la production des bouilleurs ne joue presque aucun rôle dans cet état de choses. La Seine-Inférieure compte environ 800.000 habitants dont près de la moitié sont agglomérés à Rouen et au Havre et dans leurs faubourgs. Outre ces grandes villes, il y a nombre de petits centres industriels. Croyez-vous que dans ces milieux on boive beaucoup d'eau-de-vie de cidre, le produit du cru ? Ce serait à souhaiter. Malheureusement il n'en est rien. Ce sont des alcools d'industrie à peu près tels qu'ils sortent des alambics et tels que les apportent au Havre ou à Rouen les vapeurs de Hambourg.

C'est tout ce qu'il y a de plus toxique parmi les produits de la distillation. L'eau-de-vie de cidre n'entre certes pas pour un centième dans la consommation de Rouen ou du Havre. Cela se conçoit. Le prix de revient

de l'eau-de-vie de cidre est considérablement plus élevé que celui des alcools de pommes de terre ou de betterave. On estime qu'un litre d'alcool de cidre revient environ au même prix qu'un hectolitre de pommes. Or ce prix varie suivant les années entre 2 fr. 50 et 9 fr. Le prix d'un litre d'alcool d'industrie, droits compris, ne dépasse guère 2 fr. 50. Pour pouvoir consommer dans une ville, c'est-à-dire hors de la propriété du producteur, les eaux-de vie de cidre, il faudrait ajouter au prix de revient déjà considérable, le droit qui frappe tous les alcools, on ne pourrait donc guère mettre en vente dans les débits populaires cette eau-de-vie qu'on accuse de tant de maux.

Pour le cultivateur il en va autrement, et dans le département du Calvados l'alcool qui porte ce nom est certainement pour beaucoup dans la consommation. Est-ce à dire que la suppression du privilège changerait beaucoup la quantité ingérée ? Non certes. Le cultivateur aime mieux son eau-de-vie que le soi-disant cognac que lui vend l'épicier à 1 fr. 50 le litre. Il a raison. La chimie moderne pense qu'après l'alcool de vin, celui de poiré ou de cidre est celui qui contient le moins d'éthers dangereux (1). Lors donc qu'il peut, à prix égal ou à peu près, se procurer de l'eau-de-vie de cidre de son cru, il la préfère ; mais il ne faut pas croire qu'il se passera d'alcool le jour où la distillation

(1) V. Serieux et Matthieu, *op. cit.*, et la note de la page 60.

lui sera interdite en fait. Il fera comme dans les années où les pommes sont chères, il achètera de l'alcool d'industrie. La somme dépensée sera sensiblement la même, le produit beaucoup plus néfaste, et il aura le chagrin d'aller porter son argent aux distillateurs et partant aux agriculteurs étrangers, tandis que son cidre ou ses pommes se perdront dans sa cave (1).

De même qu'en augmentant les droits, on ne modère pas même momentanément la consommation de l'alcool, de même, il est insensé de croire qu'en entravant le distillateur champêtre on l'empêchera de boire. On changera, au désavantage de la santé publique, la qualité de l'alcool absorbé, on donnera au cabaretier, le monopole de l'empoisonnement, et on aura, de plus, le regret d'avoir sacrifié l'inviolabilité du domicile et établi tout un système de vexations indigne d'un pays de liberté.

Le bénéfice que fera le trésor est-il suffisant pour payer tant de sacrifices ? Nous répondons hardiment non.

(1) Voir au Sénat en 1896. Tillaye, Fleury, Labbé, discussion sur le projet de réforme des boissons.

CHAPITRE II

LA LUTTE CONTRE LE CABARET. — SYSTÈME DE GOTHEBORG.

C'est dans la lutte contre le débitant qu'il faut croyons-nous, chercher la solution du problème. C'est de cette manière que les Suédois et les Norwégiens ont réussi à faire disparaître presque complètement la plaie de l'alcoolisme. C'est grâce à une loi énergique que la Hollande est parvenue à réduire sa consommation et c'est aussi de cette manière qu'aux États-Unis on tient le fléau en échec. En France, malheureusement, nous avons agi tout autrement. Il existait jusqu'en 1880 un décret de 1851 qui tout imparfait qu'il pût être, était une digue aux envahissements de l'alcoolisme. La loi de 1880 l'a fait tomber et maintenant nous sommes submergés.

Sous l'empire du décret de 1851, un cabaret ne pouvait être établi qu'avec une autorisation du pouvoir administratif, cette autorisation était permanente et persistait autant que le titulaire continuait son commerce sans changer de local. Le débit pouvait cependant être fermé en vertu de l'art. 2, soit après condamnation pour contravention aux règlements, soit par mesure de sûreté publique.

De nombreux abus de pouvoir, l'utilisation de cette loi dans un but de pression politique, l'avaient rendue impopulaire en France. La loi du 18 juillet 1880 abrogea le décret du 29 décembre 1851 et consacra le droit pour chacun, d'ouvrir un débit moyennant quelques formalités. Certaines garanties sont cependant exigées de la personne du débitant. La loi demande des conditions de moralité. Enfin dernière précaution, la loi permettait aux maires d'interdire l'établissement de débits dans un rayon donné autour de certains monuments comme les édifices consacrés au culte, les lycées, etc.

Quelle que soit la pensée qui a présidé à l'abrogation du décret de 1851 et à son remplacement par la loi de 1880, on ne peut nier que l'influence de cette disposition n'ait été déplorable pour la France.

L'accroissement de l'alcoolisme et celui du nombre des cabarets qui en est la cause se sont produits immédiatement. En 1879 on buvait en France par individu 3 lit. 22 d'alcool, en 1880 l'année qui consacre la liberté de l'établissement des débits 3 lit. 64 ; en 1885 3 lit. 86. Et les débits qui étaient en 1879 au nombre de 356,833 se chiffraient au 31 décembre 1885 par 422,310, soit une augmentation de 65,467 en 5 ans !

Le même phénomène avait été constaté en Suisse. Une ordonnance du 23 décembre 1874 ayant supprimé la limitation du nombre des cabarets dite du « nombre normal » qui était édictée par la loi de 1852, les cabarets se multiplièrent. « Voici ce qu'on lit au sujet de

« cette progression dans le rapport annuel de la Direc-
« tion de l'Intérieur, section d'économie politique, du
« canton de Berne : L'influence pernicieuse de cette
« augmentation a été généralement remarquée et signa-
« lée. La Direction de l'intérieur a donc cru devoir user
« de tous les moyens que la législation met à sa dispo-
« sition pour combattre cet inconvénient ; d'une part
« elle a dans chaque cas spécial soumis à un examen
« sévère les conditions requises des postulants, quant à
« leur personne et quant au local ; d'autre part elle a
« frappé les nouvelles patentes de taxes aussi élevées
« que le permettait la loi de 1859 (1)... »

Malheureusement en France, les patentes sont trop peu élevées et les autorités trop peu exigeantes tant pour la personne du débitant que pour la tenue de son local. Il en est résulté un débordement inquiétant. Tout hôtelier, aubergiste, cafetier, restaurateur, épicier tient des « liquides » et comme il en tire un bon profit pousse de toutes ses forces les clients à la consommation. La concurrence est effrénée et sous peine de périr, le marchand doit vendre beaucoup. Legrain estime à 833,000 environ le nombre des débits ou du moins des magasins où l'on vend des liquides au détail. Quoi d'étonnant, si le client devant tant de tentations se

(1) Metman. Etude sur les législations européennes relatives aux débits de boissons alcooliques dans *Tempérance* de 1879, p. 302.

laisse prendre à l'hameçon. Tant qu'il y aura autant de débits, les lois ne pourront rien contre l'alcoolisme.

La lutte contre les débits de boissons a été énergiquement menée en Suède et en Norvège où elle a été couronnée de succès.

En Suède la consommation a été ramenée grâce à un ensemble de mesures dont la réglementation des débits n'est qu'une partie, la plus importante il est vrai, de 23 litres par tête à environ 2 litres, cela en moins de 70 ans.

En Russie, en même temps que s'abaisse le nombre des débits, la consommation individuelle se réduit.

Voici quelle est la statistique depuis le commencement de la guerre aux débitants :

En 1863, 5 lit., 85 tête, 257.531 débits.

1865	4,	27	254.468
------	----	----	---------

1870	4,	36	212.453
------	----	----	---------

1875	3,	89	144.825
------	----	----	---------

1880	3,	74	156.605
------	----	----	---------

1885	3, 25		152.049 (1).
------	-------	--	--------------

La Hollande est entrée dans cette voie par la loi de 1881 (26 juin). Le nombre des débits a été réduit de moitié ou environ. En 1882, elle avait 43.950 cabarets, en 1895 il n'y en a plus que 24.000. La diminution de la consommation de l'alcool ne semble pas en rapport avec celle des débits. Tandis qu'en effet, la consumma-

(1) Fochier, *op. cit.*, p. 87.

tion était en 1883 de 9 lit. 75 à 50° par individu, elle est encore en 1894 de 8 lit. 96. Cette diminution est en effet peu considérable et M. Le Jeune auquel nous empruntons ces chiffres (1) cherche à en conclure que la réduction du nombre des débits est un facteur peu important.

Il faut pourtant remarquer que la nouvelle loi a eu pour effet de réduire dans les villes le nombre des contraventions pour ivresse de près de moitié. Ce résultat est important. D'ailleurs il faut attendre plus de 15 ans pour pouvoir juger de l'efficacité d'une loi de cette nature (2).

Ce qui est certain, c'est que la consommation a été enrayée, alors quelle augmente dans les pays qui n'ont pas admis de mesures restrictives, efficaces, contre l'extension des cabarets. Ce qui est encore acquis, c'est que, si l'Angleterre et les Etats-Unis se maintiennent immobiles ou même accusent un mouvement rétrograde, c'est encore grâce au système des hautes licences (aux Etats-Unis notamment).

L'excellence de la mesure restrictive du nombre des cabarets nous semble indiscutable. Mais ce qui est

(1) Le Jeune, *Rev. pénit.*, 1897.

(2) M. Le Jeune fait remarquer que la Belgique, tout en ayant 1 cabaret par 35 habitants, tandis qu'en Hollande il n'y en a qu'un par 192, ne consomme guère plus que sa voisine : 9 lit à 50° et encore faut-il tenir compte de ce fait que la Belgique est un pays essentiellement industriel.

important ce sont les moyens à employer pour y parvenir.

Le but à atteindre est le suivant :

« Ramener, sans léser les droits acquis, les débits de boissons à un nombre calculé proportionnellement à la population. Voici comment la loi batave résolut ce problème. Elle a établi un maximum basé sur la population. Ce maximum est de 1 débit par 500 habitants, pour les villes de plus de 50.000 âmes, 1 pour 300 entre 20 et 50.000 habitants et 1 pour 250 dans les localités plus petites. Tant que le nombre des débits sera supérieur au chiffre prévu par la loi, il n'en sera pas créé de nouveaux. Les extinctions ont lieu quand le débitant cesse son commerce purement et simplement, quand, pour infraction à l'art. 20 de cette loi, relative aussi à la répression de l'ivrognerie, il a été condamné à la suppression de son débit, quand il arrivera à l'expiration de sa licence obtenue antérieurement à la loi de 1881 si cette licence ne lui est renouvelée.

Ces dispositions excellentes ont été reprises pour la France, par MM. Siegfried et Béranger qui, au courant de l'année 1899, ont déposé une proposition de loi inspirée évidemment par la loi néerlandaise et qui réduit le nombre maximum des débits à 1 pour 300 habitants.

Une autre disposition adoptée dans cette proposition et qui nous paraît répondre à un besoin et promettre de très utiles résultats, c'est l'interdiction de la vente des boissons, aux débitants qui ont un autre commerce.

« Un grand nombre de petits négociants, écrit M. Siegfried, épiciers, fruitiers, marchands de charbon, ont été conduits, par l'occasion ou l'appât du gain, à ouvrir des débits de boissons à consommer sur place ou à emporter. Comme l'a fort bien dit le docteur Brunon dans son volume *l'Alcoolisme en Normandie*, (1) ce commerce est plus dangereux encore. Il a prise sur une clientèle que son voisin n'atteignait pas : sur la femme, qui, en province, ne va pas au cabaret. Or, quand c'est par la ménagère que la bou teille d'eau-de-vie pénètre dans la maison, on peut dire que celle-ci est perdue, perdue sans ressources ; les enfants eux-mêmes n'échapperont pas. »

Pour hâter l'extinction des nombreux cabarets qui sont une cause de vice pour notre pays, une foule de moyens seraient bons.

On pourrait, comme en Angleterre ou aux Etats-Unis, relever considérablement la patente des débitants qui vendent des alcools, et réduire d'autant celle des établissements qui, semblables aux tea houses ou coffee taverns de Liverpool ou de Londres, ne livrent à leurs clients que des boissons non alcooliques ou hygiéniques. On pourrait, comme en Suède, obliger tout débitant à vendre, en même temps que ses alcools, à boire et à manger ; on espère ainsi que le consommateur dépen-

(1) *L'alcoolisme en Normandie*, Rouen.

sera en aliments une partie de la somme que, sans cette mesure, il eût consacrée aux seuls alcools.

Enfin, il est des débits sur lesquels l'administration a des pouvoirs absolus et dans lesquels l'usage de l'alcool devrait être formellement interdit ou tout au moins réduit. Nous voulons parler des cantines militaires. Ce sont malheureusement des foyers d'alcoolisme et nombre de jeunes gens y contractent des habitudes pernicieuses qu'ils conservent toute leur vie. Un mouvement commence à se dessiner dans ce sens. A Madagascar, le général Gallieni a interdit l'alcool à ses troupes. Tout récemment, en France, le commandant du 10^e corps a proscrit l'alcool des cantines. Il est à souhaiter que ces exemples ne demeurent pas isolés. (1)

(1) Depuis que sont écrites ces lignes, a paru la circulaire du général de Gallifet, ministre de la guerre, qui supprime d'un coup tous les abus en interdisant absolument la vente des alcools dans les cantines. Voici d'ailleurs *in-extenso* cet important document :

« Mon cher général,

« En vue de défendre les troupes placées sous leurs ordres contre les dangers de l'alcoolisme, des chefs militaires ont pris depuis quelque temps l'initiative de mesures diverses concernant la consommation de l'alcool dans les casernes.

« Les unes, simplement restrictives, consistent dans l'interdiction aux cantiniers, de vendre de l'eau-de-vie et liqueurs similaires, à certaines heures de la journée, ou encore se rapportent à une sélection de boissons spiritueuses, dont la vente est tolérée ; les autres ont trait à l'interdiction absolue de débiter de l'alcool dans les cantines.

« Il importe, au point de vue de l'hygiène et de la discipline, de faire cesser ces divergences, d'uniformiser les prescriptions

Il est aussi dans un autre ordre d'idées des établissements où la liberté de vendre des alcools constitue un véritable scandale, nous voulons parler des maisons de débauche. Ces maisons ne subsistent que par la tolérance de l'administration. Les industriels qui les tiennent ne méritent aucune clémence. Il suffit d'une acte administratif pour faire cesser ces abus. La loi belge, très sage, a interdit la vente des alcools dans les maisons où habitent plusieurs prostituées. La loi de l'état de Pensylvanie, plus sévère encore, interdit le débit des liqueurs dans les établissements où servent des

relatives à la prophylaxie de l'alcoolisme, et d'étendre à toute l'armée une action bienfaisante qui ne saurait rester localisée à quelques corps de troupes.

« En conséquence, j'ai décidé l'interdiction absolue de vendre dans les cantines aucune eau-de-vie ni liqueur à base d'alcool, ni aucune des multiples préparations connues sous le nom d'apéritifs.

« Cette interdiction s'étend à toutes les cantines des casernes, quartiers, camps et terrains de manœuvres.

« Sont seules autorisées dans les cantines la vente des boissons fermentées : vin, bière, cidre, poiré, et celle de toutes les boissons usuelles (café, thé, lait, chocolat, etc...), ne renfermant pas d'alcool.

« Je vous invite à prendre les mesures nécessaires pour que ces prescriptions, qui seront affichées dans toutes les cantines, soient immédiatement exécutées ».

GALLIFFET.

On ne peut qu'applaudir à une mesure aussi excellente et espérer que l'interdiction s'étendra bientôt à la marine. Attaquer l'alcoolisme dans l'armée, c'est préserver bon nombre de jeunes gens de la funeste habitude de boire et les empêcher de rapporter à leur village ou à leur atelier ce déplorable exemple.

femmes. Notre législateur pourrait avec fruit s'inspirer de ces dispositions étrangères.

Le moyen le plus original et on peut dire le plus efficace de lutte contre le cabaret a pris naissance dans les pays scandinaves. C'est le système dit de Gotheborg, du nom du grand port de Suède où il a été appliqué la première fois. De là il s'est étendu à la Suède entière, puis à la Norvège. Voici en quoi il consiste. La loi suédoise de 1855 supprima les petites distilleries de campagnes et consacra le principe de l'option locale. Chaque municipalité ou du moins chaque paroisse eut le droit de limiter le nombre des débits de liqueurs sur son territoire. On en pouvait même voter la suppression totale ; c'est ce qui arriva en beaucoup de districts des campagnes, en sorte qu'en 1880 il n'existait dans tout le pays que 83 magasins et 205 cabarets, soit 1 débit pour 13.450 habitants (1).

Il en fut tout autrement dans les villes où la consommation alcoolique continua ses progrès. Le mal était effrayant, à Gotheborg surtout. C'est alors que la municipalité entreprit elle-même les débits. Il se forma une société ayant pour but de réduire le nombre des cabarets, d'y procurer des aliments pour les transformer en restaurants, de les faire diriger par des gérants honnêtes qui fussent, à l'inverse de tous les débitants ordinaires,

(1) Jacquet, *op. cit.*, p. 26.

rémunérés d'autant plus que le chiffre de leur vente alcoolique se réduisait.

La Société qui prit le nom de Bolag n'était point une compagnie financière. Les sociétaires ne pouvaient espérer de bénéficier, mais seulement l'intérêt à 5 % de leur argent. Les bonis devaient être employés à la propagande contre l'alcoolisme, à la création à côté du débit de restaurants et de cafés de tempérance bien organisés, à la fondation de bibliothèques, d'asiles, d'hôpitaux.

La première société acheta à Gotheborg 61 débits, en supprima 20 de suite et exploita les autres.

Cet étrange débitant fit tout ce qu'il était en son pouvoir pour éloigner les clients de ses comptoirs. Les consommateurs, dans les établissements de la compagnie, sont soumis à un ensemble de petites vexations. Il y est interdit de fumer, on y trouve peu de sièges. Le local n'a rien d'attrayant. « En entrant dans un « débit de liqueurs appartenant au Bolag, écrit un voyageur, nous nous trouvâmes dans un local vaste mais « sale, mal tenu, et complètement dépourvu du luxe des « glaces, de lumières, d'éclat et de brillant, qui est généralement adopté dans les gin palaces de Londres., « Tout l'ameublement se composait d'un long comptoir « très simple, de chaises et de tables dont la peinture « était usée. » (1)

(1) *The alliance news*, 7 octobre 1876.

A côté du débit maussade où l'on est mal reçu, il y a des salles plus confortables dans lesquelles chacun peut se faire servir, à des prix modérés, des aliments et des boissons non alcooliques. Les heures d'ouverture et de fermeture des débits sont strictement limités.

Les articles 26 et 28 de l'ordonnance royale du 21 mai 1869 décident que « le détail de l'eau-de-vie ne pourra « être exercé au-delà de 10 heures du soir. Défense est « faite de livrer de l'eau-de-vie au détail les dimanches « et jours de fête et d'en débiter pendant les services « religieux. Dans les villes, le débit pourra être restreint « ou totalement interdit auxdits jours par décision du « conseil communal. Dans les campagnes, ces mêmes « jours, le débit est prohibé sauf dans les auberges, aux « voyageurs à leur repas. »

En Norvège, des sociétés analogues au Bolag par l'esprit et le fonctionnement se sont formées sous le nom de Samlag.

Que faut-il penser du système suédois et est-il possible et désirable de l'établir en France ?

Il est incontestable que les Samlag ou les Bolag ont prêté à la loi une aide efficace pour la suppression des débits. Ont-elles eu pour résultat de diminuer beaucoup la consommation alcoolique dans les villes où elles fonctionnent ?

Les avis sont très partagés sur ce sujet. Beaucoup de ceux suédois ou étrangers qui ont vu de près le fonctionnement de ce système si parfait en apparence en revien-

nent peu édifiés. Un membre de la colonie suédoise, à Paris, à qui nous exprimions notre admiration pour ce système et ses résultats, nous répondait qu'il était fort touché de la bonne opinion qu'on avait de sa patrie et de son excellente réputation que, malheureusement, elle ne méritait guère. L'alcoolisme pour lui était encore plus répandu à Gotheborg qu'à Paris. Tandis que les salles de tempérance des bolag restent vides, des files de consommateurs passent successivement devant le comptoir, absorbent une rasade, puis sortent pour rentrer bientôt, afin de recommencer ainsi jusqu'à l'ivresse ou presque.

Dans les campagnes, au contraire, le seul jeu de l'option locale, c'est-à-dire du droit pour la commune de déterminer s'il y aura des débits sur son territoire et combien, l'ordonnance du 21 mai 1869 qui peut être considérée comme un modèle pour la réglementation de la vente au détail des spiritueux, ont amené la disparition presque totale de l'ivresse et de l'alcoolisme. (1)

(1) On trouve dans cette ordonnance un système complet et admirable. D'abord le droit de débiter est séparé du droit de vendre au détail. Le détaillant ne peut vendre moins d'un demi kanna à la fois (art. 2). Il doit toujours y avoir dans le débit de la nourriture à la disposition des consommateurs (art. 4). Le débit de l'eau-de-vie ne pourra être exercé en même temps qu'un autre commerce, sauf à la campagne (art. 5). L'autorisation est donnée pour trois ans aux seules personnes présentant des garanties morales suffisantes. Les autorisations, leur nombre une fois fixé, sont mises en vente aux enchères, les aubergistes

La loi a donc fait beaucoup dans les progrès de la tempérance en Suède et Norwège surtout dans les campagnes, celles du sud de la Suède notamment. Dans les villes où elle était à peu près impuissante, elle a trouvé un adjuvant puissant dans les bolag ou les samlag. Ces sociétés ont d'abord réalisé très rapidement la réduction du nombre des cabarets. Il y en avait à Gotheborg 61 en 1865 il n'en restait plus que 19 en 1885. Elles ont tenté de substituer au cabaretier intéressé à la vente un gérant, simple salarié, qui n'a de bénéfices proportionnels que sur la vente des produits non alcooliques. Elles ont enfin employé leurs économies à la fondation d'œuvres philanthropiques qui toutes visent à combattre l'alcoolisme ou à adoucir les maux dont il est la cause. Grâce à la loi et à l'option locale aux samlag l'alcoolisme est tombé en Suède du chiffre moins de 23 litres par tête à 2 litres seulement environ.

Il n'en faudrait pas cependant conclure que l'alcoolisme y est définitivement vaincu. Les débits de boissons autres que les alcools sont en nombre immense et certains bons esprits commencent à redouter l'alcoolisme.

ne sont pas autorisés à débiter de l'eau-de-vie (art. 11). A la campagne, le débit et le détail de l'eau-de-vie ne pourront être exercés dans un rayon de 1/8 de mille du lieu où il y aura adjudication, foire, marché, revue militaire (art. 25). Celui qui a permission de débiter de l'eau-de-vie ne doit pas en délivrer même gratuitement dans le cas où il ne peut en vendre (art. 31). La dette pour vente de l'eau-de-vie à crédit est assimilée aux dettes de jeu. Le vendeur n'a pas d'action pour se faire payer.

sation par la bière. On boit encore beaucoup à domicile. Il est un usage suédois qui prouve le goût de ces septentrionaux pour l'alcool. Avant le repas on passe au salon des plateaux chargés de hors-d'œuvre de toute nature après lesquels il est d'usage d'absorber un verre d'eau-de-vie puis on se rend à la salle à manger pour le repas qui commence aussitôt (1).

La réglementation et la diminution excessive des débits a aussi amené la formation de vrais cabarets clandestins. Ce sont des débitants de boissons hygiéniques, bière ou vin qui bravent ainsi à gros profit les prescriptions de la loi.

Malgré ces légères critiques, il n'en est pas moins vrai que le système suédois tel qu'il est, pris en bloc, est la meilleure et la plus efficace des armes employées jusqu'ici contre l'alcoolisme.

Pour se faire une idée juste de son excellence, il faut tenir compte de ce fait que la Suède et la Norvège ont considérablement accru leur industrie et leur commerce et que malgré l'augmentation des salaires, tandis què la consommation montait depuis trente ans dans l'Europe entière, ces deux pays ont su se conserver indemnes et même diminuer le mal.

C'est là une preuve qu'une lutte énergique peut venir à bout de la résistance de l'ennemi.

(1) Les Normands ont (est-ce survivant d'une vieille coutume ancestrale) une habitude à peu près semblable. On y absorbe au milieu du repas un petit verre d'alcool. Cela s'appelle faire le « trou ».

En concluons-nous à l'importation dans notre pays du système de Gotheborg ?

Nullement, la tactique doit varier avec le champ de bataille. Ce qui est possible en Suède ne serait d'aucune efficacité chez nous.

Dans notre société française, introduire le principe de l'option locale et permettre aux municipalités de limiter le nombre des débits serait impossible vu le nombre et la puissance des cabaretiers. De plus, cette autorité du Conseil municipal nous paraît un peu grande. La donnerait-on aux préfets ? Il serait à craindre qu'elle ne devînt entre leurs mains une arme politique plutôt qu'un moyen efficace de moralisation.

Une loi seule à notre avis, qui comme la loi néerlandaise où la loi Siegfried et Béranger fixerait un maximum et empêcherait la création de nouveaux cabarets jusqu'à ce que les extinctions aient ramené le nombre actuel au chiffre légal, cette loi seule est possible. Ne lésant pas les cabaretiers existants, elle n'est pas exposée à leur opposition, et cela est quelque chose, quand sortant de la théorie pour arriver à la pratique, on vient devant les Chambres avec un projet. Du fait même de la limitation, le prix des cabarets augmenterait.

Pour aider au mouvement de réduction, nous comprendrions très bien la formation de sociétés dont le but serait de racheter pour les supprimer nombre de petits débits.

A la rigueur, peut-être, pourrait-on essayer la création

de bolag ou de samlag ou d'un organisme analogue. Mais ces sociétés devraient lutter par elles-mêmes. Il y a en France environ 4 millions d'individus intéressés à la vente des liqueurs, dans ces conditions, la consécration législative du système de Gotheborg devient impossible dans notre pays, de nos jours du moins. Les sociétés qui se formeraient ainsi devraient donc vivre en concurrence avec les puissants cabaretiers actuels. Comme l'un des principes et le meilleur du système consiste à rendre si faire se peut le cabaret désagréable au consommateur, la société qui appliquerait ce principe serait de ce chef, en état d'infériorité vis-à-vis des débitants, ses concurrents, dont les boutiques fulgurantes et confortables attireraient la totalité des buveurs. Pour avoir chance de réussir, les sociétés devraient donc réussir à accaparer tous les débits existants. Si l'on peut concevoir la possibilité d'un semblable événement pour une ville comme Gotheborg qui n'a que 80.000 habitants à peine, il est impossible d'en accepter même l'idée pour une capitale gigantesque comme Paris, voire même pour les villes de Lyon ou de Marseille. Il y a profit à étudier la législation suédoise, on peut en rapporter des indications utiles, mais il faut renoncer à appliquer à notre République essentiellement démocratique, et à notre pays de liberté à outrance des règlements édictés pour des nations qui sortent à peine du régime féodal et où l'autorité royale et l'influence de la religion sont encore prépondérantes.

CONCLUSION

Quelles conclusions pratiques tirerons-nous de cette étude ?

D'abord celle-ci, que les lois pénales seules sont incapables de réduire l'alcoolisme. Ce n'est pas une raison pour dénier toute efficacité au droit répressif en ces matières. Les bons résultats seront peu nombreux matériellement parlant, soit, mais ils ne seront pas nuls, et devant un danger si pressant, on doit s'accrocher à toute planche de salut. L'effet moral sera plus grand. La loi de 1873, toute imparfaite qu'on la puisse trouver, a eu l'honneur de consacrer le principe de la répression de l'ivresse. Il faut donc la compléter, améliorer surtout le système des peines et non l'abroger. Il importe de distinguer les différentes manifestations de l'alcoolisme.

Aux citoyens qui s'enivrent par hasard, pour ainsi dire accidentellement, des peines d'amende avec augmentation de pénalité pour certaines catégories d'individus en raison de leurs fonctions. Pour les ivrognes fieffés, ce qui sera présumé après trois condamnations pour ivresse, l'internement dans une prison spéciale, internement assez long dont le minimum et le maximum seront fixés par la loi avec la faculté pour l'administra-

teur de ces établissements, de relaxer ses pensionnaires après l'expiration du minimum ou d'attendre jusqu'à la limite maxima ou encore de les mettre en liberté provisoire sous condition en attendant cette limite. Ces établissements, plus doux que des prisons, auraient cependant un caractère pénitencier. Les déchéances accessoires, prononcées par la loi de 1873, seraient appliquées également. (1)

L'ivrognerie habituelle ou l'alcoolisme pourrait donner lieu, de la part des seuls parents du buveur, à une demande en interdiction analogue à celle de l'article 6 du code civil allemand, moins complète que celle des articles 489 et suivants de notre code.

Enfin, un alcoolique délirant déjà une fois arrêté pendant une crise et sorti de l'asile, sa raison recouvrée, devrait pouvoir, à la première récidive, être retenu dans les asiles d'aliénés alcooliques pendant le temps nécessaire à son traitement sans que ce temps puisse excéder une année.

Il importe également que la loi sévise contre les complices ou les fauteurs de l'alcoolisme, qu'on punisse sévèrement d'amende, de prison et surtout de la suppression du droit de tenir un débit, le cabaretier qui

(1) Il y a une proposition de loi actuellement devant la Chambre qui tend à supprimer, ou à limiter les incapacités politiques ainsi prononcées comme peines accessoires (Propositions Vaillant, Morlot et Caillart. Rapporteur Bienvenu-Martin. Le succès de cette proposition serait détestable.

donne à boire à un ivrogne, celui qui sert des boissons alcooliques à un enfant de moins de 16 ans. Notre législation doit également s'inspirer des dispositions belges qui punissent sévèrement ceux qui ont enivré un mineur, un autre consommateur, ou qui ont fait un pari d'absorber telle ou telle quantité de boissons alcooliques, que l'ivresse d'un homme en ait été ou non le résultat.

Il est indispensable qu'on songe à appliquer les lois contre la fraude. Les vins, cidres, bières et autres boissons hygiéniques, doivent être indemnes de tous mélanges, de toute sophistication. Entre toutes les falsifications, il faut proscrire le vinage qui permet l'introduction dans la consommation des alcools les plus pernicioeux. Les colorants de toute nature doivent être défendus. Le fait de vendre un alcool autre, sous le nom de l'alcool de vin, doit être l'objet d'une punition exemplaire.

Des condamnations plus sévères encore doivent atteindre ceux qui mêleraient aux boissons livrées au public des corps malsains pour la santé.

Certaines liqueurs particulièrement nocives, comme l'absinthe et les amers, seront absolument prosrites. D'autres, comme les vins à allures pharmaceutiques, tels que les quinquinas, rentreront à l'officine d'où ils eussent dû ne jamais sortir.

Des mesures fiscales proprement dites nous ne parlerons pas, si ce n'est pour constater l'impuissance de la surtaxe pour le débit de boissons. Nous ferons exception pour le monopole qui est peut-être, malgré ses inconvé-

nients nombreux, la solution la plus simple du problème (1). L'élévation des droits est cependant légitime et il nous paraît de bonne politique de faire supporter aux liqueurs les dépenses qu'entraîne l'alcoolisme en nécessitant des prisons, des hôpitaux, des asiles, et de puiser dans les impôts mis sur les liquides dangereux, de quoi faire équilibre au dégrèvement désirable sur les boissons hygiéniques.

Même si on n'admet pas le principe du monopole, il est indispensable d'établir, comme le demandait M. Fleury-Ravarin dans une proposition du 10 décembre 1894, un contrôle de l'Etat pour rendre obligatoire l'épuration ou rectification des alcools d'industrie.

La multiplicité des débits, leur proximité des monuments publics, le cumul fait par beaucoup d'industriels, du commerce des alcools avec d'autres professions ou commerces, sont autant de causes de démoralisation qui doivent attirer l'attention du législateur.

Une faute a été commise en 1880, lorsque le Parlement a supprimé l'autorisation pour l'établissement des débits : il est à propos de revenir à ce système. La proposition Siegfried et Béranger de 1899 constitue un excellent procédé pour réduire le nombre des cabarets sans léser personne. Etablir un maximum basé sur la population. N'accorder aucune autorisation de créer un

(1) Voyez cependant contrat, Eugène Rostand, *Réforme sociale*, janvier 1897, p. 49 et suiv.

nouveau débit tant que le nombre actuel des cabarets n'aura pas été ramené au maximum de la loi, tel est en deux mots le moyen préconisé : il nous paraît irréprochable. Pour faciliter la réduction et la rendre plus rapide, des sociétés pourraient se former dont les fonds seraient employés à racheter pour les fermer un certain nombre de débits, les empêchant ainsi d'être exploités à nouveau.

La création du système d'option locale nous paraît impraticable en France, de même que celle du suffrage des femmes en matière d'alcoolisme que rêvent certains esprits. Ces réformes ne donneraient probablement pas, étant données nos habitudes et nos mœurs politiques, les résultats heureux qu'en attendent les promoteurs.

Enfin l'établissement de sociétés analogues aux Samlag de Norvège est préconisé par beaucoup d'auteurs et non des moindres. Théoriquement, nous ne voyons aucun inconvénient, ni aucun obstacle à cette mesure. Il existe déjà nombre de sociétés dont les statuts comme ceux des compagnies norvégiennes sont soumis à l'approbation de l'autorité et dont les dividendes sont réduits à un intérêt du capital engagé. Ce sont les sociétés des logements ouvriers dont la constitution et le fonctionnement est réglé par la loi du 10 novembre 1894.

Malheureusement, l'approbation législative de leur constitution ne peut à l'heure actuelle être espérée. Leur établissement serait un coup droit aux débitants

et ceux-ci sont assez forts pour parer la botte. La situation est d'ailleurs très peu favorable en France à l'heure actuelle à l'établissement d'un ensemble de mesures propres à combattre l'alcoolisme.

Le mal, imminent pourtant, est ignoré du plus grand nombre, l'opinion publique s'en désintéresse. Y prêtât-elle attention d'ailleurs, il faut tenir compte qu'il existe sur notre sol des millions d'électeurs plus ou moins alcoolisés et qui tiennent à leur vice. A côté de ces soldats il y a les cadres constitués par les quatre millions d'individus qui indirectement ou directement vivent de la passion de leurs concitoyens : aubergistes et cabaretiers, épiciers ou marchands de liquides. On sait quel est leur pouvoir électoral et l'on désire que leur élu, leur député, soit assez fou pour voter une loi qui si elle fait le bien du peuple, les mécontentera ! C'est bien mal connaître la nature humaine.

La situation est-elle donc inextricable ? Point, la solution réside dans l'initiative individuelle. Ce sont les efforts d'une poignée d'hommes qui ont réussi à transformer en Suède l'opinion publique. Le nom de Magnus Huss est glorieusement célèbre en ce pays. Glorieux est aussi en Irlande celui du Père Matthieu (1) qui réussit, par sa seule prédication, à faire fléchir un moment l'énorme consommation irlandaise.

(1) De 1838 à 1842, ce moine prêcha en Irlande la croisade antialcoolique, il fonda l'*Irish total abstinence association*, qui après deux ans d'existence comptait 1,800,000 membres. La consommation du whiskey se réduisit de moitié en moins de 5 ans.

Toutes les mesures contre l'alcoolisme obtenues en Amérique ou en Angleterre l'ont été par l'effort soutenu et parfois héroïque des sociétés de tempérance et la création du plus puissant organisme de combat qui existe, les bolag de Suède, est le fruit de l'initiative individuelle.

C'est en Amérique, aux Etats-Unis, que l'idée des Sociétés de tempérance s'est fait jour et que la première société (1) fut fondée vers 1808 par le Dr Benjamin Rush (2). Cette association ne préconisait pas l'abstinence total de liqueurs alcooliques qui est devenue le principe de toutes les sociétés actuelles. Elle se contentait de recommander l'usage modéré des alcools. Au reste, son importance fut minime, mais elle avait été la première. Aujourd'hui le sol de l'Union est couvert de ces sociétés ; ce sont la société des Bons-Templiers dont il existe des sections ou des copies en Angleterre et en Hollande, on a même tenté d'en établir une en France, il y a encore l'American Temperance Société, l'Alliance de Tempérance de l'Etat de Massachussets. Il y en a pour les femmes dont l'une la « Woman's Christian Temperance Union » compte 150.000 adhérentes,

(1) On ne peut guère citer comme Société de tempérance en effet la *Société de Saint-Christophe*, fondée en 1517, par Sigismond de Sietrichstein, ni l'*Ordre de tempérance*, créé par Maurice de Hesse, le 25 décembre 1600. La tempérance de ces membres était toute relative, car ils pouvaient boire 14 verres de vin par jour et leurs verres étaient grands.

(2) Jacquet, *op. cit.*

d'autres s'adressent aux enfants. Ces sociétés sont bruyantes, encombrantes, emploient tous les moyens, même l'agitation pour parvenir à leur but qui est la prohibition de l'usage des alcools. Certaines ont réussi. Elles ont enlevé la loi du Maine, fait établir la loi d'option locale qui donne aux habitants le droit d'admettre ou non la consommation des liqueurs (1).

Mais ces sociétés se livrent parfois à des manifestations grotesques, indignes le plus souvent de nations civilisées, sans compter qu'elles lèsent des citoyens dans l'exercice de leurs droits sous couleur de combattre le cabaretier.

C'est bien aux Etats-Unis que le met lutte peut s'appliquer justement aux efforts faits pour détruire l'alcoolisme. En 1874, au témoignage de M. A. Foville, médecin de l'asile d'aliénés de Quatremares, près Rouen, on vit, dans nombre de localités, les dames assiéger en foule les cabarets, former des meetings de prières et hurler des cantiques jusqu'à ce que les consommateurs abasourdis aient quitté les établissements. Voici quelques-uns des moyens mis en œuvre en Amérique, cela

(1) Après une visite du président Grant à Boston, la société de tempérance ayant appris qu'il avait consommé du vin et des liqueurs provoqua un meeting ayant pour but de laisser à la charge de l'hôtelier qui avait servi ces boissons, la somme intégrale des consommations. Les lois de l'Etat de Massachussets ne reconnaissant pas les dettes pour consommation d'alcools, l'Etat n'avait pas à payer les dépenses faites par le président dans cet ordre d'idées. *Le Figaro*, 13 juin 1873.

non pas pour en conseiller l'application en France, mais, au contraire, pour prouver combien on se tromperait si on voulait assimiler les deux pays et pratiquer dans l'un ce qui réussit dans l'autre. « Des processions « de dames parcourent les rues et s'arrêtent le long de « leur chemin à la porte de tous les cafés. Si le propriétaire ne leur est pas trop hostile, elles entrent « dans la salle et se mettent immédiatement à réciter « leurs prières ; il est inutile d'ajouter que leur entrée « par une porte, est le signal de la sortie de tous les « consommateurs par une autre. Lorsqu'elles sont « repoussées, elles s'installent à l'extérieur en oraisons. « Parfois un groupe de dames reste de piquet à la « porte du débit, du matin jusqu'au soir. Bien entendu, « les cabaretiers résistent. Un d'entre eux résistant héroïquement fut vaincu. En face de son local se trouve « un long mur, sans ouverture, on y avait adossé un « hangar en bois pour permettre aux dames de se « mettre à l'abri. Une autre fois, un cabaretier ainsi « envahi, répandit du poivre sur le plancher, ce qui « força les chanteuses à sortir. »

Il est certain qu'en France de semblables manifestations n'aboutiraient qu'à couvrir de ridicule ceux qui les entreprendraient. La police s'en mêlerait et aurait raison.

Les sociétés de tempérance anglaises sont moins bel-

(1) *L'Alliance News* du 21 février 1874.

liqueuses. Outre l'abstinence à laquelle se condamnent leurs membres elles ont une vraie influence. C'est grâce à elles que, pièce à pièce, petit à petit, a été voté en dépit d'une opposition formidable, le bill des liqueurs et la réglementation des débits. Le nombre des membres de ces sociétés est d'ailleurs fort élevé et si, comme on est en droit de le croire, ils gardent, pour la plupart, leur serment, c'en est assez pour provoquer, dans la consommation des alcools, cette baisse qu'on remarque depuis quelques années. Leur nombre, dans le Royaume-Uni, est d'environ 5 millions. (1)

Il y a actuellement dans ce pays près de 400 sociétés qui proclament la nécessité de l'abstinence ce qu'on appelle en Angleterre le « *Teatotalism* ». Ce ne sont pas toutes des sociétés de tempérance au sens étroit du mot. Bon nombre sont des sociétés de Secours mutuels telles les « *Sous-of Temperance* », le « *United Kingdom Temperance and general Provident Institution* ». Elles ne se contentent pas de prononcer des discours, de distribuer des récompenses et de publier des journaux et des bulletins. Avec l'esprit pratique qui les caractérise, les Anglais ont compris qu'il fallait autre chose que des mots pour combattre l'alcoolisme. Sans hurler comme les Américains, sans briser les glaces des cabaretiers, ils ont fait plus peut-être que leurs bruyants émules par la

(1) Jacquet, *op. cit.*, p. 24. Il y a 396 sociétés dont une a plus de 100,000 adhérents.

création de maisons où l'on débite des boissons hygiéniques, de sociétés de Secours mutuels et même comme nous le verrons plus loin de concerts.

La Suisse est entrée dans la même voie que l'Angleterre et les sociétés fondées pour lutter contre l'abus des liqueurs, deviennent chaque jour plus nombreuses et plus florissantes. Vers 1860 fut fondée à Neuchâtel la « Société contre l'ivrognerie » qui se contente de former un cercle d'ouvriers. Une autre association est celle contre l'eau-de-vie du Val de Ruiz. On y combat la consommation de l'alcool par le vin de bonne qualité, mis à la portée de toutes les bourses. Il y a enfin les Croix Bleues qui jouissent à l'heure actuelle d'une grande popularité. Elles agissent surtout par l'exemple, et c'est à elles qu'on doit en partie l'introduction du monopole dans la Suisse.

Nous ne parlerons que pour mémoire des sociétés Suédoises et Norvégiennes. Elles furent jadis très florissantes. Mais depuis que l'on a trouvé dans les bolag et les samlag la solution du problème, tout l'effort des tempérants tend à établir des samlag là où il n'en existe pas et les autres sociétés n'ont plus guère raison d'être.

La société Néerlandaise pour l'abolition des liqueurs fortes qui date de 1842 représente dignement son pays dans la lutte antialcoolique. Elle est fort bien organisée et compte environ 20.000 membres.

En France, c'est tout autre chose. Il y a bien quelques sociétés de tempérance. La principale est la « Société

française de tempérance », fondée en 1873. Vingt ans plus tard apparaissait à Rouen une « Croix Bleue ». On trouve un grand nombre de petites sociétés sous ce nom de Croix Bleues, surtout dans les lycées ou collèges. Malheureusement pour ces dernières, leurs membres les quittent au moment où ils devraient entrer dans la société. Il est, en effet, un peu platonique de s'engager solennellement, de ne boire que de l'eau quand on est au lycée : les boissons servies aux élèves ne sont guère dangereuses, par leur proportion d'alcool, du moins.

Une fois sorti, on quitte la petite croix bleue qui tend à faire partie de l'uniforme et on oublie la Société en buvant des bocks ou des apéritifs.

Il est assez bizarre de voir combien, en France, on a été réfractaire à l'établissement de pareilles associations plus peut-être par négligence que par méfiance. Il faut noter cependant que l'on a horreur de l'eau, que nos bons vins sont trop peu alcooliques pour être dangereux et puis, les apôtres du néphalisme sont si fervents qu'ils tombent dans des exagérations stupides parfois dangereuses pour leur cause. Quand on entend ou qu'on lit leurs discours avec ces énormités, on est tenté de ne plus croire à leur parole. La modération serait, croyons-nous, plus habile.

Voici par exemple le tableau de l'alimentation des Normands : « L'eau-de-vie pure, telle est la boisson ordinaire du Normand... Le matin, on déjeûne d'une soupe à l'alcool ; après les repas, on fait une « bis-

touille ». « Cette bistouille, c'est le café perfectionné : c'est un bol plein d'abord de café qu'on additionne de rasades d'eau-de-vie au fur et à mesure que le niveau baisse ; c'est, en fin de compte, un bol d'eau-de-vie pure que l'on avale. » (1) A lire ces lignes on doit, étant donné les dangers de l'eau-de-vie, se dire : la Normandie est morte. Tranquillisez-vous, il n'en est rien. N'en déplaise à l'ingénieux auteur qui a lancé cette nouveauté que la boisson ordinaire du Normand c'est l'eau-de-vie, on boit encore du cidre en Normandie. on en boit trop peut-être, mais enfin c'est à lui qu'il faut réserver le nom de « boisson ordinaire ». Nous avons même, croyons-nous, trouvé l'origine de cette prétention absurde. C'est dans la thèse du Dr Tourdol sur l'alcoolisme dans la Seine-Inférieure où il est dit qu'un portefaix « buvait à chaque repas un ou deux grands verres d'eau-de-vie. » Ce médecin cite ce cas comme extraordinaire et il a raison. Il doit y avoir erreur de ce genre pour la soupe à l'eau-de-vie. Nous n'en avons jamais entendu parler bien qu'ayant fréquenté les paysans ou les ouvriers des trois plus alcoolisés des départements normands. On peut se demander si l'auteur n'a pas confondu la soupe à l'eau-de-vie prise par plaisir en Normandie, avec le traitement contre l'alcoolisme qui

(1) Fochier, p. 55 et 56 d'après Brunon, *L'alcoolisme en Normandie*, et Mabillean, *Réforme sociale*, 1897. *L'alcoolisme en Normandie*.

fut jadis préconisé en Suède et qui consistait à mettre de l'alcool dans tous les aliments de l'ivrogne.

Quand on veut ainsi trop prouver on va trop loin. Ce sont des exagérations de ce genre dans lesquelles tombent trop souvent les adversaires de l'alcoolisme qui ont discrédité les sociétés de tempérance en France, bien que leurs statuts soient souvent plus modérés que ceux des abstinents anglais ou américains.

Peut-être aussi faut-il accuser de leur peu de succès ce fait que la majorité des français étant catholique, les sociétés de tempérance se recrutent particulièrement parmi les protestants. De là, une sorte de méfiance qui ne fait que diminuer de la part du clergé catholique. Cependant la situation tend à s'améliorer sous ce rapport : « Mgr Turinaz, évêque de Nancy ne se laisse distancer par personne. Il multiplie les instructions pastorales, les brochures, les sermons, il enrôle ses prêtres dans la croisade (1) ». Nous citons plus haut un autre mandement. Les sociétés de tempérance ne pourront que gagner à ce mouvement.

Jusqu'à présent, leur rôle en France a été peu efficace et peu brillant. Cela tient peut-être à ce que résistant aux tendances généreuses de certains membres, elles n'ont pas voulu entrer dans les applications pratiques et se sont trop contentées de réunions et de dis-

(1) *Le Temps*, du 5 mai 1900.

cours, prêcher l'alcoolisme, c'est bien, empêcher les gens de boire, c'est mieux.

Sans nier l'utilité des Sociétés de tempérance telles qu'elles fonctionnent actuellement en France, en faisant toujours grande la part de la propagande par la parole ou par le livre qui a déjà eu chez nous l'excellent résultat d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur la question, et de montrer aux particuliers quels sont les dangers que cause l'intempérance, il nous semble que l'initiative privée doit aller plus loin. L'alcoolisme, nous l'avons démontré croyons-nous, doit son extension aux causes économiques et aux changements dans les mœurs déterminés par elles. Ce sont les causes elles-mêmes qu'il faut atteindre.

Parmi ces causes, l'une des plus intéressantes, est la question de l'alimentation. C'est trop souvent, parce qu'il ne peut se procurer en assez grande abondance les aliments nécessaires à soutenir ses forces ou que ces aliments sont de mauvaise qualité, que l'ouvrier a recours à l'alcool. Que ce soit un mauvais calcul, cela est certain, mais en apparence le résultat est excellent. Le buveur se sent plus gaillard, tout réchauffé et propre à reprendre son travail. Les mauvais aliments sont oubliés, on a bu « pour les faire passer » sans se douter qu'un jour viendra où l'homme ne pourra plus se passer de sa ration quotidienne d'eau-de-vie. A l'assemblée générale de la « Croix Bleue » française, tenue le 8 mai 1900, M. Cressel a annoncé : qu'une société de

restaurants de tempérance venait de se fonder pour établir à Paris une trentaine de ces établissements. — *La Presse*, 9 mai 1900.

Des philanthropes ont alors imaginé la création de cantines, de restaurants à très bas prix et fournissant des aliments de bonne qualité et surtout en abondance. En Angleterre c'est la Société des Coffee taverns qui a pris l'initiative de ce mouvement. Ces sociétés ne faisant pas ou ne cherchant pas à faire de bénéfices peuvent offrir à leurs consommateurs des repas à une somme minime, et leurs consommations défient toute concurrence de la part des bouges avoisinants.

Là ne se borne pas l'œuvre des Coffee taverns. Ce sont en même temps des cafés, mais on n'y boit point de liqueurs. Leur installation est aussi élégante que possible. Rien n'y est négligé pour attirer le consommateur. L'ouvrier y trouve un milieu agréable, bien chauffé en hiver où il peut passer sans s'alcooliser les quelques heures qu'il donne à ses plaisirs ou à son repas. Pour compléter cette organisation modèle « le docteur Hart « a organisé des cafés-chantants *Tempérance music halls*; « dans des salles élégantes et confortables on exécute « des morceaux choisis dans les œuvres des maîtres « pour une rétribution qui est à la portée de tous et on y « fournit les objets de consommation qu'on trouve dans « les Coffee taverns » (1). Cette institution si florissante

(1) D^r Guéneau de Mussy.

en Angleterre puisqu'on y compte, dit-on, jusqu'à 7.000 établissements de ce genre, fait une rude concurrence aux débits de boissons alcooliques. Elle a été reprise moins largement en Suisse sous le nom de *salles de rafraîchissements*. Ce qui caractérise la société qui a ouvert ces salles, c'est qu'elle n'est nullement une société de tempérance, mais simplement une réunion de philanthropes.

« Dans ces salles, écrit le Dr Bourdin qui avait étudié à Genève cette organisation, on trouve à des prix très modérés, des sirops, des siphons, du bouillon, du thé, du café, etc., etc. La curiosité y appela des consommateurs dont les dispositions à la critique étaient assez manifestes ; mais l'excellente qualité des consommations, leur bas prix, les convertirent bientôt. Dix centimes la tasse de chocolat, de thé, de café ou de bouillon, proprement et lestement servie, c'est pour rien ».

Ce moyen si efficace de combattre l'alcoolisme n'est pas employé en France. A titre de curiosité, on peut citer chez nous de ces établissements. Il y en a au Havre, il y en a même à Paris, mais leur nombre est trop restreint, trop minime, leur importance, pour qu'ils puissent, nous ne disons pas lutter contre le cabaret, mais lui enlever une portion notable de ses clients habituels.

D'ailleurs, ce sont généralement des locaux assez exigus et qui ne peuvent guère rivaliser de brillant avec

les « troquets » dont les glaces et les lumières resplendissent au loin. En ce cas, l'extérieur, les conditions de bien-être sont absolument indispensables pour attirer les buveurs et les conserver. Il faut en effet se les attacher par des avantages capables de compenser pour eux la privation de leur boisson favorite. Il y a peut-être même exagération en proscrivant toutes les boissons alcooliques. Peut-être serait-il de sage politique de tolérer au moins la bière et le vin et de les donner de telle qualité que les voisins débitants n'aient plus qu'à fermer boutique.

L'exemple de la Suisse et de l'Angleterre a prouvé que ces cafés de tempérance réussissaient puisqu'au point de vue financier même, ils sont une excellente affaire. Il est donc profondément regrettable qu'en France rien ou presque rien n'ait été tenté dans ce sens.

Par contre, on a fort bien compris que pour moraliser l'ouvrier, et cela à tous les points de vue, il faut lui donner un foyer et le lui rendre agréable et sain autant qu'il est possible. Nous n'avons pas la prétention de dire que les sociétés des logements à bon marché ont été créées pour combattre l'alcoolisme. Nous les prenons telles quelles existent, en regrettant leur trop faible extension, et nous disons qu'elles constituent un moyen excellent, préférable à toutes lois répressives, pour ramener à la vie régulière et éloigner du cabaret les ouvriers des villes. Quand on songe en effet, que ces derniers n'ont la plupart du temps pour habitation qu'une

chambre malpropre, souvent donnant dans une cour sombre, qu'ils y sont privés d'air et de lumière, que l'agglomération des personnes de la famille dans cet espace étroit produit une odeur nauséabonde, il faut avouer qu'on exigerait trop de l'ouvrier en lui demandant de rester chez lui au sortir de l'atelier. Il a son logis en horreur, cela se conçoit, et il n'y rentre que pour dormir. Les habitations de la Société des logements à bon marché sont par contre propres, claires et saines ; le travailleur peut s'y plaire, il s'intéresse à son intérieur qu'il voit agréable et même coquet. Qu'il y reste une soirée entre sa femme et ses enfants, c'est un commencement d'habitude, c'est en tous cas pour ce soir là une consommation alcoolique de moins, un grain de sable si l'on veut : cet effort sur soi-même souvent répété, produit un effet sensible.

D'autres œuvres qui n'ont également aucun rapport direct avec l'alcoolisme ou sa répression, tendant pourtant au même but parce qu'elles attaquent les causes économiques qui ont contribué à l'alcoolisme.

Prenons, par exemple l'œuvre des jardins ouvriers fondée à Sedan, en 1891, par Mme Hervieu, sous le nom de « Reconstitution de la famille ». Elle a pour but de fournir un rapprochement entre le travail agricole et le travail industriel longtemps unis maintenant absolument distincts au grand détriment de la morale sociale (1).

(1) « Sous l'ancien régime européen, écrivait Le Play, il existait « toujours une alliance entre le travail agricole et le travail

Intéresser l'ouvrier urbain, à un coin de terre l'attacher au sol par les liens puissants de l'intérêt et du plaisir, tel est avec l'amélioration matérielle de son sort le but que se proposent ces associations philanthropiques. L'exemple de Sedan a été suivi en Belgique et agrandi par la « ligue du coin de terre et du foyer insaisissables pour la reconstitution de la famille ouvrière. » En France, à Saint-Etienne, une société sur les mêmes bases que celle de Sedan fut fondée dans l'hiver de 1893. Il y en a quelques autres (1).

Cette œuvre qui est le complément naturel, on pourrait presque dire nécessaire des sociétés de logements à bon marché agit sur l'alcoolisme ou sur ses causes de plusieurs manières. Elle fournit à l'ouvrier un nouveau champ d'activité, elle lui donne le plaisir de la culture et l'orgueil de sa récolte, lui fait consacrer au jardinage nombre d'heures qui eussent été employées à boire, enfin lui fournissent des légumes, des aliments sains et on peut presque dire gratuits, elle facilite chez lui l'économie en même temps qu'elle accroît son bien-être. Dans le même ordre d'idées, les Caisses d'épargne, les sociétés de Secours mutuels ont un effet réel bien que non apparent sur la consommation.

« manufacturier. Cette organisation avait surtout pour but
« d'assurer aux ouvriers la continuité du travail et la perma-
« nence des moyens de subsistance et elle s'attachait spéciale-
« ment à conjurer les crises du commerce et les chômages péri-
« diquement ramenés par le cours des saisons ».

(1) *Réforme sociale*, 1^{er} août 1896.

Le résultat à atteindre en effet est de détourner le courant qui porte le travailleur, celui des villes surtout au cabaret. On conçoit que les buts qu'on peut proposer à l'activité humaine sont innombrables. Il faut donc chercher, il y a encore beaucoup à faire de ce côté. Sans nier l'efficacité des sociétés de tempérance, des conférences, qui ont au contraire un rôle nécessaire, celui de dénoncer le mal et d'en faire voir les conséquences, on peut dire que la création d'une œuvre philanthropique comme les jardins ou les logements ouvriers, les caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels ou simplement même les restaurants de tempérance ou les salles de rafraîchissements, fait faire un tout autre progrès à la solution du problème.

Elle fait du bien d'abord, améliore le sort matériel de ceux qui consentent à se confier à elle, elle relève leur moral, leur donne des habitudes d'ordre et d'économie, ramène l'ouvrier au foyer, lui procure des plaisirs à la fois sains et élevés et lui donne enfin le point d'appui nécessaire, indispensable même à la lutte contre les tentations qui l'assiègent de toutes parts.

Concluons donc, si la loi pénale doit intervenir dans la question alcoolique, son effet est peu important. Les mesures fiscales et la police des cabarets peuvent produire quelques heureux résultats, ou s'ils sont très énergiques, empêcher les ivrognes de se livrer à leur vice. Mais seule l'initiative individuelle est assez souple et assez dévouée pour changer peu à peu le buveur, l'ame-

ner insensiblement, sans même qu'il s'en doute à quitter le cabaret, à prendre des habitudes d'ordre, à rentrer au foyer qu'il n'aurait jamais dû quitter, en un mot, à en faire un homme sain au lieu d'un être vicieux. Cela sans efforts, lutte, pression, ni restriction de la liberté.

Est-ce à dire qu'on puisse espérer réduire complètement l'ivresse ou supprimer l'alcoolisme ? Non. L'ivresse a toujours existé, elle a résisté de tout temps aux législations les plus sévères. L'alcoolisme causé par notre état social et industriel ne pourra disparaître qu'avec une modification encore imprévue dans le système de production, ou une transformation sociale. Aujourd'hui tout ce qu'on peut espérer, c'est réduire le mal, faire la part du feu. Ce serait à la fois la gloire et le salut de notre France si elle y parvenait.

Vu :

Le Président de la thèse,
R. SALEILLES.

Vu :

Le Doyen :
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris :
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION	I

PREMIÈRE PARTIE

L'ALCOOLISME. — SES EFFETS ET SES CAUSES

CHAPITRE I. — L'IVRESSE ET L'ALCOOLISME.	8
--	---

§ 1. — *Description de ces états.*

§ 2. — *Effets sur l'individu.*

§ 3. — *Résultats sociaux. — Le crime. — La misère.*

CHAPITRE II. — CAUSES DE L'IVROGNERIE	48
---	----

§ 1. — *Passion innée de l'homme pour l'ivresse.*

§ 2. — *Pourquoi l'alcoolisme est un mal contemporain.*

CHAPITRE III. — DÉVELOPPEMENT DE L'ALCOOLISME EN FRANCE AU XIX SIÈCLE. — CONDITIONS QUI ONT AMENÉ CE RÉSULTAT	82
---	----

CHAPITRE IV. — SYSTÈME A EMPLOYER DANS LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME, INSPIRÉ PAR L'ÉTUDE DES CAUSES DE CE MAL	106
---	-----

DEUXIÈME PARTIE

LA LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME PAR LES MOYENS PÉNAUX

SECTION A. — RÉPRESSION

Sa légitimité.	122
------------------------	-----

CHAPITRE I. — LA LOI DE 1873 CONTRE L'IVRESSE . . .	137
---	-----

CHAPITRE II. — RÉPRESSION DE L'ALCOOLISME . . .	186
---	-----

§ 1. — *Lutte contre l'ivrognerie.*

§ 2. — *Les buveurs d'habitude. — Les asiles de buveurs.*

CHAPITRE III. — RÉPRESSION DE L'ALCOOLISME CHEZ CEUX QUI LE FAVORISENT	244
---	-----

SECTION B. — PRÉVENTION

CHAPITRE I. — LES FALSIFICATIONS.	260
---	-----

CHAPITRE II. — LES BOISSONS TOXIQUES	290
INSUFFISANCE DE LA LOI PÉNALE A VAINCRE LE MAL . .	304

TROISIÈME PARTIE

ÉTUDE DES MESURES NON PÉNALES EMPLOYÉES EN EUROPE.	309
--	-----

CHAPITRE I. — MESURES FISCALES	311
--	-----

CHAPITRE II. — LA LUTTE CONTRE L'IVRESSE	335
--	-----

CONCLUSION

L'initiative privée	358
-------------------------------	-----

